

LÉON BLUM, LE SOCIALISME ET LA RÉPUBLIQUE



LÉON BLUM

LE SOCIALISME ET LA RÉPUBLIQUE

ALAIN BERGOUNIOUX



LÉON BLUM
LE SOCIALISME ET LA RÉPUBLIQUE

ALAIN BERGOUNIOUX

Alain Bergounioux est inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, historien, directeur de la *Revue socialiste* et professeur associé à Sciences Po Paris. Il est membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès et préside l'Office universitaire de recherche socialiste. Il a publié un recueil de textes de Léon Blum (Léon Blum, Alain Bergounioux (dir.), *Blum : discours politiques*, Imprimerie nationale, Paris, 1997) et est notamment l'auteur avec Gérard Grunberg de *Les Socialistes français et le pouvoir. L'Ambition et le remords* (Hachette Littérature, 2007), *Les Socialistes* (Éditions Le Cavalier bleu, coll. « Les Idées reçues », 2010) et il a co-dirigé avec Daniel Cohen *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme* (coédition Fondation Jean-Jaurès/ Fayard, mars 2012).

Photographie de couverture :

Léon Blum au Congrès national extraordinaire de la SFIO à Avignon, avril 1933.
Archives Pierre Renaudel. Coll. Fondation Jean-Jaurès.

INTRODUCTION

Léon Blum appartient aujourd'hui au panthéon des grandes figures nationales. Identifié presque exclusivement dans la mémoire nationale à la courte « embellie » de l'été 1936, il est parfois invoqué par la droite même ! Mais ce consensus est fragile. N'oublions pas qu'il fut un des hommes politiques les plus calomniés, qu'il manqua d'être lynché par les camelots du roi en février 1936, qu'il fut vilipendé par Vichy et traîné au procès de Riom en 1942, puis déporté comme otage à Buchenwald. Il ne faut pas attendre bien longtemps pour voir resurgir les controverses et s'exprimer les passions. Léon Blum a été et demeure un enjeu de mémoire. Les cultures politiques qui partagent l'opinion, et tout particulièrement l'opinion militante, nourrissent et entretiennent des vues contrastées et souvent opposées. Pour l'extrême droite, Léon Blum demeure un des symboles de « l'Anti-France »¹. La droite, elle, mène toujours une critique économique du Front populaire, les 35 heures prenant la suite des 40 heures. Les communistes n'ont jamais oublié que Léon Blum s'est dressé contre eux au moment de la scission du congrès de Tours en 1920, puis lors de la guerre froide. Les socialistes, enfin, qui le revendiquent sincèrement, n'ont pas partagé tous ses jugements et ses choix, loin s'en faut.

1. Expression due à Charles Maurras qui, par là, désignait les adversaires de la France, selon lui, les juifs, les francs-maçons, les protestants et les métèques.

Cela tient évidemment au fait que, dans des périodes difficiles, voire dramatiques, Léon Blum a d'abord été un dirigeant politique au cœur de la mêlée. Cela a commencé dès qu'il est apparu en pleine lumière sur la scène politique nationale au congrès de Tours, pour ne cesser qu'à sa mort en 1950. Et ce quelles qu'aient été ses facettes multiples – le prestige de l'homme de culture, le talent de l'écrivain, le travail du journaliste. Il a incarné un moment particulier de l'histoire du socialisme, celui qui succède au temps des espérances. Malgré des conflits et de multiples débats, la première période s'était caractérisée par une confiance dans les progrès de l'humanité et avait été dominée en France par la personnalité de Jean Jaurès, qui fut le maître politique du jeune Léon Blum. La seconde fut un temps d'épreuves. Il fallut affronter les premières vraies responsabilités du pouvoir depuis le terrible choc de la Première Guerre mondiale. La gauche était durablement divisée, même dans ses moments de rapprochement. La société subissait d'éprouvants affrontements politiques et sociaux dans une nation qui venait de subir la plus grave défaite de son histoire et s'était reconstituée dans une quasi-guerre civile. Léon Blum fut un passeur entre deux mondes.

Il est arrivé tard dans l'action politique proprement dite : il a 46 ans lorsqu'il est élu pour la première fois député en 1919. Aussi ses convictions et son système de pensée étaient-ils déjà consolidés. Il n'a cessé de les mettre à l'épreuve de la réalité. La « synthèse » jaurésienne avait voulu unir étroitement l'idée socialiste et l'idée républicaine – forgeant largement la nature du socialisme français. Il a appartenu à Léon Blum de la faire vivre en des temps périlleux. C'est en cela qu'il nous parle encore aujourd'hui. Les défis actuels ne sont en effet pas sans écho avec ceux de l'entre-deux-guerres.

CHERCHER

On a souvent dit que Léon Blum avait eu deux vies. Avant l'été 1914, il est un jeune bourgeois membre du Conseil d'État. Passionné de littérature, aux goûts éclectiques, il fréquente les milieux artistiques. Sa seconde vie est celle du militant politique, du responsable de parti, de l'homme d'État. Cette opposition est cependant trop soulignée. Ses convictions et ses idées présentent en effet une forte continuité tout au long de son existence. Il suffit de comparer « Nouvelles conversations de Goethe avec Eckermann », série d'articles parus dans *La Revue blanche* entre 1894 et 1896, et *À l'échelle humaine*, écrit en prison à partir de 1941. Sa pensée avait donc mûri pour l'essentiel avant 1914. Il faut en mettre au jour les sédimentations successives pour comprendre son apport.

Léon Blum est né en 1872 dans une famille juive d'origine alsacienne qui a acquis peu à peu une aisance bourgeoise dans le commerce. Deuxième fils parmi cinq garçons, il a connu une enfance heureuse, faite d'équilibres. Sa famille vivait sans contradiction l'attachement aux valeurs de la République française et le respect de la culture et des traditions juives. Si lui-même était peu religieux, voire athée, tant sa confiance dans la raison humaine était grande, il s'est défini comme un Français juif tout au long de sa vie, quels qu'aient été les périls. Il formule cette synthèse identitaire en janvier 1923 dans un débat à la Chambre des députés : « Je suis né en France, j'ai été

élevé en France dans des écoles françaises. Mes camarades sont français et je possède le français entièrement sans le moindre accent étranger [...]. J'ai le droit de me considérer comme parfaitement assimilé... Eh bien, je n'en ai pas moins le sentiment d'être juif. Et jamais je n'ai remarqué entre ces deux phases de ma conscience la moindre contradiction, la moindre opposition². » De l'influence de la pensée judaïque, il a retenu incontestablement un sens de la justice et une part de messianisme. L'antisémitisme, auquel il a été souvent confronté, a contribué à nourrir en lui un fort attachement aux valeurs universelles de la République et une défiance à l'égard de tous les enfermements nationalistes.

Le climat des années 1890-1900, dans lequel le jeune Léon Blum s'est formé et affirmé, a joué un rôle clé. Brillant élève, pétri des humanités classiques, il est reçu à l'École normale supérieure mais la quitte au bout d'une année pour se consacrer à ce qui lui apparaît comme une vocation d'écrivain. Il fait ses premières années dans de petites revues littéraires à un moment où la jeune génération intellectuelle est à la recherche d'idéologies nouvelles. En littérature comme en art, le symbolisme paraît épuisé, le naturalisme est passé de mode, la confiance dans la science est soumise à réexamen. Cette crise littéraire reflète également certaines incertitudes politiques. La III^e République vient d'être secouée par le mouvement boulangiste et le scandale de Panama. Les attentats anarchistes et la vague des idées libertaires accentuent le trouble, les mouvements sociaux et les grèves manifestent la force de la revendication sociale. Les élections municipales de 1892 et législatives de 1893, enfin, voient les premiers succès notables du socialisme³.

2. Cité dans Birnbaum (Pierre), *Un mythe politique : la « République juive »*, Paris, Fayard, 1988, p. 61.

3. Charle (Christophe), « Léon Blum et le champ littéraire », dans *Cahiers Léon Blum*, n° 23-24-25, 1988, pp. 5-20.

Léon Blum s'est cherché un temps. Il a cultivé l'individualisme anarchisant, mis à la mode par le Maurice Barrès des années 1880, le « prince de la jeunesse », comme le qualifiait alors la critique littéraire. Toutefois, son attachement à la clarté et à l'ironie d'Anatole France montre que son « anarchisme » était surtout une manière de refuser les conformismes et les conventions d'une société bourgeoise qui, en cette fin de XIX^e siècle, était passablement remise en question. Classique dans son style, dans les chroniques critiques – surtout théâtrales – qu'il publie, et qui mêlent souvent conversation littéraire et essai politique, le jeune auteur montre qu'il se place dans la continuité de la tradition intellectuelle venue des Lumières. « L'individu, écrit-il en 1898, ne doit pas se poser comme sa propre fin [...]. Ce serait le triomphe du désir, de l'instinct égoïste, de la fantaisie arbitraire et élégante, de tout ce qui est immoral. Il doit regarder en dehors, chercher dans l'intelligence des lois sociales, la loi de sa propre perfection. Et son bonheur n'est que la mesure de son apport au bonheur de l'humanité entière. Cependant ce n'est qu'à travers des âmes, des intelligences personnelles que nous pourrions travailler au bonheur de l'humanité⁴. » La raison et la justice sont les deux notions qui reviennent le plus souvent dans les textes du Léon Blum de ces années. Il est vrai également que, depuis le printemps 1893, il a trouvé en Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale supérieure, mais également un des animateurs du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de l'ancien communard Jean Allemane, un maître et un ami qui, au fil de multiples échanges, a fait mûrir ses idées. Près de quarante années plus tard, Léon Blum le reconnaissait : « Pour bien comprendre ce que pouvait être ma pensée avant la

4. Dans « Nouvelles Conversations de Goethe et d'Eckermann », *L'Œuvre de Léon Blum*, tome I (1891-1908), Paris, Albin Michel, 1954, p. 227.

rencontre de Herr, imaginez ce qu'était le Clemenceau de l'époque, vacillant entre le socialisme et l'anarchie. Tout le travail négatif était fait chez moi. Il s'agissait de trouver une forme déjà prête. Herr m'apporta l'idée d'organisation, le collectivisme. Ce fut l'opération de la cataracte⁵. »

Alors que le jeune auditeur du Conseil d'État puis maître des requêtes, avec l'aisance et le prestige du haut fonctionnaire que cela apportait, fraîchement marié à Lise Bloch et jeune père, venait de trouver un équilibre dans sa vie et était devenu un critique littéraire reconnu, l'affaire Dreyfus acheva de fixer ses choix. Elle l'entraîna dans des ruptures avec d'anciennes amitiés et dans des admirations nouvelles⁶. Léon Blum n'y joua certes pas un rôle de premier plan. Mais, à partir de 1897, entraîné par Lucien Herr, il suivit jour après jour avec ses amis, un temps autour de la librairie de Charles Péguy, les péripéties de l'Affaire. Il a également mis ses qualités de juriste au service de Fernand Labori, l'avocat d'Émile Zola. Surtout, il s'est fortement attaché à la personnalité et aux idées de Jean Jaurès. Dans *Souvenirs sur l'Affaire*, il décrit l'impression décisive qu'il a ressentie quand Jaurès, tranchant sur les hésitations de nombreux socialistes, a montré qu'il fallait unir l'attachement à la volonté de justice et l'action politique. C'est l'affaire Dreyfus qui a cristallisé les valeurs d'un socialisme moral que Léon Blum était déjà prêt à embrasser et qu'il a dès lors fait entièrement et définitivement sien. Mais, à la différence de Charles Péguy qui, dès 1900, critiquait l'abaissement de la « mystique » en « politique », il en a conclu que la défense des valeurs exigeait de

5. Lévy (Louis), *Comment ils sont devenus socialistes*, Paris, Librairie du Populaire, 1831, p. 22.

6. Blum (Léon), *Souvenirs sur l'Affaire*, Paris, Librairie du Populaire, 1935, réédités en 1981 par les éditions Gallimard avec une préface de Pascal Ory.

l'intellectuel qu'il accepte les contraintes de la politique, avec les compromis qui permettent les regroupements et forgent les majorités.

Pendant cinq années, dans « le sillage de Jaurès », comme l'écrit Jean Lacouture dans sa biographie⁷, Léon Blum a connu une première période d'activité politique marquée. Désormais, il revendiquait son appartenance socialiste. Avec Charles Andler et Albert Thomas, il a adhéré au groupe de l'Unité socialiste. À ce titre, il a participé au premier congrès d'unification en décembre 1899 à la salle Japy. Cette unité ne résista pas à la première participation d'un socialiste au pouvoir avec Alexandre Millerand, ministre du Commerce dans le gouvernement Waldeck Rousseau en 1900. Lui qui comparait Jules Guesde à un prêtre⁸ suivit Jaurès en 1902 dans le parti qu'il créa, le Parti socialiste français, face au Parti socialiste de France animé par Jules Guesde et Édouard Vaillant. Ayant participé à la levée de fonds qui permit la création de *L'Humanité* en 1904, il appartient naturellement à sa première équipe rédactionnelle.

Mais le nouveau socialiste n'a pas voulu franchir le pas de la politique professionnelle. À *L'Humanité*, il tint un temps la seule rubrique littéraire. Deux fois, en 1905 et 1906, il déclina les propositions de Jean Jaurès de présenter sa candidature à la députation. En 1905, année de la constitution de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), il amorça même un retrait de l'action. Il adhéra certes au nouveau parti et participait de temps à autre aux débats de la XIV^e section de Paris. Il cultivait l'amitié de Jaurès, qu'il continua de voir régulièrement jusqu'à l'été 1914.

7. Lacouture (Jean), *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977.

8. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome I, op. cit. *Nouvelles conversations de Goethe et d'Eckerman*, p.253.

Mais, dans cet avant-guerre, son choix n'était pas encore déterminé. Il donnait la priorité à sa famille, à son activité au Conseil d'État, à son travail littéraire et à une existence mondaine. Dans ces années, il publie deux ouvrages remarquables : *Du mariage* en 1907, réflexions audacieuses pour l'époque sur les vertus de l'union libre avant le mariage, et qui fit scandale ; *Stendhal et le Beylisme* en 1914 même, qui traduisait son idéal littéraire.

Cette attitude peut s'expliquer simplement par une hésitation sur le sens à donner à sa vie. Il se percevait encore avant tout comme un intellectuel qui pouvait rendre les meilleurs services par sa pensée et ses écrits plutôt que par l'action militante. On a pu émettre l'hypothèse – notamment l'historienne Madeleine Rébérioux – que les conditions de l'unité socialiste de 1905, rendue possible par l'acceptation par Jaurès des thèses guesdites, dans les principes et l'organisation du nouveau parti, ont introduit une distance avec les convictions de Léon Blum. Celui-ci, en effet, était attaché au climat du Bloc des gauches, et avait critiqué la vulgate marxiste, à plusieurs reprises, dans ses écrits. Il voyait, avant tout, le changement révolutionnaire comme une transformation des consciences⁹.

9. Pour l'exposé de cette hypothèse, voir Rébérioux (Madeleine), « Jaurès et Blum », dans *Cahiers Léon Blum*, nos 11-12, 1982, pp. 5-13.

SAUVEGARDER

Quoi qu'il en soit, Léon Blum ne s'est jamais réellement expliqué sur les raisons de ces années de retrait. En revanche, il est certain que c'est l'assassinat de Jaurès et l'entrée en guerre de la France qui ont changé sa détermination. Dès août 1914, il rejoint en effet comme chef de cabinet Marcel Sembat, nommé ministre des Travaux publics. Ce dernier était l'un des trois ministres socialistes entrés dans l'Union sacrée – parmi lesquels se trouvait Jules Guesde. Ce ministère avait en charge l'approvisionnement en charbon du pays. C'est dire que Léon Blum éprouva rapidement les difficultés d'une organisation à mettre entièrement sur pied, et qu'il gagna une impopularité tout aussi rapide. Au cœur de l'État, le juriste et l'intellectuel purent tirer des enseignements précieux, résumés dans les *Lettres sur la réforme gouvernementale* parues dès la fin de l'année 1917. Léon Blum y traçait les perspectives d'un accroissement des prérogatives de l'État pour rationaliser l'économie de marché, et d'une amélioration du parlementarisme.

Mais, dans l'immédiat, la démission de Marcel Sembat en décembre 1916 n'amena pas le retour à la vie civile de Léon Blum. Le durcissement des débats au sein du mouvement socialiste dans l'importante année 1917 vit l'ancien chef de cabinet devenir enfin un acteur assumé du conflit de grande ampleur qui allait durablement diviser la gauche. La gravité de la situation l'explique. Elle risquait de

remettre en cause tout ce pour quoi Jaurès avait tant lutté. Peut-être faut-il y voir également l'influence de Thérèse Pereyra, avec qui il vivait depuis quelques années un véritable « amour-passion », pour reprendre l'expression d'un de ses biographes, Ilan Greilsammer¹⁰. À la différence de sa femme Lise, Thérèse Pereyra était en effet une militante socialiste convaincue.

Avant d'entrer dans la conjoncture qui le vit s'imposer dans le socialisme français maintenu, il faut rappeler les principaux caractères de ce mouvement socialiste auquel Léon Blum allait s'identifier jusqu'à sa mort.

L'idée socialiste était ancienne en France : la notion est courante dès les années 1830. Mais la gestation d'un mouvement unitaire a été longue. Elle s'est opérée par la fusion progressive de plusieurs groupes et courants de pensée. Les guesdistes, le plus important d'entre eux, ont tenté d'imposer le modèle d'un parti centralisé unifié dans et par la doctrine marxiste, mettant en place une subordination du syndicalisme. Mais ils ont dû tenir compte d'une réalité sociale : le monde ouvrier n'était pas majoritaire et, qui plus est, fort hétérogène. Il leur a fallu composer avec les autres tendances, en particulier les « socialistes indépendants ». Si les partis socialistes naissants ont pu s'appuyer sur des régions ouvrières, la forme d'implantation dominante du socialisme français a été surtout électorale, notamment à partir des municipalités et de leur influence, aboutissant ainsi à une sociologie diversifiée. La dimension rurale a évidemment été importante dans une France où la population urbaine n'a équilibré la population rurale qu'en 1936. La difficulté de nouer des liens organiques avec le syndicalisme a traduit cette réalité.

10. Greilsammer (Ilan), *Blum*, Paris, Flammarion, 1996.

Mais le caractère propre du socialisme français trouve aussi une explication dans le décalage avec l'affirmation précoce de la République. Celle-ci a précédé le développement du mouvement syndical et des partis socialistes. Or, la faiblesse de sa politique sociale a déçu le mouvement ouvrier. Créée en 1895, la CGT, dominée par les anarcho-syndicalistes, a tenu à exprimer cette déception. Sa critique s'est étendue au socialisme parlementaire. Dans le même temps, la culture politique républicaine a été si prégnante, déterminant les principaux clivages politiques de la période, que ses valeurs, issues de la Révolution, ne pouvaient être rejetées purement et simplement par les socialistes, même s'ils entendaient incarner un intérêt propre de classe. Ces contradictions permettent de comprendre pourquoi l'influence de Jean Jaurès dans la jeune SFIO n'a cessé de croître. Il dessinait un socialisme humaniste qui procédait de l'idéal républicain et acceptait la diversité du mouvement ouvrier.

Ainsi, le parti socialiste naissant fut d'emblée une organisation hybride. D'une part, il était dans l'impossibilité d'accepter ou de refuser pleinement la République. D'autre part, du point de vue de sa structure organisationnelle, il se plaçait à mi-chemin entre un parti parlementaire et un parti de masse. Les fragilités de la SFIO expliquent l'importance qu'a prise la doctrine pour maintenir l'unité du parti et le rôle majeur des dirigeants qui la formulaient. La diversité sociologique de son électorat et de ses adhérents a en effet donné une grande importance à l'idée. Les oppositions entre les tendances ont été une donnée permanente. Aucun dirigeant de premier plan n'a pu s'imposer sans une capacité à fondre la diversité des caractères du parti dans une synthèse unificatrice¹¹.

11. Bergounioux (Alain) et Grunberg (Gérard), *L'Ambition et le Remords. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Paris, Hachette Littératures, 2007.

Ces traits originels du socialisme français se sont accusés avec la crise ouverte par la durée de la guerre. Les « majoritaires de guerre » qui ont accepté l'Union sacrée ont été de plus en plus contestés au fil des mois. Léon Blum était l'un d'entre eux. En avril 1917, trois mois après la première révolution russe, alors que le mécontentement s'exprimait dans les usines et dans l'armée, il écrivit : « Notre victoire sera la victoire des idées, des principes qui enferme en lui (le socialisme) le mot de République [...]. Est-ce que l'on comprend que nous gagnerons cette guerre, non pas quoique républicains, mais parce que républicains¹². » La volonté de paix l'emporta cependant dans les rangs socialistes. Pour la grande majorité des socialistes, il ne s'agissait pas de remettre en cause la défense du pays, mais de trouver les voies d'une paix négociée.

En septembre 1917, avec l'arrivée au pouvoir de Georges Clemenceau, la SFIO quittait le gouvernement. Le dernier ministre socialiste, Albert Thomas, qui avait entendu incarner pleinement un socialisme réformiste, fut ainsi contraint à la démission. La victoire des bolcheviks en octobre créa une réalité nouvelle. Une minorité de la SFIO anima un Comité pour la reprise des relations internationales favorable à un rapprochement avec Lénine. En octobre 1918, un mois avant l'armistice, les rapports de force s'inversèrent. Une nouvelle majorité élut Louis-Oscar Frossard comme secrétaire général et prit le contrôle de la SFIO. Une volonté de renouer avec les aspirations révolutionnaires s'affirma. La nouvelle majorité était certes divisée, et n'avait pas encore déterminé son attitude exacte à l'égard de la jeune URSS plongée dans la guerre civile. Mais les nouveaux minoritaires ne l'étaient pas moins. Les défenseurs de l'Union sacrée étaient isolés

12. Léon Blum, « Vers la République », *L'Humanité*, 8 avril 1917.

– Albert Thomas ne fut pas désigné par les militants dans son ancienne circonscription pour une candidature à la députation. Pierre Renaudel, qui avait conduit l'ancienne majorité, était affaibli. Un centre gauche derrière Jean Longuet, Paul Faure et Adrien Pressemane constituait le groupe le plus important, réuni par un attachement à la culture guesdiste d'avant 1914 et par le sentiment pacifiste. À un moment où l'unité de 1905 pouvait être en cause, Léon Blum entra entièrement dans l'action militante.

Au congrès d'avril 1919, un mois après la création de la II^e Internationale, une synthèse fut tout de même recherchée dans la perspective des élections législatives de l'automne. Appartenant au cercle des amis de Marcel Sembat, Léon Blum joua alors un rôle national pour la première fois. Il fut élu président de la commission chargée de préparer le programme du parti. C'est ainsi que lui, l'essayiste subtil, qui n'avait guère montré d'intérêt pour la théorie marxiste, endossa d'un coup les nécessités partisans. Il reprit à son compte le positionnement de Jean Jaurès. Léon Blum conclut ainsi son discours au congrès : « Lorsque nous nous sentons parfois enfermés dans les divisions, dans les dissensions, dans les intrigues, nous n'avons qu'une chose à faire, monter plus haut : nous devons regarder plus haut ; nous devons regarder le but et, alors, nous verrons que nous sommes profondément d'accord¹³. »

Mais l'accord ne dura pas. Si Léon Blum fut élu député de Paris dans le XX^e arrondissement, acquérant ainsi une légitimité politique, la SFIO, qui avait repoussé toute alliance électorale avec le

13. Intervention au congrès extraordinaire d'avril 1919, dans *L'Œuvre de Léon Blum*, tome III (1914-1928), Paris, Albin Michel, 1972, pp. 120-121.

parti radical, fut défaite. Certes, en nombre de voix, elle dépassait son total d'août 1914. Mais elle ne retrouvait que la moitié de ses sièges. Cet échec aviva le conflit interne. L'année 1920 fut dominée par la question de l'adhésion ou non à la III^e Internationale. En février, au congrès de Strasbourg, la majorité socialiste décida de quitter la II^e Internationale. En mai, la grève générale décidée par une CGT elle aussi divisée tourna court. Elle manifestait cependant une radicalisation militante qui toucha également la SFIO, aux effectifs croissants et largement renouvelés. La définition par Lénine, au second congrès de la III^e Internationale, de « vingt et une conditions » pour adhérer à la nouvelle Internationale, cristallisa l'enjeu. À l'été, une mission conduite en URSS par le secrétaire général, Louis-Oscar Frossard, et Marcel Cachin, pourtant ancien majoritaire de guerre, revint en préconisant l'adhésion.

Dès lors, les rapports de force étaient fixés. Le problème, pour le congrès qui était convoqué à Tours pour décembre, n'était pas de savoir si la SFIO allait rejoindre l'Internationale de Lénine, mais de connaître l'ampleur de la scission. Léon Blum avait fait son choix. Ses compétences et sa connaissance de l'État l'avaient conduit à occuper la fonction de secrétaire du groupe parlementaire. Peu connu avant 1914, il ne souffrait pas du discrédit dont pâtissaient les figures de l'Union sacrée, tels Pierre Renaudel ou Marcel Sembat. Il s'imposa comme un animateur du groupe des « résistants » qui refusait clairement les conditions de l'adhésion. Pour être entendu dans un parti qui avait nettement évolué à gauche, il reprit les arguments de la tradition jaurésienne, répudiant le réformisme d'un Albert Thomas, et voulut contester le bolchevisme au nom d'une autre conception de la révolution. Pour faire pièce à la force idéologique du bolchevisme, il adopta dans une brochure publiée en 1919 un discours empreint

d'analyse marxiste qui n'était pas fondamentalement le sien. *Pour être socialiste* exposait les raisons pour un jeune homme d'adhérer au socialisme.

Le congrès de Tours eut ainsi pour premier enjeu idéologique une bataille pour la légitimité socialiste. Le second enjeu fut la capacité des « résistants », qui ne représentaient que quatre cents mandats sur un peu plus de quatre mille, de convaincre les « reconSTRUCTEURS » de Jean Longuet et Paul Faure de s'opposer à l'adhésion. L'atout de Léon Blum fut de présenter le discours contre le bolchevisme le plus construit. Intervenant la deuxième journée, il ne créa pas l'événement décisif du congrès. Le « télégramme de Zinoviev » ou l'apparition surprise de Clara Zetkin dans le congrès ont fait davantage par la suite pour dramatiser les débats. C'est avec le temps que le discours de Léon Blum, réédité régulièrement, a été considéré comme fondateur. Il est important de l'analyser avec ses forces et ses limites, dans le contexte de Tours¹⁴.

Léon Blum avait mûri ses analyses avec Lucien Herr, au fait de la situation russe par son réseau d'amitiés, notamment chez les exilés russes mencheviks. Il était tout à fait conscient, avec le bolchevisme, de se trouver en présence d'une réalité politique nouvelle et cohérente. Il en rejeta clairement la logique. Mais, dans le même temps, il voulait défendre la légitimité socialiste de la SFIO. Une grande partie de ses efforts consista à combattre la « confusion néfaste entre l'idée du bolchevisme et l'idée de révolution ». Pour les socialistes, qui voulaient « garder la vieille maison », l'idée de

14. Pour une analyse renouvelée de la période et de ses enjeux, voir Ducolombier (Romain), *Camarades. La Naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

révolution ne pouvait signifier qu'une transformation réussie du régime de la propriété. La prise du pouvoir politique n'était donc pas suffisante. La « transformation sociale » supposait nécessairement une maturation de la société entière. Le prolétariat devait être patiemment éduqué pour être prêt à remplir son rôle dans la société nouvelle. La « rupture de continuité » que marquerait la prise du pouvoir devait être le couronnement de toute une évolution. En ce sens, il disait la même chose que Jaurès au congrès de Toulouse douze années plus tôt lorsque ce dernier défendait les « réformes révolutionnaires ». Mais, à présent, l'existence d'un contre-modèle bolchevique permettait de pousser la démonstration plus loin. Léon Blum a diagnostiqué avec acuité les conséquences du volontarisme politique léniniste. La dictature deviendrait un système durable de gouvernement aux mains de quelques hommes, au nom d'un parti, pour mettre en œuvre la transformation socialiste d'une société qui n'y était pas prête¹⁵.

À partir de là, il pouvait analyser la nature du différend sur la question cruciale du congrès, l'organisation proposée par l'Internationale communiste, les fameuses « 21 conditions ». Il était en mesure de les replacer dans un cadre cohérent. Pour Lénine, les partis communistes devaient tirer avant tout leur force de leur discipline, de leur centralisme, de leur cohésion sans faille. Léon Blum, à l'inverse, insistait sur deux principes différents : l'ampleur du recrutement et la liberté de pensée. Le parti socialiste devait être voué à l'éducation politique et à la propagande publique. Sa diversité interne ne constituait pas une faiblesse. Sa puissance d'accueil était à la mesure de la liberté de pensée et d'expression en son sein. Dans un

15. Parti socialiste, SFIO, *18^e Congrès national tenu à Tours*, 25-30 décembre 1920, compte rendu sténographique, Paris, 1921, pp. 216 et 268-269. Toutes les citations sont tirées de ce discours.

parti pluriel, les dirigeants devaient être à la fois les interprètes d'une pensée collective, diversifiée dans sa base, et des hommes de synthèse, toujours sous le contrôle des adhérents. Le type de relation que les socialistes devaient nouer avec les syndicats résultait de cette analyse. Loin de prôner une subordination du syndicat au parti, Léon Blum plaidait pour le maintien du compromis élaboré avant 1914 : « Autonomie des organisations, communauté de buts, mais avec des différenciations des moyens, et possibilité à chaque instant, par des croisements et des rencontres, d'actions communes sur des objectifs déterminés¹⁶. » La force du socialisme démocratique, il la voyait dans l'aptitude du parti à assumer en son sein les différends et les conflits à l'œuvre dans le mouvement social.

Tout se tenait dans la démonstration de Léon Blum. La démocratie dans le parti était la garantie de la démocratie dans la société, elle devait en être l'image. Dès lors, la notion de « dictature du prolétariat » – qui paraît peu compréhensible aujourd'hui – avait chez lui un sens bien différent de ce qu'entendait Lénine. Elle devait reposer sur la liberté. Dans cette perspective, il avançait l'idée d'une « dictature impersonnelle du prolétariat¹⁷ ». Ce trait – tout à fait problématique, car les dictatures sont rarement « impersonnelles » ! – montre les ambiguïtés de ce discours et la situation difficile des socialistes. L'inspiration était certes de préserver la démocratie. Mais le problème, pour Léon Blum et les socialistes, était de présenter une construction doctrinale susceptible de contrecarrer la force d'entraînement de l'appel communiste. Car « là-bas, ils ont pu », comme le disait André Breton pour exalter la révolution bolchévique.

16. *Ibid.*, p. 254.

17. *Ibid.*, p. 268.

Léon Blum dut donc faire preuve d'une fidélité au marxisme. La définition de la révolution principalement comme une transformation du régime de propriété permettait de disqualifier le volontarisme communiste. Mais elle amenait aussi à reconduire l'identification du socialisme avec la socialisation générale de l'économie, occultant ainsi la démarche réformiste qu'avait faite aussi sienne le socialisme français, notamment dans les premières réflexions sur l'État – de Jaurès, dans le chapitre X de *L'Armée nouvelle*, et de Léon Blum lui-même, dans ses *Lettres sur la réforme gouvernementale*. Certes, il y avait là une part de « fiction » – pour reprendre le terme employé par Léon Blum dans son discours. Mais la logique de Tours conduisait à poursuivre et même à durcir la juxtaposition d'un programme minimum et d'un programme maximum.

Il en a résulté une autre ambiguïté face au communisme. D'un côté, on affirmait que le régime soviétique n'était pas réellement socialiste, puisque le socialisme ne pouvait exister sans démocratie. De l'autre, on postulait que les fins entre socialistes et communistes étaient communes. Tout paraissait tenir à un désaccord sur les méthodes. Léon Blum a encouragé cette manière de voir en tendant à ramener le bolchevisme à une erreur de nature blanquiste¹⁸. L'accent mis sur une impatience avant-gardiste, qui conduisait à vouloir le pouvoir pour le pouvoir, évitait d'examiner de près la pertinence des « vieilles doctrines traditionnelles » du socialisme.

Mais cela n'était sans doute pas possible à Tours, où les impératifs tactiques étaient forts. L'intellectuel Léon Blum a parlé en

18. *Ibid.*, p. 263. Auguste Blanqui, la figure mythique du révolutionnaire du XIX^e siècle, avait pensé la révolution comme devant être l'œuvre de petites élites entraînant ensuite les masses.

homme de parti soucieux de limiter l'attrait du communisme. Son effort est demeuré le plus accompli qu'ait réalisé un dirigeant socialiste français. Mais dans le même temps, et tout à fait consciemment, il s'est placé au centre des contradictions qui se sont avérées celles du parti socialiste pour des décennies. En 1900, Léon Blum pouvait écrire que la doctrine économique de Marx rompt « une de ses mailles chaque jour¹⁹ ». Après 1920, le même Léon Blum s'est senti investi d'une mission qui lui a sans doute interdit d'exprimer toutes ses convictions. Il a voulu désormais ne rien dire ou écrire qui puisse porter atteinte à l'unité d'une SFIO à reconstruire et rendre possible, malgré tout, la reconstitution du mouvement socialiste. Ce « cahier des charges » qu'il s'est donné éclaire le rôle qu'il a tenu au moins jusqu'en 1936, date à laquelle les problèmes ont changé de nature.

19. *La Revue blanche*, janvier 1900.

REFUSER

Le pouvoir qu'a exercé Léon Blum sur le socialisme français de l'entre-deux-guerres n'a pas été celui d'un chef de parti au sens propre. Il reposait essentiellement sur une capacité de conviction. Son influence est liée au rôle clé qu'il a joué au Parlement. Hormis une courte interruption d'une année après sa défaite à Paris, en 1928, avant son élection à Narbonne l'année suivante (il avait été appelé par le premier secrétaire fédéral, Eugène Montel, de la fédération de l'Aude), il s'y est d'emblée imposé. Son rayonnement devait également beaucoup à ses talents d'éditorialiste dans le journal du parti, *Le Populaire*. Ce dernier connut de grandes difficultés, et dut même interrompre sa parution de 1924 à 1927. Mais il a su peu à peu forger un lien avec les militants. L'appareil du parti, modeste au demeurant, était tenu par les anciens « reconstruteurs », majoritaires dans la SFIO convalescente. Le secrétaire général Paul Faure (dont il était dit parfois qu'il était le « cœur du parti » et que Léon Blum en était la tête...), avec l'aide de son secrétaire général adjoint, Jean-Baptiste Séverac, entretenait les contacts avec les fédérations, dont plusieurs au début des années 1920 étaient à reconstruire entièrement.

Léon Blum n'a pas animé une tendance propre dans un parti pourtant structuré en courants du fait de son organisation même – les résultats des motions présentées dans les congrès, alors annuels, déterminant la représentation dans toutes les instances. Il a tenu à

préservé son indépendance. Cela ne l'a pas empêché de cultiver de nombreuses amitiés – celle d'abord de Vincent Auriol, député de la Haute-Garonne, mais aussi de plusieurs dirigeants de la fédération du Nord. Il s'est ainsi donné la possibilité d'être l'homme des synthèses – comme Jean Jaurès avant lui. Léon Blum n'est d'ailleurs entré à la commission administrative permanente, l'organe dirigeant de la SFIO, qu'en 1927, alors que son autorité était déjà établie.

C'est dans ces années 1920 qu'il fut vraiment connu des Français. Il allait même incarner le socialisme aux yeux de l'opinion. Par là même, il concentra les polémiques et les attaques. Sa qualité de Juif en explique la virulence – tout particulièrement dans la décennie suivante²⁰. Mais il ne faut pas oublier que Jean Jaurès avait été pareillement pris à partie et avait suscité tout autant les dévouements que les haines. Pour une grande partie de la droite et de l'opinion après la guerre, les socialistes n'étaient pas vus comme des réformistes. Ils apparaissaient comme des fauteurs de désordre, fourriers du communisme. Il suffit de se remémorer les caricatures de Jean Sennep. En 1924, lors du Cartel des gauches, ce dernier dessinait Léon Blum avalant Édouard Herriot, lui-même avalé par le communiste Marcel Cachin. Critiquant le traité de Versailles et la politique étrangère menée par le Bloc national, particulièrement l'occupation de la Rhur, la SFIO était taxée d'antipatriotisme. Il n'est guère étonnant alors que Léon Blum ait été un des hommes politiques les plus insultés et menacés de cet entre-deux-guerres. Il ne souhaitait d'ailleurs pas être un conciliateur à tout prix. Il a au contraire revendiqué l'héritage de Jaurès en entendant maintenir la vocation révolutionnaire du socialisme – même si, au sein du groupe

20. Birnbaum (Pierre), *op. cit.*, notamment pp. 60-86 et 134-142.

parlementaire, il veillait à ce que les parlementaires présentent des projets de loi charpentés et constructifs. Il a ainsi été plongé au cœur des contradictions de la période.

Travailler à retrouver les conditions de l'avant-guerre s'avérait difficile pour un parti politique dont la force parlementaire était réelle et l'implantation locale accrue. Les problèmes n'étaient pas non plus les mêmes et l'État jouait un rôle plus important qu'avant 1914. Pour ne pas reproduire la défaite de 1919, la SFIO conclut une alliance électorale avec le parti radical en vue des élections législatives de 1924. Mais la constitution de ce Cartel des gauches posait le problème de la participation gouvernementale. Le cas Millerand, qui avait déjà fait voler en éclats la première unité socialiste, restait dans toutes les mémoires. La SFIO se trouva dès lors divisée entre une droite animée notamment par Pierre Renaudel, Joseph Paul-Boncour, Adrien Marquet, qui défendait la participation à un gouvernement radical sur la base d'un programme commun, et une gauche majoritaire, avec Paul Faure au premier rang, qui rejetait vigoureusement le principe même de la participation. L'adoption d'un soutien parlementaire sans participation gouvernementale sauva l'unité mais ne contenta personne. Le gouvernement d'Édouard Herriot, laissé à lui-même, mena une politique hésitante qui ne rompit pas avec l'orthodoxie économique libérale dominante. Le « mur d'argent », c'est-à-dire la spéculation contre le franc, le contraignit à la démission²¹. La SFIO éprouvait un malaise permanent. Le « soutien » était déjà trop pour sa gauche et trop peu pour sa droite. La réussite de la reconstruction du parti paraissait compromise.

21. Jeanneney (Jean-Noël), *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel (1924-1926)*, Paris, Le Seuil, 1977.

Léon Blum voulut ordonner le débat en mettant au jour ce qu'il espérait être un dénominateur commun. En janvier 1926, lors d'un congrès extraordinaire à Paris salle de la Bellevilloise, il proposa une distinction entre la « conquête » et l'« exercice du pouvoir ». Cette distinction dessina le cadre stratégique du socialisme français jusqu'au Front populaire. La « conquête du pouvoir » devait être le but des socialistes. Elle était définie comme le moment où, le travail de préparation étant achevé, le parti prenait des responsabilités gouvernementales dans des conditions optimales pour permettre la transformation du régime de propriété. Elle devait être le point fixe guidant les énergies militantes. Le risque était que, dans l'attente, les socialistes fussent condamnés soit à l'opposition stérile, soit à l'opportunisme, perdant ainsi la confiance des travailleurs. Pour surmonter cette difficulté, Léon Blum avançait la notion d'« exercice du pouvoir ». Elle devait correspondre à une situation où, les électeurs ayant porté les socialistes à la tête d'un gouvernement par leurs suffrages, ceux-ci devaient pratiquer le plus de réformes substantielles possible pour les travailleurs, laissant ainsi, pour reprendre une expression de Léon Blum, une « trace éblouissante ».

Cette distinction se voulait une réponse à la gauche du parti, la finalité révolutionnaire étant maintenue, et à la droite, la perspective du pouvoir n'étant pas rejetée. Dans le même temps, elle permettait de critiquer les faiblesses de l'idée participationniste, qui ne se préoccupait pas de l'établissement d'un rapport de force suffisant pour ne pas décevoir l'électorat, et qui justifiait ainsi les accusations communistes.

La question difficile était évidemment de savoir si l'exercice du pouvoir devait être transformé en conquête. Or, Léon Blum

entendait maintenir une stricte distinction : « En ce qui concerne la conquête révolutionnaire du pouvoir, je n'admets pas que la classe ouvrière soit limitée par aucune espèce de légalité [...]. Mais je déclare que je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. Je pense que si, par l'effet du jeu parlementaire dans le cadre des institutions existantes, dans le cadre de la constitution actuelle, nous étions appelés à exercer le pouvoir, nous devrions l'exercer, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence à l'intérieur du gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir. Transformation d'ailleurs impossible, qui ne serait pas réalisée et que la possession du pouvoir ne suffit pas à créer²². »

Cette dualité était indispensable pour maintenir l'unité socialiste définie à Tours. En effet, si l'exercice du pouvoir se muait directement en sa conquête, il n'existait plus guère de différence avec le communisme. Léon Blum voulait maintenir la cohérence socialiste et, dans le même temps, répondre aux problèmes d'un socialisme démocratique dans un régime capitaliste ; soit, selon ses termes, concilier « les intérêts présents du parti, inséparables de la démocratie, et ses intérêts d'avenir, inséparables de l'espoir d'émancipation de la classe ouvrière²³ ». La solution provisoire donnée au problème tactique ouvert par le Cartel des gauches retardait l'échéance d'une épreuve du pouvoir que Léon Blum jugeait dangereuse pour un parti encore fragile. Il ne voulait surtout pas que la SFIO pût être assimilée à la politique radicale, abandonnant ainsi la classe ouvrière au parti communiste. Répondant au dirigeant radical Albert Sarraut, qui

22. Blum (Léon) et Faure (Paul), « Le Parti socialiste et la participation ministérielle », discours au congrès extraordinaire des 10 et 11 janvier 1926, Paris, Librairie du Populaire, 1926.

23. *La Revue socialiste*, n° 3, février-mars 1926.

pressait les socialistes de reconnaître leurs points communs, il écrivait : « Nous désignons les radicaux et nous, des objets foncièrement différents²⁴. » Mais, dans le même temps, il faut reconnaître que la problématique de Léon Blum, rationnellement satisfaisante, avait un caractère quelque peu artificiel, qui courait le risque de n'être pas compris par les militants. Ceux-ci avaient en effet du mal à admettre que le parti, une fois au pouvoir, s'imposât des limites. La droite participationniste qui, à la fin des années 1920, avait accru son influence dans les groupes parlementaires autour du journal de tendance *La Vie socialiste*, dirigé par Pierre Renaudel, n'était pas satisfaite non plus. Elle voyait dans la distinction blumienne un moyen d'éluider les responsabilités du socialisme. Cette querelle avait en outre l'inconvénient de figer la réflexion des socialistes, la doctrine jouant moins un rôle d'explication et d'analyse que de trait d'union pour le parti.

Cette tension entre la théorie et la pratique, tant pour la politique nationale que pour la politique internationale, s'accrut au début des années 1930 et aviva les oppositions internes. La crise néosocialiste en constitua l'épisode le plus important. Elle fut la conséquence directe d'une aggravation du conflit sur la participation. L'offre formulée par Édouard Daladier en octobre 1929 de participer à son gouvernement, avec l'acceptation de plusieurs points du programme des socialistes, divisa ces derniers en deux fractions à peu près égales au Conseil national qui examina la proposition. Mais, cette fois, le débat quitta le terrain du pragmatisme pour prendre une allure plus doctrinale qui contredisait directement l'équilibre construit par Léon Blum.

24. *Le Populaire*, 6 février 1927.

Jeune député de la Marne en 1924, Marcel Déat était devenu secrétaire du groupe parlementaire à la Chambre des députés en 1928 sur la recommandation de Léon Blum lui-même. Il parvint à réunir la plupart des dirigeants réformistes, tels Pierre Renaudel, Paul Ramadier, Adrien Marquet, autour d'idées hétérodoxes tranchant avec la vulgate socialiste. Les « néos », comme on commençait à les appeler, avançaient trois thèses. La première, de nature sociologique, mettait en évidence l'importance des classes moyennes. Elles étaient un enjeu majeur. Elles n'étaient pas concernées par la prolétarisation, contrairement à ce qu'affirmaient les socialistes marxistes et les communistes. Mais elles étaient devenues dépendantes du capitalisme financier, la forme dominante du capitalisme. Il était possible de les gagner au socialisme en comprenant leurs motivations et en prenant en compte leurs intérêts. La deuxième thèse portait sur le rôle de l'État. Celui-ci pouvait être « séparé » du capitalisme et s'avérer un instrument réformateur efficace – comme Albert Thomas avait commencé à le montrer pendant la guerre. La question de la propriété n'était dès lors plus l'essentiel. Son caractère juridique était en effet devenu moins important que le contrôle sur la gestion. Il était possible de concevoir un « régime intermédiaire » entre le capitalisme et le socialisme, qui socialisât d'abord « la puissance », en attendant de le faire pour le « profit », et, *in fine*, la « propriété ». La troisième thèse concernait la nation et l'intérêt national, qui devaient être défendus prioritairement pour unir les classes moyennes et la classe ouvrière. Le tout était conçu pour permettre un programme commun entre socialistes et radicaux. La distinction entre la conquête et l'exercice du pouvoir était rejetée.

Marcel Déat présenta l'essentiel de ses idées dans un ouvrage paru en 1930, *Perspectives socialistes*, qui provoqua une condamnation immédiate de la gauche de la SFIO²⁵. Léon Blum, quant à lui, voulut

d'abord limiter le débat. Il connaissait l'ambition de Déat et ne voulait pas lui donner le premier rôle. Mais, après 1932, les oppositions ne purent être contenues. La victoire électorale de la gauche radicale et socialiste aux élections législatives de 1932 rapprochait les échéances. Pour la première fois, les socialistes avaient proposé aux radicaux un programme de gouvernement, les « cahiers de Huygens », qu'Édouard Herriot, à la différence d'Édouard Daladier en 1929, refusa de prendre en compte. L'éventualité de la participation était cependant désormais présente. Toutefois, la crise économique qui, désormais, affectait la France, les ouvriers, les paysans, le petit patronat, la montée de l'extrême droite, particulièrement avec le mouvement des ligues, les inquiétudes provoquées par les succès du national-socialisme, avec les menaces de guerre, modifièrent la nature du débat. Marcel Déat évoquait désormais une « course de vitesse avec le fascisme ». Prenant acte de la double crise du capitalisme et du socialisme, les néosocialistes proposaient un programme explicite de renforcement de l'État dans un cadre national. Dans les expériences contemporaines – le New Deal américain depuis 1932, le fascisme italien, le national-socialisme allemand –, ils voulaient voir d'importants éléments communs. Le « régime intermédiaire » qu'ils appelaient de leurs vœux pouvait dès lors ne plus avoir un sens socialiste²⁵. Il ne s'agissait plus d'une affirmation réformiste, mais d'une politique qui différait de la tradition socialiste.

L'affrontement eut lieu en juillet 1933, au congrès de Paris de la SFIO. Si Marcel Déat maintint une certaine ambiguïté, d'autres porte-parole poussèrent leur argumentation à l'extrême. Barthélemy

25. Déat (Marcel), *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930.

26. Montagnon (Barthélemy), Marquet (Adrien), Déat (Marcel), *Néo-socialisme ? Ordre, Autorité, Nation*, postface de Max Bonnafous, Paris, Grasset, 1933.

Montagnon déclara que la « voie fasciste » pouvait mener au socialisme. Adrien Marquet construisit son discours autour du triptyque « Ordre, autorité, nation », ce qui amena Léon Blum à exprimer son « épouvante²⁷ ». Mais le directeur du *Populaire* mena aussi une critique de fond. Léon Blum nota avec justesse la « mystique » du pouvoir pour le pouvoir qui animait les dirigeants néosocialistes. Ils entraient dans la voie d'un autoritarisme politique contraire à la tradition du socialisme démocratique. L'accent mis exclusivement sur le fait national ruinait l'internationalisme. « La synthèse de Jaurès, rappelait Léon Blum, c'est la synthèse de l'action de classe et de la démocratie, et on nous présente en ce moment une espèce de notion de socialisme national par l'autorité dans laquelle il n'y a pas plus ni action de la démocratie, ni action spécifique de la classe ouvrière²⁸. » Le mouvement néosocialiste était évidemment composite. Les différences se creusèrent rapidement entre les néos proprement dits et les parlementaires simplement participationnistes. Le mouvement néosocialiste ne put maintenir son unité que deux années après la scission avec la SFIO survenue à l'automne 1933. L'évolution de Marcel Déat et de plusieurs dirigeants néosocialistes vers des politiques de plus en plus étrangères au socialisme dès la fin des années 1930 justifie *a posteriori* la ferme opposition de Léon Blum, qui a ainsi pris le risque de la scission du parti, tant les principes lui paraissaient mis en cause.

Mais, sur le moment, cette crise a accentué la rigidité de la doctrine socialiste. Les déviations potentielles du néosocialisme ont en effet contribué à hypothéquer la réflexion sur les réalités nouvelles

27. Parti socialiste, SFIO, 30^e Congrès national, Paris, 14-17 juillet 1933, compte rendu sténographique, pp. 237 et 314.

28. *Ibid.*, p. 369.

apportées par la crise du capitalisme et sur les moyens d'y faire face. Dans leur majorité, les socialistes analysaient principalement la crise comme un phénomène de surproduction qui ne pouvait être vaincu que lorsque la consommation serait amenée au niveau de la production. Le relèvement du pouvoir d'achat, l'instauration d'une allocation de chômage, un programme de grands travaux étaient les mesures principales préconisées depuis 1930 par les socialistes et les syndicalistes. Mais l'idée d'une nouvelle organisation de l'économie par des formes de planification fut mal comprise et finalement rejetée. Les néosocialistes avaient avancé la notion, mais ils l'avaient ainsi compromise.

Ils n'étaient pas les seuls à l'avoir formulée. Le plan quinquennal soviétique retenait évidemment l'attention. Léon Blum avait commandé à l'un de ses amis proches, Oreste Rosenfeld, ancien menchevik, une série d'articles pour *Le Populaire*. Le plan soviétique y était en fin de compte défini comme un « capitalisme d'État ». Mais l'adoption à la fin de l'année 1933 par le Parti ouvrier belge, proche du parti français, du « Plan du travail » proposé par Henri de Man, un des théoriciens les plus importants du socialisme européen, provoqua un plus ample débat. Un groupe de jeunes intellectuels socialistes réuni autour de Georges et Émilie Lefranc et de l'ouvrage collectif *Révolution constructive*, paru l'année précédente, se fit le propagandiste enthousiaste des idées planistes. Y participait notamment le jeune Claude Lévi-Strauss. Ces idées trouvèrent un écho chez certains responsables socialistes qui réfléchissaient aux problèmes de l'organisation économique dans un régime capitaliste, tels André Philip, Charles Spinasse, Jules Moch, proche de Léon Blum, et surtout chez le secrétaire général de la CGT Léon Jouhaux.

Le congrès de la SFIO de mai 1934 fut le théâtre d'un nouveau débat qu'il est intéressant d'analyser. Il permet en effet de connaître les positions de Léon Blum à l'égard du capitalisme. Les jeunes planistes avaient déposé une motion qui dénonçait « le réformisme sans réformes » et « la révolution sans révolution ». Elle proposait de construire une « économie de transition » faisant coexister « un secteur collectivisé et un secteur libre planifié, sous le contrôle des consommateurs et des travailleurs ». La nationalisation des industries qui détenaient un monopole et du crédit devait être les principaux instruments de la politique économique. Les contributeurs de la motion précisaient qu'une victoire électorale « ne saurait en aucun cas aboutir à un simple exercice du pouvoir dans la règle du parlementarisme actuel²⁹ ».

Le plan voulait être du socialisme. Mais cette idée d'un socialisme réalisé par étapes fut encore largement rejetée. Paul Faure parla d'une « chimère folle ». Léon Blum, quant à lui, refusait encore une fois la confusion entre l'exercice et la conquête du pouvoir. Il ne croyait pas alors à la possibilité de socialisations partielles en régime capitaliste. La question de la propriété devait demeurer fondamentale. Il acceptait la mise en œuvre de nationalisations – les socialistes s'étaient battus avant même 1914 pour qu'elle fût effective. Mais elles ne modifiaient ni la nature du régime économique – qui restait capitaliste – ni la structure sociale. Elles étaient pour lui une extension du service public qui n'avait pas de vertu nécessairement économique face à la crise. En somme, la distinction entre les « réformes de structures » et les « réformes de répartition » des planistes, derrière

29. Texte de la motion dans *Le Combat marxiste*, 15 février 1935.

Henri de Man, ne lui semblait pas pertinente. Une répartition différente de la plus-value capitaliste ne pouvait réaliser une transformation structurelle du régime capitaliste. Logique avec lui-même, il considérait que le capitalisme d'État, sous sa forme soviétique fasciste, ou réformiste, était étranger au socialisme. Le plan pouvait même consolider le capitalisme dans le secteur privé en permettant de le « soustraire au processus d'évolution capitaliste qui, par la concentration régulière, le rendrait mûr à son tour pour la socialisation³⁰ ».

Cette controverse éclaire la nature de la doctrine socialiste dont, à la veille du Front populaire, Léon Blum se fit le défenseur intransigent. Dans sa grande majorité, le socialisme français n'était pas prêt à faire siennes les réformes structurelles du capitalisme, contrairement à d'autres partis sociaux-démocrates européens³¹. Il faut certes reconnaître les contraintes fortes qui pesaient sur Léon Blum. Les risques de l'opportunisme dans un parti doctrinaire qui se serait déchiré ; les confusions que créait le fascisme, comme les néosocialistes en faisaient la preuve ; les craintes pour les libertés démocratiques en France même, qui demandaient de préserver les liens avec le parti radical ; tout cela militait pour le maintien de la distinction entre l'exercice et la conquête du pouvoir. Cela permettait de préserver la double nature du socialisme français, marxiste et républicain. Mais la défiance à l'égard des vertus propres du pouvoir politique qui en résultait entraînait trop de rigidité dans l'argumentation. Les socialistes ne prirent pas suffisamment en compte l'évolution des

30. Série d'articles sur les nationalisations dans *Le Populaire* des 10, 11, 12 juillet et 2, 3, 4, 6 et 7 août 1935.

31. Bergounioux (Alain) et Grunberg (Gérard), *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^e siècle*, Paris, Éditions de Fallois, 1996, pp. 127-148.

structures économiques et sociales. Les idées planistes trouvèrent un terrain plus favorable à la CGT qui, en 1935, mit au point « un plan de rénovation économique ». Sous la responsabilité de Jules Moch, les « techniciens socialistes » concentrèrent leur travail sur les réformes immédiates – nationalisations comprises. Mais ils ne menèrent aucune réflexion d'ensemble unissant la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique commerciale et la politique industrielle. Les déterminations doctrinaires ont ainsi rendu les évolutions de la SFIO hésitantes, alors même que les possibilités d'un véritable exercice du pouvoir se profilaient.

Ce caractère des positions socialistes se retrouve également sur la politique extérieure. Toute la vision a été évidemment commandée par le souvenir proche de la Première Guerre mondiale. L'horreur qu'elle a suscitée et la mauvaise conscience qu'elle entretenait chez les socialistes, qui n'avaient pu l'empêcher, faisaient de la paix un impératif. Dans les années 1920, ils avaient placé leurs espoirs dans les procédures internationales, qui pourraient offrir des garanties collectives. Ils avaient condamné le traité de Versailles en mettant en évidence les risques de conflit qu'il recélait. Léon Blum en particulier plaida pour un rapprochement avec l'Allemagne républicaine. En 1923, au congrès de l'Internationale socialiste à Hambourg, il avait dénoncé l'erreur consistant à faire peser sur l'Allemagne la responsabilité exclusive de la guerre – une prise de position courageuse dans le climat français de l'époque. Il avait proscrit les annexions territoriales et demandé un montant négocié pour les réparations. La SFIO vota évidemment contre l'occupation de la Rhur. Et elle soutint les efforts de la Société des Nations pour défendre une politique d'arbitrage. Dans une SFIO imprégnée par le sentiment pacifiste, où la gauche de La Bataille socialiste maintenait encore le

« Pas un sou pas un homme » pour la défense nationale, et alors que le principe de voter contre le budget militaire était en vigueur, Léon Blum, comme pour la question de la participation, tenta de définir une synthèse. Il s'efforça de déterminer les cas où le devoir de défense nationale pouvait jouer ou non. La volonté de maintenir l'unité du parti l'amena, dans les congrès, à faire porter l'accent sur le désarmement et à privilégier la recherche de l'arbitrage. « Je crois, disait-il en 1931, que le désarmement ne peut être conditionné par rien, reculé ou ajourné par rien, qu'il est en soi un moyen de sécurité, qu'il est en soi la caution de l'exécution des décisions arbitrales, qu'il est en soi par lui-même la garantie de l'indépendance nationale³². »

L'arrivée au pouvoir de Hitler en janvier 1933 ne modifia pas la position des socialistes, qui demandaient toujours un effort général de réduction des armements. Sur le moment, Léon Blum, et nombre d'autres avec lui, a mal apprécié la nature du nazisme. Il pensait que Hitler, cet « absurde paladin du racisme », ne pourrait se maintenir durablement au pouvoir. Toutefois, cette analyse n'a pas duré plus de deux ans. L'annonce du réarmement allemand en mars 1935 a été un tournant. Dès lors, Léon Blum a accepté la recherche d'alliances traditionnelles. En mai, il a défendu le pacte franco-soviétique, pourtant négocié par Pierre Laval. L'unité de la SFIO en subit les contrecoups. Les premiers vrais dissentiments avec Paul Faure apparurent à ce moment. La gauche du parti, quant à elle, éclata. Marceau Pivert quitta La Bataille socialiste pour créer le courant de la Gauche révolutionnaire. Les jeunes planistes de Révolution constructive, fortement pacifistes, anticipant le problème majeur de

32. Blum (Léon), *Les Problèmes de la paix*, Paris, Librairie du Populaire, 1931 ; Parti socialiste SFIO, 28^e Congrès national tenu à Tours du 24 au 27 mai 1931, compte rendu sténographique, Paris, p. 353.

la décennie, refusaient de faire « de l'antifascisme une doctrine de politique extérieure³³ ».

Ainsi, au milieu des années 1930, les difficultés consistant à maintenir les positions socialistes redéfinies à Tours en 1920 apparaissaient clairement. Léon Blum avait joué un rôle clé dans ce maintien. Cela l'avait conduit, comme il l'indiqua plus tard, à détourner sciemment son parti du pouvoir aussi longtemps que possible³⁴. Telle était sans aucun doute sa conviction profonde dans ces années. Il s'agissait avant tout pour lui de protéger un héritage. Il a donc appliqué ses talents à diviser les difficultés. Mais les formules de compromis qu'il a élaborées ont été mises en cause dès le début des années 1930. Léon Blum les a cependant défendues avec force. Il a certes vu que les données changeaient. Mais il a estimé que le révisionnisme que proposaient les néosocialistes pouvait être destructeur. Le paradoxe, fréquent dans l'action politique, est que cette offensive a durci mécaniquement l'orthodoxie marxiste de la SFIO – davantage sans doute qu'il ne l'aurait voulu. Et les évolutions prudentes qu'il commença lui-même à apporter à partir de 1935 ne donnèrent pas lieu à un débat réel parmi les socialistes. La crise politique ouverte avec le 6 février 1934, et les premiers pas de l'union de la gauche, à partir de juin, l'expliquent largement. Il ressort cependant de tout cela que les socialistes abordaient une période nouvelle avec une doctrine passablement vieillie, et avec une unité interne qui reposait sur des combats anciens. Beaucoup de choses durent donc être déterminées au cœur de l'action. Elles mirent à l'épreuve le jugement et le courage de Léon Blum.

33. *Le Populaire*, 2 février 1938.

34. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome V (1940-1945), Paris, Albin Michel, p. 324.

GOUVERNER

Les événements du Front populaire sont connus³⁵. Il a marqué profondément notre histoire au XX^e siècle. Il a suscité (et suscite encore) des sentiments contradictoires, d'espoir et de désenchantement, de peur et d'aversion, selon les positions et les situations dans la société française. Léon Blum s'est pleinement identifié à ce moment et il y a été tout autant identifié. C'est en effet la première fois dans l'histoire de la République qu'un gouvernement a été dirigé par un socialiste. Les mois de 1936 et 1937 ont vu non une révolution au sens politique, mais assurément au sens social.

Il importe d'explicitier le contexte pour comprendre les choix opérés par Léon Blum. Dans les années 1930, les fragilités de la société française étaient évidentes. Elles tenaient pour une grande part aux antagonismes sociaux entre des catégories sociales qui s'ignoraient largement et nourrissaient des peurs réciproques. Elles relevaient aussi des incertitudes de la volonté nationale depuis la fin de la Première Guerre mondiale. L'influence du sentiment pacifiste était réelle à gauche, mais aussi à droite. Le pacte franco-soviétique fut accueilli avec méfiance par la gauche pacifiste qui y voyait une nouvelle

35. Voir la synthèse récente de Vigreux (Jean), *Le Front populaire*, Paris, PUF, 2011 ; et de Morin (Gilles) et Richard (Gilles), dir., *Les Deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; Vigna (Xavier), Vigreux (Jean) et Wolikow (Serge), dir., *Le Pain, la Paix, la Liberté – Expériences et territoires du Front populaire*, Paris, La Dispute – Éditions sociales, 2006.

« alliance franco-russe », mais tout autant par la droite anticommuniste. L'idée d'accepter un compromis avec les dictatures commença à se faire jour dans la « droite nationale » dès la guerre d'Éthiopie en 1935. Le plus notable était la force dans l'opinion des sentiments d'opposition et de rejet. L'antiparlementarisme, l'anticapitalisme, l'anticommunisme, l'antisémitisme, etc. traduisaient les impasses de la société française. Le malaise était particulièrement net chez la jeune génération. Dans tous les partis, elle exprimait son insatisfaction face aux politiques traditionnelles. La crise économique qui frappa la France avec retard s'installa à partir de 1931. Plus durable que dans les autres pays, elle raviva en toute logique les conflits et cristallisa les mécontentements. Elle toucha les ouvriers, avec du chômage total ou partiel mal garanti ; les agriculteurs, avec une baisse des prix agricoles ; les petits patrons et les artisans, avec une diminution des commandes ; les fonctionnaires, avec une baisse des traitements.

L'impuissance des gouvernements de droite jusqu'au printemps 1932, puis radicaux, favorisa une radicalisation politique. Elle se produisit d'abord à droite. À côté des petits mouvements fascistes et de l'Action française, les ligues, avec au premier rang les Croix-de-Feu, constituaient une menace inquiétante. L'agitation provoquée par le déroulement de l'affaire Stavisky, scandale de corruption qui impliquait des personnalités radicales, déboucha sur les émeutes du 6 février 1934. Elles ne furent pas un coup d'État mais en prirent l'allure et conduisirent au renversement d'un gouvernement de gauche, celui d'Édouard Daladier. Il fut remplacé par un gouvernement d'union nationale fortement marqué à droite, malgré la présence de ministres radicaux, trahissant ainsi les divisions croissantes de leur parti.

Le danger et la mise en cause de la République provoquèrent un sursaut à gauche. Le 5 février, les communistes avaient manifesté seuls, avec des mots d'ordre antiparlementaires, comme le fit également leur association d'anciens combattants le 6 février. L'appel de la CGT à une manifestation dans toute la France pour le 12 fut rejoint par la Confédération générale du travail unitaire (CGTU). Les deux cortèges parisiens se rejoignirent cours de Vincennes aux cris d'« Unité, unité ». Des initiatives d'intellectuels, en particulier avec la création du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, allèrent dans le même sens. Mais cette volonté d'unité n'aurait pas abouti sans la décision de l'Internationale communiste, donc de Staline, de modifier sa stratégie. Elle abandonna la ligne « classe contre classe » qu'elle avait imposée aux partis communistes nationaux depuis 1928. Pour le PCF, le tournant intervint en juin 1934. Il permit un rapprochement avec la SFIO. Un pacte d'unité d'action fut conclu en juillet.

Dès lors, une dynamique fut créée, avec notamment des comités locaux du Rassemblement populaire. À l'automne, le parti radical quittait le gouvernement d'union nationale. Les élections municipales et cantonales du printemps témoignèrent de cette aspiration unitaire. Et le pacte franco-soviétique, avec la reconnaissance de la nécessité de la défense nationale qu'il entraîna pour le parti communiste, leva les derniers obstacles pour le parti radical. Le 14 juillet 1935, le serment du Front populaire put réunir les partis de gauche, la CGT, la CGTU et nombre de mouvements qui s'engagèrent, entre autres choses, à dissoudre les lignes factieuses.

La dynamique politique créée était évidente. Mais le Front populaire était avant tout une alliance défensive. Chaque parti gardait

ses visées propres. Le parti communiste voulait servir la politique de Moscou en réalisant l'alliance la plus large possible – c'est Maurice Thorez qui lança l'expression de « Front populaire ». Mais il souhaitait également attirer les masses populaires que son sectarisme avait jusque-là tenues éloignées. Le parti radical suivait l'évolution de son électorat mais conservait ses divisions internes, toute une aile droite cachant mal ses préventions. La SFIO, bousculée par les événements, surprise par l'évolution communiste, voulait maintenir un équilibre, « ne pas être dupe », selon les propres mots de Léon Blum. Dans le même temps, elle entendait ne pas laisser passer l'occasion de préparer l'unité de la classe ouvrière³⁶.

Ces divisions se traduisirent dans le programme élaboré en janvier 1936. Il ne put revêtir qu'un caractère général que résumait le slogan « Le Pain, la Paix, la Liberté ». Modéré sur le fond, il contenait peu de réformes de structure. Les radicaux n'en voulaient pas. Les communistes entendaient avant tout rassurer les radicaux. En outre, ils ne pensaient pas qu'une réforme du régime capitaliste fût possible – comme d'ailleurs une partie des socialistes. Les plus importantes de ces mesures concernaient la Banque de France, l'industrie aéronautique et l'organisation du marché du blé. Le programme prévoyait une relance économique par une augmentation des salaires, une réduction du temps de travail – la semaine de 40 heures – et un plan de grands travaux. Il annonçait la dissolution des ligues, l'abrogation des décrets-lois Laval, l'obtention des libertés syndicales, la prolongation de la scolarité. Dans le domaine international, enfin, il réitérait un attachement à la sécurité collective et à la réduction des armements, mais approuvait également la notion de pactes défensifs.

36. *Le Populaire*, 14 juillet 1934.

En réalité, les élections du printemps révélèrent un pays coupé en deux. La droite ne perdait qu'un peu plus de 1,5 % des voix par rapport aux élections de 1932, la gauche n'en gagnait qu'un peu moins de 2 %. La victoire du Front populaire a été essentiellement due à l'application de la « discipline républicaine » entre les deux tours des élections. La surprise vint de l'affaïssement du parti radical et de la forte progression du parti communiste, qui doublait ses voix et passait de 10 députés à 72. Sans guère l'avoir voulu, la SFIO se retrouvait le premier parti de la gauche, avec la responsabilité de diriger le gouvernement. Cette coalition défensive, qui n'avait pas forgé d'accord réel sur le fond des politiques à mener, dont la responsabilité était échue à un parti qui ne l'avait pas réellement anticipée, dut agir dans un contexte économique et financier fortement altéré. Elle dut affronter la méfiance déclarée des milieux dirigeants de l'économie et du petit patronat dans un environnement international menaçant. Elle souleva cependant un tel espoir dans les classes populaires, soumises depuis plusieurs années dans les entreprises à une hiérarchie sociale pesante, que, avant même que le gouvernement ne fût investi par l'Assemblée nationale, un mouvement de grèves comme la France n'en avait encore jamais connu prit corps³⁷.

Le débat contradictoire qu'a longtemps suscité le Front populaire dans les mémoires politiques a laissé la place avec le temps à un constat plus largement accepté – du moins dans les travaux des historiens. Le Front populaire a été un événement social de première grandeur. Au-delà des mesures concrètes, certes importantes, même si certaines ont été remises en cause dès 1938, la reconnaissance qu'ont obtenue les classes populaires a changé le visage de la France.

37. Lefranc (Georges), *Juin 1936 – L'Explosion sociale du Front populaire*, Paris, Julliard, 1966.

Celles-ci ont conquis, pour reprendre l'expression de l'historien Antoine Prost, « l'espace et le temps » qui leur étaient jusqu'alors largement refusés. Le Front populaire eut aussi une dimension institutionnelle. Les accords de Matignon du 7 juin 1936 ont fait du syndicalisme un élément déterminant dans un nouveau système de relations professionnelles. La Libération le rétablira et le confirmera.

Mais la politique économique s'avéra un échec. La nouveauté consista en l'application de mesures de reflation et de réduction du temps de travail, ce qui tranchait avec les politiques d'austérité menées jusqu'alors. Cependant, celle-ci se fit dans le cadre d'un capitalisme libéral. Son succès reposait donc sur la « confiance » des porteurs de capitaux. De plus, malgré l'avis de quelques experts, le gouvernement avait annoncé qu'il refusait la dévaluation. Il n'eut donc que peu de moyens en main pour mener une politique d'ensemble – moins que ceux que s'était donné Roosevelt pour le New Deal.

Les difficultés apparurent vite. La fuite des capitaux, avec une bourgeoisie et un patronat qui prenaient leur revanche de leurs peurs de l'été ; le financement du réarmement au-delà même du montant des crédits demandés par l'état-major, décidé dès septembre ; la diminution indifférenciée de la semaine de 40 heures malgré un appareil industriel vétuste, et pour de petites entreprises supportant mal l'accroissement des charges : tout cela s'additionna³⁸. La dévaluation, décidée fin septembre, apporta une amélioration provisoire. Mais elle fut trop tardive et son taux insuffisant – elle avait dû être négociée avec le gouvernement britannique, alors conservateur. Elle échoua à rétablir l'équilibre de la balance des paiements, ce qui aurait permis de résoudre

38. Bouvier (Jean), dir., *La France en mouvement (1934-1938)*, Paris, Publications de la Sorbonne ; Margairaz (Michel) et Tartakowsky (Danielle), *Le Front populaire*, Paris, Larousse, 2009.

le problème de la surévaluation des prix français. La crise de trésorerie continua. Le ralentissement de la production et l'augmentation des salaires provoquèrent une hausse des prix qui, en annulant les gains de pouvoir d'achat de l'été, alimenta le mécontentement.

Dès l'automne 1936, avant même l'annonce officielle de la « pause » en mars 1937, les réformes qui pouvaient jeter les bases d'un État providence à la française – Fonds national de chômage, retraite de travailleurs âgés, caisse pour les calamités agricoles – furent mises en sommeil.

L'échec le plus cuisant, cependant, fut politique. Il touchait en effet à la cause même qui avait provoqué la naissance du Front populaire. Formé pour combattre le fascisme, le gouvernement a su prendre des mesures intérieures efficaces en dissolvant les ligues, en réprimant les complots de la Cagoule. Mais il a montré ses failles dès juillet, avec le début de la guerre d'Espagne. Son choix final de la « non-intervention » dans le conflit a traduit une impuissance. Il a miné en profondeur la majorité du Front populaire. Le parti communiste a mené une vive critique de la politique conduite. Au parti radical, très en retrait, seule une minorité défendait une intervention. La SFIO, quant à elle, était parcourue de courants contradictoires. Et l'on sait que ce furent les radicaux du Sénat qui firent tomber le gouvernement de Léon Blum, même si les radicaux de la Chambre des députés, dont une majorité devait son élection au Front populaire, n'osaient pas rompre ouvertement avec lui.

Ce bilan colore évidemment l'image que l'on a de Léon Blum aujourd'hui. Le Front populaire fut en effet le moment clé de sa vie politique. On peut lui attribuer le mérite d'avoir compris et traduit la

« révolution sociale » que fut l'été 1936. Mais l'homme politique a-t-il été trop juriste et trop moraliste³⁹ ? Il est vrai qu'il est rare qu'un chef politique envisage publiquement la possibilité d'un échec à la veille d'une épreuve décisive⁴⁰. Ce fut pourtant lui qui revendiqua le pouvoir pour la SFIO et pour lui-même. Finalement, les mots qu'il prononça le 10 mai 1936 décrivent par avance ce que serait son action personnelle : « [...] il y a quelque chose qui ne me manquera jamais, c'est la résolution, c'est le courage, c'est la fidélité [...]. Je ne viens pas ici en vous disant : "Éloignez de moi ce calice, je n'ai pas voulu cela, je n'ai pas demandé cela." Si, si, j'ai demandé cela, et j'ai voulu cela, parce que c'est la victoire de notre parti au sein d'une victoire républicaine⁴¹. » Dans une année où les événements se précipitèrent et qui fut sans répit, le chef du gouvernement du Front populaire ordonna son action autour de trois résolutions : celle, d'abord, de permettre des réformes sociales profondes sans mettre en cause la démocratie, de demeurer dans le cadre du programme du Front populaire ; celle, ensuite, de tenter de maintenir la confiance de la classe ouvrière ; celle, enfin, d'assurer la défense du pays et de ne l'isoler à aucun prix de l'Angleterre. Il se plaçait ainsi volontairement au centre des contradictions du moment. Ces « résolutions » ont été discutées alors et elles le sont encore. Mais il est incontestable qu'elles expliquent les choix majeurs de Léon Blum. Il a considéré que l'État pouvait défendre les intérêts des travailleurs, mais que ceux-ci ne devaient pas être séparés de l'intérêt national. Sa politique ne fut pas conduite par un anticapitalisme de principe. Elle a voulu avant tout affirmer la souveraineté de la démocratie.

39. Audry (Colette), *Léon Blum ou la Politique du juste*, Paris, Denoël-Gauthier, 1970.

40. Discours au 33^e congrès national de la SFIO, 30 mai-1^{er} juin 1936, cité dans *L'Œuvre de Léon Blum (1934-1937)*, Paris, Albin Michel, 1964, p. 268.

41. Discours au Conseil national du 10 mai 1936, cité dans Lacouture (Jean), *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977, p. 281.

Il est incontestable que la condition ouvrière changea en quelques mois. Les remises en cause des années ultérieures n'ont rien pu changer au fait que quelque chose d'irréversible était advenu dans l'histoire du pays. Les faiblesses ont tenu aux contraintes que Léon Blum avait estimées intangibles.

Dans un pays alors divisé sur presque toute chose, Léon Blum n'a pas voulu prendre le risque d'un affaiblissement majeur face au péril extérieur dont, depuis 1935 au moins, il avait saisi la gravité. La contrainte extérieure a pesé d'un poids majeur qu'une grande proportion des militants socialistes n'a pas compris. La volonté de ne pas isoler la France de l'Angleterre explique, en plus de l'opposition radicale, l'attitude de Léon Blum sur l'Espagne, dont il disait : « Si on ouvrait mon cœur, on y trouverait le mot Espagne⁴². » La « non-intervention », même relâchée avec l'envoi de matériel militaire en contrebande pour les républicains espagnols, s'est certes avérée un jeu de dupes. Léon Blum n'a pas dominé ces contraintes. Mais quel homme d'État en eût été capable dans le système politique parlementaire de la III^e République, avec le rapport des forces politiques et sociales de cet avant-guerre et une majorité parlementaire aussi divisée ? Dans l'année 1917, il avait fallu attendre le fond de la crise pour que Georges Clemenceau pût donner sa pleine mesure. Le Front populaire fut un temps où les exigences étaient trop contradictoires pour qu'un équilibre durable pût être trouvé.

Léon Blum fut pourtant un des hommes politiques qui tentèrent de l'établir avec le plus de courage et de ténacité. Il serait bien sûr excessif d'affirmer que l'homme de 65 ans qui apporta au

42. Cité par Lacouture (Jean), *op. cit.*, p. 361.

président de la République sa démission du gouvernement le 21 juin 1937 n'était plus le même que celui du 10 mai 1936. Ses convictions demeuraient entières. Le pouvoir n'avait en rien modifié sa manière d'être ou de vivre. Mais un mûrissement s'était opéré. Jusqu'en 1936, Léon Blum avait voulu privilégier l'unité des socialistes. De son propre aveu, il avait à cette fin retardé l'exercice du pouvoir le plus possible. En 1936, en prenant en charge les intérêts de la nation, il a revendiqué de plus en plus la contribution que le socialisme pouvait et devait apporter au pays.

Léon Blum a acquis ainsi une autre dimension. Le compromis qu'il proposa aux syndicats et au patronat à l'automne 1936 fut le fait d'un homme qui acceptait ses responsabilités et, dans le même temps, les exigences qu'elles créaient. Ce fut la même inspiration qui l'anima lorsque, en mars 1938, après l'Anschluss, il invita la gauche et la droite à se dépasser pour faire face à la menace de l'Allemagne nazie en formant un gouvernement d'union nationale. Les communistes en avaient accepté le principe mais cette tentative de rassemblement échoua du fait de la droite. La majorité des élus suivirent Pierre-Étienne Flandin, qui prit la tête des opposants, plutôt que Paul Reynaud prêt à l'accepter. L'idée que le socialisme pouvait trouver son sens en contribuant à forger l'unité démocratique du pays n'était peut-être pas nouvelle. Jean Jaurès l'avait formulée en son temps, notamment dans *L'Armée nouvelle*. Mais c'est Léon Blum qui la tenta. Faire de la SFIO un parti de gouvernement et amener les socialistes à l'accepter devint sa tâche. Logiquement, elle provoqua une évolution de la doctrine qu'il avait dessinée depuis 1920. Il fut conduit à atténuer fortement la distinction radicale qu'il avait établie entre la société socialiste et la société capitaliste. Les « réformes de structure » en régime capitaliste s'avéraient nécessaires. Elles pouvaient

et devaient assurer la pérennité des « réformes de répartition ». La situation d'une économie mixte pouvait donner la durée pour un parti soucieux de transformer la société par étapes⁴³. Léon Blum fut ainsi amené à admettre des idées qu'il avait récusées au début de la décennie chez les néosocialistes et les planistes – notamment celles de « formes intermédiaires » entre le capitalisme et le socialisme. Mais il le fit dans une synthèse qui préservait entièrement la démocratie. Et la découverte progressive des idées keynésiennes, par l'entremise de Georges Boris, lui ouvrit des perspectives qui manquaient jusque-là à la politique socialiste.

Le programme de la fin mars 1938 préparé par Georges Boris et Pierre Mendès France pour obtenir les pleins pouvoirs financiers, et qu'il présenta dans les deux assemblées sans illusions faute de majorité, traduit une cohérence nouvelle. Il s'agissait d'établir un véritable circuit économique, grâce à une intervention directe de l'État dans l'économie, mettant en œuvre une inflation monétaire contrôlée, établissant un plan d'investissement, pour l'armement et pour des mesures sociales, recourant au contrôle des changes⁴⁴. Cette politique n'a pas alors trouvé son emploi. Cependant, elle a nourri les programmes socialistes de l'après-guerre. Elle ne fut pas une initiative de Léon Blum, mais il l'a comprise et l'a défendue. Elle lui donnait une nouvelle assurance que le socialisme d'évolution qu'il portait n'était pas une abstraction condamnée à se briser sur les contraintes de la réalité. Elle pouvait nourrir une politique efficace qui le distinguait à la fois du radicalisme et du communisme.

43. Intervention de Léon Blum au 34^e congrès national de la SFIO, 10-13 juillet 1937, compte rendu sténographique, pp. 478-482.

44. Discours d'investiture de Léon Blum, *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 17 mars 1938.

RÉSISTER

La position de Léon Blum dans le socialisme français avait changé – ce qui est compréhensible. Dans les années précédant le Front populaire, il avait véritablement incarné le socialisme français – amenant même le ralliement de la Gauche révolutionnaire à sa personne pour quelques mois. Les choix qu’il opéra ensuite prêtèrent à discussion et à contestation. Tout en gardant une aura particulière, il était désormais considéré comme un dirigeant « comme les autres⁴⁵ ». La critique communiste se montra de plus en plus virulente. Cela n’était pas surprenant. En revanche, au sein de la SFIO, une scission se produisit en juin 1938 avec Marceau Pivert et ses partisans. Surtout, les divergences à moitié tues sur la politique de résistance aux dictatures prirent de l’ampleur. Dès avant la crise de Munich, une rupture morale avec Paul Faure et une forte tendance pacifiste se dessinèrent. Elle explique la difficile position de Léon Blum jusqu’à la guerre. D’un côté, l’unité du parti demeurait nécessaire pour défendre les acquis du Front populaire. Pourtant issu de la Chambre des députés de 1936, le nouveau gouvernement derrière Édouard Daladier depuis le 10 avril 1938 avait en effet trouvé ses appuis à droite et entrepris de les démanteler. D’un autre côté, l’unité devenait un leurre en politique extérieure et conduisait à faire alterner les déclarations de fermeté et les appels à l’apaisement. La crise des Sudètes, qui devait aboutir aux

45. Voir l’intervention de Pierre Brossolette au congrès de juillet 1937, compte rendu sténographique, *op. cit.*, p. 427 : « Car notre foi dans le parti, elle venait avant tout, voyez-vous, de ce que nous pensions que le parti n’était pas un parti comme les autres, que son chef n’était pas un homme comme les autres, qu’il ne pouvait tomber comme les autres et que la crise ouverte par sa chute ne pouvait se résoudre comme les autres. »

accords de Munich, fut à cet égard éloquent. Le 8 septembre, Léon Blum pouvait écrire : « [...] ce qui est en cause, c'est le sort de l'Europe, c'est le sort de la liberté de l'Europe, Grande-Bretagne et France comprises ». Le 20, il confiait cependant « être partagé entre un lâche soulagement et la honte⁴⁶ ». Le 19 octobre, il avait plaidé devant le groupe parlementaire socialiste pour un vote de refus devant des accords qui amputaient et condamnaient la Tchécoslovaquie. Mis en minorité, il tint toutefois, comme président du groupe, à expliquer pourquoi les socialistes apportaient leurs voix au gouvernement.

Dès lors, la division paralysa peu à peu le parti socialiste. En décembre 1938, au congrès de Montrouge, Léon Blum conserva une majorité face à une motion pacifiste menée par Paul Faure. Mais le nombre élevé d'abstentions – 1 014 mandats comparés aux 2 837 de la motion Paul Faure et aux 4 322 de celle de Léon Blum – suffit à révéler le trouble du parti. Tout devint facteur d'affrontement entre munichois et antimunichois : les conditions de la paix, le bilan du Front populaire, les relations avec les communistes. Il n'exista bientôt plus de discipline de vote dans les groupes parlementaires socialistes.

Jusque-là, les attaques personnelles contre Léon Blum n'avaient pas manqué, les plus ignominieuses comme les plus insidieuses. Mais elles venaient de l'extrême droite, de la droite ou du parti communiste. Désormais, elles émanaient aussi des rangs socialistes. Son entourage, ses sympathies sionistes, ses complaisances supposées pour les communistes, tout fut utilisé pour dénoncer « la guerre juive⁴⁷ ». Courageusement, il fit face. Il plaida pour la fermeté. Il

46. *Le Populaire*, 8 et 20 septembre 1938.

47. Birnbaum (Pierre), *op. cit.*

condamna en août 1939 le pacte germano-soviétique. Mais il critiqua les mesures d'exception prises contre les communistes après la dissolution de leur parti. Il soutint les efforts du gouvernement Paul Reynaud, qui remplaça le gouvernement d'Édouard Daladier le 22 mars 1940. Sa conviction profonde était que non seulement, dans cette guerre, le sort de la France était en jeu, mais qu'une victoire de Hitler conduirait à l'anéantissement du mouvement ouvrier. Seulement les socialistes n'avaient plus d'analyse commune. La SFIO avait éclaté de fait avant même la débâcle de mai-juin 1940.

Réfugié à Bordeaux avec le gouvernement, Léon Blum fut partisan d'une résistance en Afrique du Nord. Il voulut même embarquer pour le Maroc sur la *Massilia*, comme d'autres parlementaires. Une mauvaise information l'empêcha de tomber dans ce qui était en réalité un piège tendu par le gouvernement du maréchal Pétain. Lui qui était devenu un des symboles de la III^e République décida de demeurer en France, malgré l'alarme de ses amis face aux dangers qu'il courait et la possibilité de partir pour les États-Unis.

L'annonce de l'armistice le 23 juin sonna comme une capitulation. S'étant rendu à Vichy, Léon Blum tenta un moment de regrouper les parlementaires socialistes pour refuser les pleins pouvoirs demandés par Pétain et Laval, et éviter ainsi que la République fût mise à terre. Mais l'accablement provoqué par ce désastre national, la perte des repères pour de nombreux parlementaires, les promesses comme les menaces de Pierre Laval, la peur, tout simplement, annihilèrent les volontés de résistance. Léon Blum vota bien sûr contre les pleins pouvoirs. Mais il renonça à intervenir dans la réunion même du groupe parlementaire socialiste le 10 juillet. Dans des fragments de *Mémoires* écrits quelques mois plus tard, il en donna avec franchise

les raisons : « Je ne pouvais douter que, dans l'échauffourée dont mon intervention donnerait le signal, la très grande majorité de mon groupe m'abandonnât ; que dis-je ? Nombreux seraient ceux qui feraient secrètement chorus avec les insulteurs. Je ne voulais pas offrir le spectacle public de ce reniement. C'est là seulement ce qui me paralysa, ce qui me cloua la bouche⁴⁸. » Il ne se trouva que 80 parlementaires sur 560, dont 36 socialistes sur 168, pour voter contre les pleins pouvoirs – même si les parlementaires embarqués sur le *Massilia* et les parlementaires communistes déchus ne purent exprimer leurs suffrages.

L'homme qui quitta Vichy le 10 juillet pour trouver refuge dans la propriété du genre d'Eugène Montel, son suppléant dans l'Aude, avait un avenir des plus incertains. Il était certes entouré par quelques amis – Vincent Auriol, Marx Dormoy, sa belle-fille Renée Blum. Son amie d'enfance, Jeanne Levylier, devenue veuve récemment, l'entourait de l'affection qui lui avait manqué après la mort de sa seconde femme en janvier 1938. Mais son fils était prisonnier en Allemagne et il souffrait de son isolement politique. La « torpeur morbide » qui dominait dans le pays l'inquiétait. Il eut très vite la conviction que « la France ne reprendrait conscience d'elle-même qu'à mesure que la résistance anglaise s'affirmerait et se prolongerait⁴⁹ ». Mais il ne songea pas à gagner Londres, bien qu'il eût connaissance très tôt des premiers efforts de la France libre. Il pensait que la fuite d'une personnalité de premier plan telle que lui aurait été un argument pour le régime de Vichy, dont il ne discernait pas encore pleinement tout le caractère. « Ce n'est pas un gouvernement politique qu'il fallait au "Groupe de la France Libre", écrit-il dans ses *Mémoires*, c'était un chef militaire.

48. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome V : 1940-1948, p. 89.

49. *Ibid.*, p. 103.

Ce chef, il l'avait déjà trouvé, et l'on peut même dire que le chef existait avant le groupe⁵⁰. »

Ses interrogations sur le rôle qui pourrait désormais être le sien furent tranchées par Vichy. Il fut décidé d'intenter un procès aux hommes de la III^e République pour à la fois discréditer la République, et trouver une légitimité dans l'opinion. Arrêté le 15 septembre 1940, Léon Blum fut interné de prison en prison, au château de Chazeron d'abord, à Bourrassol ensuite, près de Riom, au fort du Portalet dans les Pyrénées, puis à nouveau à Bourrassol. Il se consacra dès lors à une triple tâche. Il s'agissait d'abord de préparer sa défense, la défense de ce qu'il comprit d'emblée être celle de la République et de l'œuvre du Front populaire ; puis de guider politiquement l'action des socialistes. Il le fit par des entretiens dans ses lieux d'emprisonnement et par ses lettres, avec comme interlocuteurs privilégiés Daniel Mayer et sa femme, Cletta, qui avaient entrepris de reconstruire le parti socialiste clandestin sur les ruines de la SFIO, mise en sommeil à l'été 1940. Il s'agissait enfin de réfléchir et d'écrire. Ses *Mémoires* sur l'été 1940 furent achevées début 1941. Puis ce fut *À l'échelle humaine* à la fin de 1941, qu'il put considérer un temps comme un testament politique. C'étaient là des activités intenses et remarquables pour un homme qui avait toutes les raisons de craindre et tant d'occasions de désespérer !

C'est le procès de Riom, ouvert en février 1942, qui replaça Léon Blum dans la lumière. Il correspondait à un moment où l'issue de la guerre était plus incertaine. L'URSS résistait et les États-Unis étaient entrés en guerre. Vichy avait perdu certains de ses soutiens – c'était le « vent mauvais » dont parlait le maréchal Pétain. Et la

50. *Ibid.*, p. 108.

Résistance commençait à prendre de l'ampleur. Léon Blum fit du procès une tribune, en mettant en évidence les responsabilités militaires d'un état-major dominé par des conceptions stratégiques erronées. Surtout, lui, l'accusé, mit en accusation le régime de Vichy. Il défendit toutes les grandes réformes du Front populaire. Il souligna la dignité ouvrière lors de l'été 1936. Sa force de conviction et son talent oratoire redonnèrent une personnification à la gauche défaite avec la République en 1940. « Notre fidélité n'est pas épuisée, dit-il dans les derniers mots de sa plaidoirie, elle dure encore, et la France en recueillera le bienfait dans l'avenir où nous plaçons notre espérance, et que ce procès même, ce procès dirigé contre la République, contribuera à préparer⁵¹. » Le retentissement du procès en France et à l'étranger – particulièrement aux États-Unis et en Angleterre – fut tel que Vichy, où Pierre Laval avait repris les rênes du gouvernement le 10 avril, dut arrêter les débats le 14 avril, obéissant ainsi à une injonction de Hitler lui-même.

Léon Blum demeura interné à Bourrassol. Les menaces sur sa personne étaient toujours aussi fortes. L'invasion de la zone libre en novembre le plaçait de fait entre les mains des Allemands. Son frère, René, venait d'être arrêté et déporté en Pologne, à Auschwitz. Il n'en revint pas. Son fils était toujours prisonnier en Allemagne. Sa renommée n'était qu'une maigre protection. Grâce à ses proches – en particulier sa belle-fille Renée Blum et Jeanne Levylier –, il put néanmoins continuer de conseiller les socialistes résistants en France et à l'étranger. Il pesa de toute son influence pour atténuer les réticences envers le général de Gaulle d'une partie des socialistes, à Londres notamment, qui lui prêtaient des visées dictatoriales.

51. *Ibid.*, p. 329.

Léon Blum avait connu de Gaulle avant guerre. Il avait trouvé intéressantes ses propositions pour remodeler l'outil militaire. Il estimait sa force d'âme, même s'il se sentait loin de lui. Les garanties d'attachement aux principes républicains que de Gaulle donna tout au long de l'année 1942 confortèrent Léon Blum dans ses convictions premières qu'il fallait l'accepter comme le représentant de la France libre⁵². Mais il avait également le sentiment que la Résistance réveillait le peuple républicain et que, quelles que puissent être les opinions personnelles du général de Gaulle, la libération du pays verrait le rétablissement de la démocratie politique, et même d'une démocratie « aux trois quarts socialisée⁵³ ».

S'il partageait avec de Gaulle la volonté de rénover les institutions de la République, il n'avait pas la même vision de ce que devait être cette rénovation. Dans *À l'échelle humaine* et dans ses correspondances, il plaidait avec conviction pour l'existence de partis politiques forts – ce qui n'était pas la conception gaulliste. S'il n'invita pas les socialistes à créer leurs propres organisations de résistance, malgré l'exemple communiste, dont il voyait bien les ambitions après la victoire, il mit tout en œuvre pour que le parti socialiste clandestin se renovât et prit de la force⁵⁴. « J'ai un espoir, disait-il dans une lettre d'août 1942, aussi ferme pour notre parti que pour notre pays, et c'est vers nos idées, vers notre doctrine que tous les courants français et européens me paraissent en ce moment converger... Nous pouvons et nous devons donc parler avec les communistes de puissance à

52. Crémieux-Brilhac (Jean-Louis), *La France Libre – De l'appel du 18 Juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1990, pp. 378-387.

53. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome V, *op. cit.*, lettre expédiée à Londres et destinée à Félix Gouin, 21 octobre 1942, p. 371.

54. Mayer (Daniel), *Les Socialistes dans la Résistance*, Paris, PUF, 1968.

puissance – pour le moins⁵⁵. » Il discernait assez bien les données et les problèmes d'une victoire à venir.

Le danger qui planait au-dessus de lui depuis trois ans finit par se préciser. Sur décision allemande, il fut déporté à Buchenwald⁵⁶. Il y demeura d'avril 1943 à avril 1945. Pour disposer d'otages, Hitler avait en effet fait regrouper des personnalités politiques de l'Europe d'avant-guerre. Léon Blum fut interné près du village des SS, non loin du camp – dont il ne découvrit la nature qu'en 1945. Sa santé déjà précaire – il avait 71 ans – aurait pu sensiblement s'altérer. Il eut la chance et le bonheur d'être rejoint dans cette épreuve par Jeanne Levylier, qui obtint l'autorisation de l'épouser en septembre 1943. Georges Mandel fut un des témoins du mariage. Cet adversaire politique disciple de Clemenceau partagea avec lui un temps de captivité. Livré par les Allemands à la Milice, il fut assassiné en juillet. Léon Blum aurait pu connaître le même destin – et il s'y attendait d'ailleurs. Le 3 avril 1945, dans la débâcle allemande, c'est grâce à l'avancée rapide de l'armée américaine qu'il put être emmené avec sa femme par les SS vers un réduit dans le Tyrol autrichien. Libéré le 8 mai, il était à Paris dès le 14 mai⁵⁷.

55. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome V, *op. cit.*, p. 375.

56. Voir particulièrement – et pour toute la période de la guerre – Missika (Dominique), *Je vous promets de revenir. 1940-1945. Le dernier combat de Léon Blum*, Paris, Robert Laffont, 2009.

57. Témoignage écrit de Léon Blum lui-même dans *L'Œuvre de Léon Blum*, tome V, *op. cit.*, pp. 518-544.

RÉNOVER

Les cinq années qui s'écoulèrent entre la libération et la mort de Léon Blum furent marquées par un paradoxe. Il n'avait plus le même statut qu'avant la guerre : il était devenu l'un des pères de la République recommencée. Une partie de l'opinion – une partie seulement – l'a même « béatifié de son vivant⁵⁸ ». En 1945, il incarnait à la fois le Front populaire, que les réformes de la Libération réhabilitaient et amplifiaient, et le malheur des victimes du nazisme, la résistance à Vichy. Lui-même voulut prendre de la hauteur. Il refusa d'entrer dans le gouvernement du général de Gaulle, malgré l'insistance de celui-ci. Il ne reprit pas sa place au comité directeur de la SFIO. Il ne se présenta pas non plus aux élections à l'Assemblée constituante. Il revêtit ainsi la figure du « vieux sage ». Sa retraite à Jouy-en-Josas dans la maison de sa femme l'éloigna de Paris. Son âge, sa santé chancelante, son désir de laisser la génération nouvelle faire ses preuves, expliquent ce choix.

Mais, dans le même temps, Léon Blum ne renonça pas à exercer une influence politique. Il reprit immédiatement la direction du *Populaire*, où son magistère gardait toute sa force. Il avait bien l'intention de tirer les leçons de la décennie passée et de façonner

58. Elguy (Georgette), *Histoire de la IV^e République*, tome I : *La République des illusions*, Paris, Fayard, 1965, p. 120.

un socialisme français qu'il voyait occuper le centre de la vie nationale. « Je leur dirai tout ce que je crois, écrivait-il dans son premier article le 17 mai, ce qui est facile. Je leur dirai tout ce que je crois vrai, ce qui est plus difficile⁵⁹. » Le « vieux sage » était aussi un « vieux lutteur ». Il renoua avec le conflit, inséparable de l'action politique. Dès les premiers mois, il se heurta au parti communiste – ce qui n'était guère surprenant –, au général de Gaulle – ce qui pouvait être attendu – et à son propre parti – ce qui l'était moins.

Dans *À l'échelle humaine* – qui, en 1945, fut plus loué que lu –, Léon Blum avait fait la lumière sur les responsabilités de son parti avant guerre et, pour une part, sur les siennes : l'affaïssement de la foi socialiste, le culte de l'unité pour l'unité, la démission d'un trop grand nombre d'élus, les confusions du pacifisme, les compromis trop importants passés avec le communisme. Il avait surtout réaffirmé que le socialisme était avant tout une conception de l'homme. En un sens, il répétait ce qu'il avait écrit en 1919 dans sa brochure *Pour être socialiste* : « Le socialisme est une morale, presque une religion. » Mais l'accent avait changé. Le temps était venu pour le socialisme d'assumer pleinement sa tâche constructive. La distinction qu'il avait lui-même établie entre l'exercice et la conquête du pouvoir n'avait plus la même pertinence. Le socialisme devait s'identifier clairement à la démocratie républicaine. « Le socialisme, lit-on dans la conclusion d'*À l'échelle humaine*, a dû vivre d'abord, s'installer, se faire place ; pour démontrer sa légitimité, il a dû faire œuvre de destruction critique ; pour protéger ses commencements, il a dû faire œuvre de lutte. [...] Mais, aujourd'hui, la phrase polémique est révolue ; le socialisme peut passer de sa période militante à sa période triomphante [...]. C'est sur la base

59. *Le Populaire*, 17 mai 1945.

établie par les principes socialistes que toute sa société, consciemment en non, tente aujourd'hui de se refaire [...]. Il [le socialisme] doit revenir, comme l'a fait précisément l'Église dans les crises où le souci des intérêts temporels avait trop dangereusement obscurci l'objet de sa mission, à la pureté de l'inspiration primitive⁶⁰. » Cette vision – qui aujourd'hui paraît bien optimiste – avait pour conséquence, d'une part, d'accuser encore une fois, et plus nettement, les différences avec le communisme ; d'autre part, d'appeler les socialistes à une rénovation à la fois doctrinale et organisationnelle.

Dès l'été 1945, alors que les socialistes hésitaient devant l'idée d'une unité organique avec le parti communiste, Léon Blum contribua à en faire rejeter l'idée *via* une série d'articles dans *Le Populaire*. « Pour résumer l'opposition en termes sommaires, et par conséquent grossiers, écrivait-il, nous combinons en nous le patriotisme français et un patriotisme international, tandis que nos camarades communistes combinent entre eux le nationalisme français et le nationalisme soviétique⁶¹. » Seule l'unité d'action était possible.

Il était plus favorable au fait d'ouvrir le parti socialiste aux résistants révélés dans l'épreuve. L'idée de créer un grand parti travailliste était déjà abandonnée depuis novembre 1944. Mais, comme Daniel Mayer, secrétaire général du parti reconstitué, le directeur du *Populaire* plaidait pour l'ouverture du parti. Il l'avait dit dès son retour à Paris : « Il faut, à la fois, que nous donnions l'impression de la continuité et l'impression du renouvellement. Il faut que nous montrions

60. *À l'échelle humaine*, dans *L'Œuvre de Léon Blum*, tome V, *op. cit.*, p. 412.

61. *Le Populaire*, 7 août 1945. Les 18 articles sur la question de l'unité ont été écrits entre le 5 juillet et le 7 août 1945.

tout à la fois que nous sommes toujours le parti socialiste, le même parti socialiste, et que nous sommes en même temps un parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé⁶². »

Il avait soutenu l'épuration interne qui avait écarté les élus compromis par le vote du 10 juillet 1940 puis sous Vichy. Il s'était également montré favorable aux réformes organisationnelles supprimant le principe de la représentation proportionnelle qui avait fait le jeu des tendances avant 1940 et figé le parti. Pour ajuster la doctrine et la réalité, à la demande de Daniel Mayer, il rédigea le projet d'une nouvelle déclaration de principes, qu'il proposa aux socialistes. Le « révisionnisme » dont il fit preuve peut aujourd'hui paraître timide⁶³. Le rejet du matérialisme philosophique et le maintien du matérialisme historique, la substitution du terme « action de classe » à la notion de « lutte de classe », l'utilisation du mot de « transformation » de préférence à celui de « révolution » ne traduisaient-ils pas une évolution de la doctrine en cours depuis des années ? En fait, dans la question de l'unité avec les communistes comme dans celle de la doctrine, il s'agissait de déterminer la place nouvelle que le parti socialiste devait désormais tenir dans la société politique.

Ces propositions se heurtèrent à des réticences. Et ce avant même les élections de l'automne 1945 et de l'année 1946, qui se révélèrent décevantes pour la SFIO et nourrirent un malaise militant. Au congrès d'août 1945, Léon Blum fut obligé d'expliquer les attendus de son projet, puisque « quelque chose avait heurté, froissé, choqué

62. « Les devoirs et les tâches du socialisme », dans *L'Œuvre de Léon Blum*, vol. 8 (1945-1947), pp. 5-11.

63. « Notes sur la doctrine », *La Revue socialiste*, n° 3, juillet 1946.

la sensibilité de beaucoup de nos camarades⁶⁴ ». Il fut amené à reprendre ses arguments tout au long des mois suivants. Il en donna un exposé systématique dans un article de *La Revue socialiste* en juillet 1946. Il y avançait fermement qu'un parti ne pouvait se fonder sur une loi de l'histoire, qu'il n'existait pas une croissance continue de l'antagonisme des classes et qu'il fallait prendre en compte « les efforts de solidarité entre classes que créent, de façon plus ou moins durable, les crises internes des États⁶⁵ ».

Une nouvelle déclaration de principes fut adoptée en février 1946. Mais elle résulta d'un compromis. Léon Blum avait réussi à donner comme finalité au socialisme la « libération de la personne humaine ». Mais la SFIO continuait de se définir comme « un parti de lutte de classe » et non « d'action de classe ».

Après cette date, début 1946, les critiques s'approfondirent. Les désillusions provoquées par les médiocres résultats électoraux, déjà, d'octobre 1945 et, surtout, de juin 1946 l'expliquent pour une grande part. La SFIO était en troisième position derrière un parti communiste fort et un nouveau centre, le Mouvement républicain populaire (MRP), qui succédait à un radicalisme affaibli. Elle redevenait un parti médiateur. Cela lui donna des avantages. C'est un socialiste, Félix Gouin, qui forma le gouvernement après le départ du général de Gaulle en janvier 1946. Vincent Auriol devint le premier président de la République. Mais les socialistes en éprouvèrent aussi les inconvénients. Ils furent critiqués sur leur gauche par les communistes qui se proclamaient « parti de la classe ouvrière » et

64. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome VIII, (1945-1947), p 68

65. « Notes sur la doctrine », *art. cit.*

bloqués sur leur droite par le MRP. La politique sociale, avec les difficultés du quotidien – les tickets de rationnement restèrent en vigueur jusqu'en 1949 –, créait des mécontentements et des frustrations. La question traditionnelle de la justification d'une présence au pouvoir fut à nouveau débattue. Les concessions faites au MRP – notamment dans le débat constitutionnel – heurtaient les militants laïques, très présents dans la SFIO. Tout devenait plus difficile.

Ce climat explique la montée d'un courant composite au sein de la SFIO qui mit en cause de plus en plus nettement la direction du parti. Certes, les effectifs crurent dans les mois qui suivirent la Libération. Mais la plupart des secrétaires de fédérations et de sections étaient des militants d'avant-guerre qui n'avaient pas toujours approuvé la sévérité de l'épuration parmi leurs élus. La critique, cependant, fut menée au nom de la fidélité à la doctrine au marxisme, pour la satisfaction des revendications de la classe ouvrière, pour une défense de la laïcité face au Mouvement républicain populaire, pour une plus grande unité d'action avec le parti communiste. Une motion pour le congrès de l'été 1946, dont Guy Mollet, nouveau député-maire d'Arras, était le premier signataire, affirmait : « Nous estimons que doivent être condamnées toutes les tentatives révisionnistes, notamment celles qui sont inspirées par un faux humanisme dont le vrai sens est de masquer cette réalité fondamentale qu'est la lutte des classes⁶⁶. »

Léon Blum lui-même participa peu aux débats préparatoires du congrès. D'ailleurs, durant deux mois, il séjourna aux États-Unis pour mener une mission commerciale importante. Les dirigeants du

66. *L'Œuvre de Léon Blum*, tome VI, *op. cit.*, p. 289. Résolution sur le rapport moral et sur la politique générale.

parti, autour de Daniel Mayer, ne semblent pas avoir pris la mesure de la vague d'opposition. Le rapport moral fut rejeté par 2 975 mandats contre 1 365 pour et 145 abstentions. La majorité était nette. Les ambiguïtés n'étaient cependant pas absentes. La motion des opposants n'était pas arrivée en tête et n'avait pas formellement proposé le nom d'un nouveau secrétaire général avant le congrès. La désignation de Guy Mollet eut lieu après le congrès, au comité directeur du 4 septembre, et elle ne fut acquise qu'à une voix de majorité.

Néanmoins, un point était parfaitement clair. Le renouvellement proposé par Léon Blum n'avait pas été accepté. Dans leur majorité, les socialistes acceptaient mal les contradictions du pouvoir. Ils compensèrent leur malaise et leurs hésitations à l'égard des communistes par une affirmation intransigeante de leur identité. Léon Blum le comprit. Et c'est ce qui explique le ton particulier de son dernier discours devant un congrès socialiste⁶⁷. Les arguments rationnels n'étaient pas suffisants. Il tenta certes d'y recourir, explicitant même les différences entre le « matérialisme historique » et le « matérialisme dialectique » que l'on se devait d'opérer. Il montra surtout que le malaise militant résultait de l'incapacité à assumer les difficultés de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste. Or, c'était bien là l'essentiel de ses efforts politiques depuis 1936 : faire comprendre la réalité de cette épreuve nécessaire. Et Léon Blum d'affirmer fermement : « Ce que nous pouvons et devons faire, c'est de procurer à la masse des travailleurs des contreparties et des compensations suffisantes en balance des inconvénients inévitables. Tout le problème de l'exercice du pouvoir se réduit à cela [...] nous n'échapperons pas au problème. Nous n'y échapperions qu'en renonçant totalement à l'action politique,

67. *Ibid.*, pp. 276-293.

ce qui est hors de question⁶⁸. » Ne pas comprendre cela était, selon lui, « sans remède ». Aussi Léon Blum finit-il par avouer son impuissance à mettre un terme au trouble du parti. On le perçoit dans le passage final de son discours, également le plus connu : « Je crois que dans son ensemble le Parti a peur. Il a peur des communistes. Il a peur du qu'en-dira-t-on communiste [...]. La polémique communiste, le dénigrement communiste agissent sur vous, vous gagnent à votre insu et vous désagrègent. Vous avez peur des électeurs, peur des camarades qui vous désigneront ou ne vous désigneront pas comme candidats, peur de l'opinion, peur de l'échec [...]. Vous invoquez la nécessité du renouveau. Mais plus que tout le reste, vous avez peur de la nouveauté, vous avez la nostalgie de tout ce qui peut vous rapprocher de ce parti tel que vous l'avez autrefois connu et pratiqué [...]. Le vote pour la motion Guy Mollet, savez-vous ce que c'est ? C'est une espèce d'alibi moral par lequel vous cherchez à abuser votre mauvaise conscience⁶⁹. » Le réquisitoire était sévère ! Il ne changea pourtant rien dans le parti.

Sur le moment, cet échec n'eut pas la clarté que les années ultérieures lui donnèrent. Les dirigeants de la nouvelle majorité – et Guy Mollet le premier – se gardèrent bien de mettre en cause la position de Léon Blum. Il conserva la direction du *Populaire*. Ses amis politiques – Vincent Auriol, président de la République, Daniel Mayer, Paul Ramadier, président du Conseil en janvier 1947 – continuèrent à solliciter ses conseils. D'ailleurs, les événements qui survinrent avec l'entrée progressive dans la guerre froide dans l'année 1947 amenèrent les socialistes à reconsidérer les positions prises au congrès d'août 1946.

68. *Ibid.*, p. 284.
69. *Ibid.*, pp. 285-287.

Dans la situation nouvelle qui se dessinait, Léon Blum donna la priorité à la défense de la République refondée. Ses réticences à l'égard du général de Gaulle et de sa pratique du pouvoir se transformèrent en critique ouverte après le discours de Bayeux de juin 1946. Il prit fermement parti contre l'élection directe du chef du pouvoir exécutif. Il ne niait pas la nécessité d'une autorité exécutive stable. Mais, à ses yeux, elle devait résulter de la mise en œuvre d'un « parlementarisme rationalisé », assis sur des partis politiques forts. Au prisme de ses souvenirs historiques, derrière les perspectives tracées par de Gaulle, il craignait le retour d'un pouvoir personnel⁷⁰.

Il apporta donc son parrainage actif à la Constitution de la IV^e République. Il accepta d'assumer la présidence du Conseil d'un gouvernement de transition socialiste homogène durant un mois, du 13 décembre 1946 au 17 janvier 1947. Ces quelques semaines ne furent cependant pas protocolaires. Léon Blum tenta de casser l'inflation par une baisse imposée des prix. Il présida au lancement effectif du plan Monnet. Il entreprit un rapprochement avec l'Angleterre qui aboutit, quelques mois plus tard, au traité de Dunkerque. Mais, tout juste après son investiture – et la coïncidence avec l'été 1936 ne peut qu'être relevée –, les combats de Hanoi marquèrent les débuts de ce qui allait être la guerre d'Indochine. Léon Blum, qui avait appelé à une négociation quelques jours à peine avant de former son gouvernement, prit l'initiative d'envoyer le général Leclerc en Indochine. Mais il ne demanda pas la démission de l'amiral Thierry d'Argenlieu, qui avait pourtant fait en sorte de ruiner les accords précaires de Fontainebleau avec Ho Chi Minh. Un gouvernement de transition avait-il l'autorité

70. *Le Populaire*, 24, 25 et 26 septembre 1946 ; Grunberg (Gérard), *La loi et les Prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

suffisante pour prendre de telles décisions ? Sans doute pas. Mais une occasion fut manquée. Le cycle des guerres de décolonisation qui allait finir par emporter la IV^e République commençait.

1947 fut une année d'épreuves. Les difficultés qui se firent jour avec les communistes sur les plans international comme national ne surprirent pas Léon Blum. De mars à octobre, la rupture fut progressive. Il approuva la décision de Paul Ramadier, président du Conseil depuis janvier, de demander le 5 mai la démission des ministres communistes qui avaient refusé de voter la confiance. Il fit en sorte que le groupe parlementaire ne suive pas Guy Mollet, qui aurait voulu que le gouvernement se retire. Il ne pensait sans doute pas, comme la plupart des dirigeants socialistes, que la rupture serait irréversible. En août, il confiait à Vincent Auriol qu'il fallait tout mettre en œuvre pour empêcher la formation d'un « bloc de l'Est » et d'un « bloc de l'Ouest »⁷¹.

À l'automne, cependant, après la constitution du Kominform en septembre, la crise parut irrémédiable. Le parti communiste entra dès lors dans une opposition frontale. Il anima des grèves dures qui parurent parfois revêtir un caractère insurrectionnel. Il affermit son contrôle de la CGT. Il provoqua une scission avec la minorité Force ouvrière en décembre. La montée en puissance en parallèle du Rassemblement du peuple français, grand vainqueur des élections municipales, créait un autre péril pour les soutiens de la IV^e République.

La dislocation du gouvernement Ramadier en novembre amena Vincent Auriol à faire appel à Léon Blum une fois encore.

71. Auriol (Vincent), *Journal du septennat (1947-1954)*, tome I, Paris, Armand Colin, 1970, p. 380.

Celui-ci, quelques semaines plus tôt, avait avancé l'idée de la constitution d'une « troisième force » sur le plan national comme sur le plan international, afin de défendre les institutions républicaines et la démocratie contre les communistes et les gaullistes. Le strict parallélisme qu'il tint à maintenir dans son discours d'investiture entre les deux périls, le communisme et le gaullisme – malgré les conseils de ses amis –, le priva des quelques voix qui lui auraient permis d'obtenir une majorité. « Le danger est double : d'une part le communisme international a ouvertement déclaré la guerre à la démocratie française, d'autre part, il s'est constitué en France un parti dont l'objectif – et peut-être l'objectif unique – est de dessaisir la souveraineté nationale de ses droits fondamentaux. Je suis ici pour sonner l'appel. » Il acheva ses réponses aux interpellations par ces mots : « Ceci est mon épreuve..., c'est aussi la vôtre⁷². »

Cet adieu à la tribune parlementaire marqua aussi le terme de sa vie politique active. Certes, il fut encore vice-président du Conseil dans l'éphémère gouvernement André Marie en juillet 1948. Il continua sa collaboration régulière au *Populaire*. Il apporta une attention vigilante aux voies de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, aux débuts de la construction européenne – il fit partie du Mouvement européen – et aux premiers pas de l'État d'Israël. Mais il connut de graves problèmes de santé dans les années 1948-1949. C'est dans sa maison de Jouy-en-Josas, à sa table de travail, qu'il fut frappé d'une attaque cardiaque et mourut le 30 mars 1950. Après des funérailles nationales, il fut enterré dans la petite ville sous une simple pierre tombale portant ces mots : « Léon Blum, homme d'État français 1872-1950⁷³. »

72. Lapie (Pierre-Olivier), *De Léon Blum à de Gaulle*, Paris, Fayard, 1971, pp. 129-130.

73. Pour les réactions à la mort de Léon Blum, voir Rioux (Jean-Pierre), *Tombeaux pour la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, pp. 31-50.

« Je l'espère et je le crois. Je le crois parce que je l'espère ». Telle était la phrase finale de son dernier article⁷⁴. Elle a été considérée à certains égards comme emblématique de sa vie. On a pu mettre l'accent sur un optimisme qui l'aurait conduit à sous-estimer la malignité des hommes et l'obstination des choses. Mais Léon Blum a-t-il été essentiellement cet « intellectuel en politique » trop moraliste, trop juriste, trop humaniste, en un mot ? Nous ne le pensons pas.

Son choix de l'action politique a été déterminant. Il en a accepté toutes les contraintes et toutes les responsabilités. Certes, il haïssait la haine et rêvait de voir toutes « les nations assises autour de leur foyer commun⁷⁵ ». Il a commis des erreurs – comme tous les hommes politiques de sa génération, et beaucoup moins que certains – dans la dépression collective qui avait saisi la société française de l'entre-deux-guerres. Mais il n'a pas recherché la conciliation à tout prix. Il a su rompre quand il le fallait, avec les communistes, avec les néosocialistes, avec les pacifistes. Son courage personnel n'a jamais été mis en question. Son courage politique l'a amené à affronter les épreuves les plus graves. Il a été confronté à de grands défis : le communisme et le fascisme, la première crise mondiale du capitalisme, le premier exercice du pouvoir par le socialisme français.

Son rôle historique a été de donner corps aux intuitions de Jean Jaurès, d'enraciner une doctrine dans la réalité, de permettre aux socialistes de prendre en charge les responsabilités de la nation et de l'État de manière effective. Qu'il en ait résulté des difficultés

74. *Le Populaire*, 29 mars 1950.

75. Discours à New York, 1^{er} avril 1946, cité par Greilsammer (Ilan), *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, p. 403.

importantes et des interrogations nouvelles, il n'y a pas manière à s'en étonner. C'est bien le jeune Léon Blum d'avant le socialisme qui, dans sa critique du livre de Maurice Barrès, *Les Déracinés*, écrivait qu'il fallait « accueillir les riches contradictions de la vie » et réduire les obstacles qui s'opposent toujours « aux changements nécessaires de l'Humanité⁷⁶ ».

76. Cité dans « Léon Blum avant Léon Blum : les années littéraires (1892-1914) », *Cahiers Léon Blum* (n° 23-25), 1988, pp. 164-168.

Bibliographie indicative

La plupart des ouvrages, discours et articles de Léon Blum se trouvent réunis dans *L'Œuvre de Léon Blum* parue de 1954 à 1972 chez Albin Michel. Six volumes couvrent la période de 1891 à 1950.

Les *Cahiers Léon Blum*, publiés par la Société des amis de Léon Blum, proposent de précieuses études. Voir notamment : « Jean Jaurès et Léon Blum », 1982 (n^{os} 11-12 Madeleine Reberieux) ; « L'identité du socialisme français : Léon Blum et les néosocialistes », 1984 (n^{os} 11-16 Alain Bergounioux) ; « L'identité du socialisme français : Léon Blum et les "révolutionnaires" du Parti socialiste, 1985 (n^{os} 17-18 Bruno Joubert) ; « L'identité du socialisme français : Léon Blum et la République », 1986 (n^{os} 19-20 Alain Bergounioux).

Quatre biographies sont à lire avec profit :

- Colton (Joël), *Léon Blum*, Paris, Fayard, 1966.
- Lacouture (Jean), *Léon Blum*, Paris, Le Seuil, 1977.
- Greilsammer (Ilan), *Blum*, Paris, Flammarion, 1996.
- Berstein (Serge), *Léon Blum*, Paris, Fayard, 2006.

Plusieurs ouvrages permettent d'approfondir des dimensions particulières de son action :

- Les actes du colloque tenu en 1965, *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, publiés par Armand Colin en 1967.
- Grunberg (Gérard), *La Loi et les Prophètes. Les socialistes français et les institutions politiques*, Paris, CNRS Éditions, 2013.
- Prochasson (Christophe), *Les Intellectuels, le Socialisme et la Guerre (1900-1938)*, Paris, Le Seuil, 1993.

Léon Blum, le socialisme et la République

- Sadoun (Marc), *Les Socialistes sous l'Occupation*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1982.
- Ziebura (Gilbert), *Léon Blum et le Parti socialiste (1872-1934)*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1967.

Nombre de témoignages et de mémoires apportent des éléments de compréhension. Citons :

- Audry (Colette), *Léon Blum ou la Politique du juste*, Paris, Julliard, 1955.
- Auriol (Vincent), *Hier... demain*, 2 volumes, Paris, Charlot, 1945.
- Blum (Jeanne), *Quelques traits du caractère de Léon Blum*, Paris, 1951.
- Blumel (André), *Léon Blum, juif et sioniste*, Paris, La Terre retrouvée, 1951.
- Boris (Georges), *Servir la République*, Paris, Julliard, 1955.
- Frossard (Louis-Oscar), *Sous le signe de Jaurès – De Jaurès à Léon Blum*, Paris, Flammarion, 1943.
- Lévy (Louis), *Comment ils sont devenus socialistes*, Paris, Le Populaire, 1931.
- Mayer (Daniel), *Les Socialistes dans la Résistance*, Paris, PUF, 1968.
- Moch (Jules), *Rencontres avec Léon Blum*, Paris, Plon, 1970.

ANNEXES

Congrès de Tours
25-30 décembre 1920

Discours de Léon Blum
27 décembre 1920 (séance de l'après-midi)

Blum – Je demande au congrès d'avoir égard à ce qu'il y a d'ingrat dans la tâche que mes camarades m'ont confiée devant une assemblée dont la résolution est arrêtée, dont la volonté d'adhésion est fixée et inébranlable. J'ai à défendre une motion qui conclut au refus d'adhésion pur et simple et j'ai à exposer les raisons qui nous ont déterminés, mes amis et moi, à prendre cette attitude.

Vous savez à quel point de vue nous nous sommes placés les uns et les autres. Le deuxième Congrès international qui s'est tenu à Moscou au mois de juillet dernier, a eu visiblement le caractère d'une sorte de Congrès constituant. (*Bruit.*)

J'ai naturellement une voix très faible. Je suis, d'autre part, très fatigué, comme vous tous, et il me serait matériellement impossible de surmonter par la force de mon gosier et de mes poumons, le tumulte et les interruptions violentes.

Donc, le II^e Congrès international de Moscou avait eu de toute évidence le caractère d'une sorte de Congrès constituant. Sur tous les terrains, au point de vue doctrinal comme au point de vue tactique, il a énoncé un ensemble de résolutions qui se complètent les unes et les autres et dont l'ensemble

forme une sorte d'édifice architectural, entièrement proportionné dans son plan, dont toutes les parties se tiennent les unes aux autres, dont il est impossible de nier le caractère de puissance et même de majesté.

Vous êtes en présence d'un tout, d'un ensemble doctrinal. Dès lors, la question qui se pose à tous est la suivante : acceptez-vous ou n'acceptez-vous pas cet ensemble de doctrines qui ont été formulées par le Congrès de l'Internationale communiste ? Et accepter – j'espère qu'il n'y aura aucune divergence de pensée sur ce point – accepter, cela veut dire accepter dans son intelligence, dans son cœur et dans sa volonté ; cela veut dire accepter avec la résolution de se conformer désormais d'une façon stricte dans sa pensée et dans son action, à la nouvelle doctrine qui a été formulée. Toute autre adhésion serait une comédie, indigne de l'Internationale communiste et indigne du Parti français. Vous êtes en présence d'un ensemble. Il n'y a même pas lieu d'ergoter sur tel ou tel point de détail. Il s'agit de voir la pensée d'ensemble, la pensée centrale. Si vous acceptez avec telle ou telle réserve de détail, peu importe. On ne chicane pas avec une doctrine comme celle-là. Mais si vous en contestez des parties essentielles, alors vraiment vous n'avez pas le droit d'adhérer avec des réticences, avec des arrière-pensées ou avec des restrictions mentales. Il ne s'agit pas de dire : « J'adhère, mais du bout des lèvres, avec la certitude que tout cela n'est qu'une plaisanterie », et demain, le parti continuera à vivre ou à agir comme il le faisait hier ». Nous sommes tous d'accord pour rejeter de pareilles interprétations. (*Applaudissements*).

Le Congrès peut nous en croire. Avec un effort d'impartialité intellectuelle et de probité que personne ici ne contestera, nous nous sommes placés en face du problème et nous nous sommes dit : « Étudiant les textes de l'Internationale communiste, ses thèses, ses statuts – et je ne reviens pas sur les difficultés et les lenteurs vraiment excessives avec lesquelles on nous a livré, les uns après les autres, les éléments de discussion et de connaissance – « ...Pouvons-nous ou non accepter ? » Pour nous, en effet, accepter, ce serait accepter vraiment, dans toute la force et la puissance du terme.

Nous avons le devoir de faire cet examen ; nous avons le devoir de le faire comme tous les militants de ce Parti et nous avons le droit de le faire, bien qu'on ait soutenu le contraire, en dépit de la résolution de Strasbourg.

La résolution de Strasbourg a dit qu'aucune des thèses de doctrine de l'intérieur de l'Internationale communiste n'était en désaccord avec les principes fondamentaux du syndicalisme traditionnel. Vous savez bien qu'au moment où cette phrase a été insérée dans la motion de Strasbourg, la doctrine de Moscou n'était pas encore formulée. Il y a, à cet égard, un témoignage que vous ne récusez pas. C'est Lénine lui-même qui a dit, dans une thèse qu'il a rédigée lui-même, que la première année de l'Internationale communiste, celle qui s'est écoulée entre le premier et le second Congrès de Moscou, n'avait été qu'une année de propagande et d'agitation. Au second Congrès devait être échue la tâche de donner un corps défini à une doctrine encore confuse, et dont seulement les grandes lignes d'orientation étaient fixées.

Par conséquent, notre droit restait entier, ainsi que notre devoir. Nous avons donc fait cet examen et quel est pour nous le résultat ? Il est double. D'abord, et je crois que là-dessus nous n'aurons pas de débat, nous sommes en présence de quelque chose qui est neuf. On a essayé de nous démontrer le contraire, on l'essaiera peut-être encore. Je me souviens que, lorsque à la Fédération de la Seine, répondant à Frossard qui avait fait l'effort le plus ingénieux et le plus souple pour rattacher les thèses communistes aux principes traditionnels du Parti socialiste, j'essayais, au contraire, de lui montrer qu'il y avait une force, une volonté de reconstruction entièrement neuves, différant sur les points essentiels du socialisme traditionnel que nous avons connu et pratiqué jusqu'à présent, je me souviens que les représentants les plus qualifiés de la III^e Internationale m'appuyèrent : « C'est vrai, disaient-ils, c'est bien ce que nous pensons, c'est bien ce que nous voulons, c'est bien un socialisme neuf que nous voulons instaurer dans ce pays, dans tout le monde prolétarien ».

C'est ce que Lénine et Trotsky ont dit. C'est ce que vous-mêmes vous disiez en revenant de Russie ; par exemple Cachin, dans la dernière lettre qu'il envoyait de Moscou, parlait d'une action en rupture du passé. Trotsky, dans le dernier document que le *Bulletin Communiste* a publié, a dit que c'était un parti nouveau.

Un délégué – Nouveau, mais après la guerre !

Blum – N'essayez pas de le contester. Vous avez le droit de penser qu'à une situation qui vous apparaîtra comme nouvelle dans le monde doit correspondre une conception socialiste entièrement nouvelle. Cette idée de nouveauté, ce n'est pas ce qui nous effraierait le plus. Je peux dire que les uns et les autres nous avons fait des efforts qui ont été parfois ignorés ou méconnus dans le Parti, pour mettre au point, pour mettre à la page notre doctrine socialiste. Nous avons fait après la guerre un effort sérieux et efficace de révision et de réadaptation et nous l'avions fait en commun dans le programme d'avril 1919.

Mais ici, ce n'est pas seulement de révision et de réadaptation qu'il s'agit et je vais essayer de vous démontrer – c'est le cœur même de ma démonstration – que c'est un socialisme neuf sur tous les points essentiels : conception d'organisation, conception des rapports de l'organisation politique et de l'organisation économique, conception révolutionnaire, conception de la dictature du prolétariat.

C'est un socialisme neuf. À notre avis, il repose sur des idées erronées en elles-mêmes, contraires aux principes essentiels et invariables du socialisme marxiste. Il repose, d'autre part, sur une espèce de vaste erreur de fait qui a consisté à généraliser pour l'ensemble du socialisme international, un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière et locale, l'expérience de la révolution russe elle-même, et à poser comme règle d'action nécessaire et universelle pour le socialisme

international ce qui était l'expérience contestable peut-être, mais lentement dégagée des faits eux-mêmes, par ceux qui avaient accompli et fait vivre la révolution russe.

Voilà ce que nous pensons : nouveauté, d'une part, et erreur d'autre part, erreur de fait, erreur de doctrine. Je prendrai les points que j'ai indiqués et, sur chacun d'eux, je vous montrerai comment les formules contenues dans notre motion peuvent se justifier.

Organisation du parti d'abord. Telle qu'elle était née du pacte d'unité de 1905, telle qu'elle était née d'une pratique et d'une expérience d'une dizaine d'années, – et je ne compte pas les années de guerre, vous savez sur quels principes essentiels elle reposait. Constitution avant tout de caractère populaire, suivant la belle formule de nos statuts, la direction du Parti appartenait au Parti lui-même. C'est à la base même du Parti, dans la masse des militants et des cotisants que se formaient la volonté et la pensée collective. Cette volonté et cette pensée remontaient d'étage en étage, de la section à la fédération, de la fédération au Conseil national, du Conseil national au Congrès.

Un délégué – Et les élus ?

Blum – Nous parlerons des élus tout à l'heure. Je n'esquiverai pas ce genre de débat. La C.A.P. et le groupe parlementaire étaient les deux organismes permanents du Parti, organismes d'exécution, chargés dans l'intervalle des Conseils nationaux et des Congrès, de faire appliquer des décisions auxquelles chacun de nos militants avait pu participer dans les délibérations de sa section. Partout, par conséquent, la vie populaire, partout la liberté, l'air libre, partout le contrôle, partout la responsabilité.

On parle de chefs. Il n'y avait pas de chefs, il n'y en a pas dans le Parti socialiste. Sur ceux qu'on appelle des chefs, le contrôle s'exerçait où il pouvait s'exercer. Il dépendait – et il dépend encore – des militants de faire

jouer les dispositions statutaires sur ce point. Le contrôle était organisé par eux, contrôle sévère dont il ne dépendait que d'eux de faire une réalité. Mais en fait, dans cette constitution, ceux que vous appelez des chefs n'étaient que des interprètes, que des mandataires chargés de donner leur voix ou leur forme pratique à cette volonté et à cette pensée collective élaborées à la base même du Parti dans la masse de ses militants. Voilà ce qu'était la constitution du Parti.

Le Parti était un parti de recrutement aussi large que possible et pour une raison bien simple, c'est que, comme le disaient Marx et Engels dans le Manifeste communiste, en l'appliquant au vrai Parti communiste, au Parti communiste d'autrefois, le socialisme n'est pas un parti en face d'autres partis. Il est la classe ouvrière toute entière. Son objet, c'est de rassembler, par leur communauté de classe, les travailleurs de tous les pays. (*Applaudissements*).

Quand on vient nous dire : il y a eu pour le socialisme une période qui était une période de recrutement et une autre période qui n'est plus une période de recrutement, on va contre la notion essentielle du socialisme international. Que tous les prolétaires de tous les pays s'unissent ; commencez par les rassembler, c'est votre œuvre. Il n'y a pas d'autre limite à un parti socialiste, dans l'étendue et le nombre, que le nombre des travailleurs et des salariés.

Notre Parti était donc un parti de recrutement aussi large que possible. Comme tel, il était un parti de liberté de pensée, car les deux idées se tiennent et l'une dérive nécessairement de l'autre. Si vous voulez grouper dans le même parti tous les travailleurs, tous les salariés, tous les exploités, vous ne pouvez les rassembler que sur des formules simples et générales. Vous leur direz : « Sont socialistes tous ceux qui veulent travailler à la substitution d'un régime économique à un autre, tous ceux qui croient, car c'est le fond du marxisme, qu'il y a liaison et connexion inéluctable entre le développement du capitalisme d'une part et du socialisme d'autre part. Si vous êtes avec nous pour travailler à cette œuvre, votre acte de foi

est consommé, vous êtes socialistes ». À l'intérieur de ce credo, de cette affirmation essentielle, toutes les variétés, toutes les nuances d'opinion sont tolérées. Les uns imagineront qu'on aboutira au but par tels moyens et dans tel temps, les autres par tels autres moyens et dans tel autre temps : toutes ces contrariétés de tendances sont permises, et nous ne pouvons pas les interdire sans renier notre but, qui est le groupement de tous les prolétaires de tous les pays. (*Très bien*).

Ainsi, quand le Parti inscrivait dans ses statuts que la liberté de discussion était entière, que la presse était libre, ce n'était pas de vagues notions démocratiques introduites dans nos constitutions socialistes, c'était une règle tirée de l'essence même de ce que doit être le Parti socialiste.

Et la représentation proportionnelle, croyez-vous qu'elle ait un autre objet ? La R.P. – c'est là qu'est son importance capitale – n'était pas faite pour partager la direction entre diverses tendances car, malgré tout, la loi des majorités existait dans le parti au point de vue de l'action. Quand une majorité de Congrès ou une majorité de C.A.P. avait pris une décision, l'action de tous les membres du parti était engagée. L'importance de la R.P. n'était pas une importance politique ; c'était quelque chose de bien plus haut ; c'était une importance morale. La R.P. était le gage matériel de la liberté de pensée. (*Très bien sur certains bancs, applaudissements*). La R.P. n'avait d'autre sens dans notre parti, par cela même qu'il est de l'essence du socialisme de grouper tous les travailleurs, tous les prolétaires de tout le pays, qu'à l'intérieur de la conception centrale du socialisme, toutes les variétés de pensées et d'opinions étaient tolérées. Chacune de ces opinions, chacune de ces nuances avait sa part, sa juste part, sa libre part, dans l'élaboration de la pensée et de la volonté communes. Voilà ce que signifiaient ces dispositions, qu'il ne suffit pas de lire dans des statuts en disant : nous réviserons ceci, nous abrogerons cela. Ces idées tenaient à l'essence même de notre parti ; et nous ne pouvons les faire disparaître sans transformer ce parti dans son essence.

Et l'action de ce parti ? Quelle était-elle dans sa forme ? C'était une action

d'éducation populaire et de propagande publique. Le parti socialiste, dont l'espérance finale était de grouper sous son drapeau tous les travailleurs, s'adressait à ces travailleurs par des moyens de recrutement et de propagande publics. Il fondait des groupes et les ouvrait à tout le monde. Il faisait des réunions, des campagnes électorales et essayait de toucher les électeurs. Voilà ce qu'est encore aujourd'hui, pour quelques heures, le parti socialiste.

Que sera le parti nouveau que vous voulez créer ? – Au lieu de la volonté populaire se formant à la base et remontant de degré en degré, votre régime de centralisation comporte la subordination de chaque organisme à l'organisme qui lui est hiérarchiquement supérieur ; c'est, au sommet, un comité directeur de qui tout doit dépendre, c'est une sorte de commandement militaire formulé d'en haut et se transmettant de grade en grade, jusqu'aux simples militants, jusqu'aux simples sections. L'autonomie des groupes et des Fédérations ? Les thèses vous disent que c'est une pure et simple hérésie. Il ne peut plus être question de cela dans l'organisme communiste. Donc, hiérarchisation de tous les organes du parti, de telle façon que tout organe dépende, par une subordination directe, de l'organisme qui lui est supérieur.

À côté de ces organismes publics, les organismes clandestins. Je veux revenir ici sur une équivoque qu'on nous a autrefois opposée : une erreur de traduction dans les documents, une sorte de miroitement entre le mot légal et le mot clandestin ont fait croire à un certain nombre de camarades que nous, adversaires de la III^e Internationale, nous étions, par là-même, adversaires de l'action illégale.

Sembat vous a répondu hier là-dessus : je n'y reviendrai pas. Il n'y a pas un seul socialiste qui consente à se laisser enfermer dans la légalité. (*Très bien, applaudissements au centre.*) Je l'ai dit dans ma campagne électorale, je le dirai à la tribune de la Chambre à la première occasion, je le dirai partout où il faudra le dire. (*Applaudissements, très bien.*) Mais la légalité est une chose...

Paul Faure – Je n'ai pas parlé de l'action illégale, j'ai parlé... (*Bruit, tumulte.*)

Un délégué – Je proteste contre les paroles de Paul Faure. (*Mouvement.*)

Blum – Je dis qu'il n'y a pas le moindre rapport entre l'action illégale sur laquelle nous sommes, je le répète, tous d'accord, et l'organisation clandestine, sur laquelle nous sommes loin d'être d'accord. La preuve que les deux notions ne coïncident pas, c'est qu'à l'heure présente le Parti français reconnaît la légitimité de l'action illégale et il ne connaît pas encore d'organisation clandestine.

Ce que je veux bien démontrer ici, c'est la structure de l'organisme : les thèses communistes vont vous imposer d'une part, la subordination à tous les degrés, avec, à la tête, un Comité directeur, et de l'autre, des organismes clandestins que vous êtes tenus d'organiser.

Un délégué – Pas forcément ! (*Mouvement.*)

Blum – Je n'apporterai pas ici une seule citation, vous me rendrez cette justice de penser que je ne dirai pas un mot que je ne puisse appuyer par des textes. Je dis que vous êtes tenus, de par les thèses et les statuts, d'organiser des comités clandestins, et que le Comité exécutif de la III^e Internationale se réserve même le droit de vous imposer directement cette création si vous montriez quelque faiblesse ou quelque lenteur à vous prêter à cette exigence. Il y a encore autre chose que les thèses indiquent et qu'elles n'avaient pas besoin de dire. Quand il y a juxtaposition d'organes publics ou clandestins, à qui appartient nécessairement l'autorité réelle ? Où réside-t-elle ? Par la force des choses, dans l'organisme clandestin. – Cela est fatal et les thèses reconnaissent cette nécessité. Paul Faure vous

a lu les textes : c'est toujours l'organisme clandestin qui doit contrôler effectivement l'organisme public.

Comment ces organismes se formeront-ils ? Est-ce qu'à l'issue de ce Congrès, après avoir nommé votre Comité directeur public, vous allez procéder à la nomination du Comité clandestin ? (*Exclamations.*) Est-ce que vous allez mettre aux voix la désignation de cet organisme ? (*Applaudissements à droite.*)

Votre Comité directeur occulte ne pourra donc pas naître d'une délibération publique de votre Congrès, il faudra qu'il ait une autre origine. Il faudra que sa constitution vous soit apportée du dehors. Ceci revient à dire que dans le Parti qu'on veut nous faire, le pouvoir central appartiendra finalement à un Comité occulte désigné – il n'y a pas d'autre hypothèse possible – sous le contrôle du Comité exécutif de l'Internationale elle-même. Les actes les plus graves de la vie du Parti, ses décisions seront prises par qui ? Par des hommes que vous ne connaîtrez pas. (*Exclamations. Bruit. Mouvement.*)

J'analyse des textes et j'essaie de les présenter dans leurs rapports et dans leur ensemble.

Un délégué – Oui, avec des citations incomplètes.

Blum – Je dis simplement : étant donné l'organisme dont nous ne pouvons pas nier l'existence – il résulte de tous les textes, dans leur lettre et dans leur esprit – il est vraiment bien extraordinaire qu'on vienne nous parler de tyrannie dans le Parti actuel : tyrannie des chefs, tyrannie des élus. Je ne sais pas quels moyens les élus emploient aujourd'hui pour exercer leur tyrannie, mais du moins vous les connaissez, vous pouvez vous en prendre à eux. Et demain ? Vous vous en prendrez à qui ? À des anonymes, à des inconnus, à des masques. (*Protestations sur certains bancs ; applaudissements sur d'autres.*)

L'unité dans le Parti – on vous l'a dit hier en des termes que je voudrais

que vous n'oubliez pas – était jusqu'à ce jour une unité synthétique, une unité harmonique, c'était une sorte de résultante de toutes les forces et toutes les tendances intervenaient pour fixer et déterminer l'axe commun de l'action.

Vous, ce n'est plus l'unité en ce sens que vous recherchez, c'est l'uniformité, l'homogénéité absolues. Vous ne voulez dans votre parti que des hommes disposés, non seulement à agir ensemble, mais encore prenant l'engagement de penser ensemble : votre doctrine est fixée une fois pour toutes ! *Ne varietur !* Qui ne l'accepte pas n'entre pas dans votre parti ; qui ne l'accepte plus devra en sortir. Ce n'est pas au point de vue de telle ou telle personne que je veux examiner la question des exclusions ! Il m'importe peu qu'on veuille dessiner une ligne de rupture ici ou là, que l'on veuille garder telle ou telle personne... (*Très bien*), les textes ont une autre gravité. On veut constituer un parti entièrement homogène, cela est logique et c'est cette logique que je veux montrer.

On a accumulé dans les textes toutes les dispositions que vous connaissez. Dans tous les débats de Moscou on prévoit – et on ne pouvait pas ne pas le prévoir – l'épuration complète et radicale de tout ce qui est jusqu'à présent le parti socialiste. C'est pour cela que l'on dit : quiconque n'acceptera pas les thèses dans leur lettre et dans leur esprit n'entrera pas dans le Parti communiste et dans la III^e Internationale ; quiconque votera contre l'adhésion et n'aura pas fait sa soumission entière dans le délai donné, sera chassé de la III^e Internationale. C'est pour cela qu'on prévoit des épurations périodiques ; c'est pour cela qu'on supprime la R.P., et vous avez bien raison de la supprimer à votre point de vue, car la R.P. n'est pas une mesure politique destinée à donner une part de gouvernement à telle ou telle minorité, c'est la garantie de la liberté de pensée dans le Parti, vous avez raison de dire que la R.P. n'y a plus de raison d'être ! (*Applaudissements sur certains bancs*). Vous avez raison de déclarer que la presse du parti tout entière, centrale ou locale, devra être dans les mains des communistes purs et de la doctrine communiste pure ; vous avez bien

raison de soumettre les éditions du parti à une sorte d'index. Tout cela est logique. Vous voulez un parti entièrement homogène, un parti dans lequel il n'y ait plus de liberté de pensée, plus de division de tendances : vous avez donc raison d'agir ainsi que vous le faites. Cela résulte – je vais vous le prouver – de votre conception révolutionnaire elle-même. Mais vous comprendrez qu'envisageant cette situation, la considérant, faisant la comparaison de ce qui sera demain avec ce qui était hier, nous ayons tout de même un mouvement d'effroi, de recul et que nous disions : – Est-ce là le Parti que nous avons bien connu ? Non ! – Le parti que nous avons connu c'était l'appel à tous les travailleurs, tandis que celui qu'on veut fonder c'est la création de petites avant-gardes disciplinées, homogènes, soumises à un commandement rigoureux – leur effectif importe peu, vous le trouverez dans les thèses, – mais toutes bien en mains et prêtes à une action prompte, à une action décisive (*Applaudissements*).

Eh bien, à ce point de vue comme aux autres, nous restons du Parti tel qu'il était hier et nous n'acceptons pas ce parti nouveau qu'on veut faire.

La question syndicale procède du même état d'esprit de discipline et d'homogénéité, même au détriment du nombre. (*Interruption : Non !*)

Laissez-moi achever ma pensée. Je ne veux pas revenir sur l'histoire en France des rapports du socialisme et des organisations corporatives, bien qu'elle soit intéressante, je crois, pour beaucoup de militants. Mais laissons cela.

On était arrivé péniblement, après bien des tâtonnements, à une conception qui, somme toute, avait pratiquement donné satisfaction à tout le monde : autonomie des deux organisations, communauté de buts, mais avec différenciation des moyens, et possibilité, à chaque instant, par des croisements et des rencontres, d'action commune sur des objets déterminés.

Dans votre conception d'homogénéité militaire et toujours avec cette arrière-pensée de la mobilisation aussi prompte que possible des forces

d'attaque pour la destruction de la société capitaliste, il était indispensable que vous assujettissiez toutes les formations ouvrières quelles qu'elles soient, corporatives ou politiques, à cette même discipline, et c'est indéniablement l'esprit des thèses de Moscou.

Vous avez fait dans votre motion une réserve. Vous n'avez pas voulu le rattachement direct, hiérarchique, des organisations syndicales aux organisations politiques, pour ne pas rendre la tâche trop difficile à vos amis de la minorité révolutionnaire des syndicats. On nous a avertis que cette concession n'était que provisoire. Mais n'importe. Si vous admettez pour le moment, jusqu'à ce que votre travail soit plus avancé, l'autonomie relative des groupements syndicaux conquis par votre propagande, en revanche, vous avez, dès à présent, le devoir d'affilier ces groupements à l'Internationale syndicale de Moscou qui, elle, incontestablement, n'est qu'une succursale, qu'un rayon de l'Internationale communiste elle-même. (*Applaudissements*).

Aucun de vous ne peut le contester. (*Interruption : C'est exact.*) Puisque vous reconnaissez que c'est exact, cela me suffit.

Je vous montre par conséquent là une conséquence de votre pensée maîtresse de substituer à un ensemble d'organisations, aussi larges que possible, gardant à l'intérieur de la doctrine communiste, la plus complète liberté possible, un ensemble de groupes homogènes, peu nombreux s'il le faut, car on sacrifie le nombre à l'homogénéité, reliés strictement les uns aux autres, et qui seront finalement, dans la main du Comité central national, puis du Comité exécutif de la III^e Internationale, dont vous vous engagez les uns et les autres à exécuter toutes les décisions. C'est, en fin de compte, ce Comité exécutif qui aura sur vous les pouvoirs les plus entendus, qui aura le droit d'exclure les groupements ou les individus, qui centralisera l'action politique. Il aura, dans chaque pays, un bureau à lui, qui lui sera exclusivement rattaché. Il se réservera le droit de constituer lui-même l'organisation occulte qui vous est imposée... Vous voyez, c'est là une espèce de société secrète, une espèce de vaste carbonarisme.

(*Rires*), quelque chose qui, manifestement, est conçu sur le type de ces sociétés secrètes qui, je le reconnais, ont fait en France des révolutions, et dont il ne faut pas médire... (*Interruptions : Alors ?*)

Je ne les insulte pas, j'en connais le souvenir. (*Mouvements divers.*)

Maintenant, camarades, pourquoi cette organisation où, malgré tout, on se prive d'un des éléments qui, jusqu'à présent, dans toutes les organisations révolutionnaires, avait paru l'élément essentiel : le nombre ? Où l'on sacrifie tout à la discipline, à l'homogénéité, à la promptitude dans cette faculté de mobilisation dont je parlais tout à l'heure ?

Pour une raison bien simple, c'est que cette notion de l'organisation est exactement celle qui répond à la conception révolutionnaire, qui est au centre même du communisme.

Si fatigante que soit cette démonstration d'ordre un peu théorique, je vous demande la permission d'y insister un instant. Un système socialiste se juge avant tout à sa conception révolutionnaire, parce que la conception révolutionnaire est l'essence de toute doctrine socialiste. Je ne veux pas refaire ici une déclaration que nous avons faite tant de fois, mes amis et moi. Nous avons dû en rebattre les oreilles des uns et des autres. Pourtant, il faut que je proteste une dernière fois contre ce moyen de polémique, de discussion, qui consiste à montrer les adversaires de la III^e Internationale comme des contre-révolutionnaires et à soutenir que le débat pour ou contre l'adhésion est en réalité le débat entre l'idée révolutionnaire et l'idée réformiste. Rien n'est plus erroné. Je vais essayer de vous le démontrer. Je vous en prie, écoutez-moi.

Le débat n'est pas entre la conception réformiste et la conception révolutionnaire, mais entre deux conceptions révolutionnaires qui, en effet, sont radicalement et essentiellement différentes l'une de l'autre. (*Applaudissements.*)

Laissez-moi vous dire que le réformisme, ou pour parler plus exactement le révisionnisme – j'aime mieux ce mot – il n'existe plus dans le socialisme

national ni dans le socialisme international depuis le Congrès d'Amsterdam et le pacte d'unité. La doctrine du Parti est une doctrine révolutionnaire. Si quelqu'un y manque, si quelqu'un y a manqué, c'est aux militants, aux fédérations, aux congrès, à appliquer les sanctions que le règlement prévoit. (*Applaudissements.*) Mais je ne connais, pour ma part, en France, jusqu'ici, qu'un socialisme, celui qui est défini par les statuts, mentionné sur notre carte, et qui est un socialisme révolutionnaire.

J'ajoute, en ce qui me concerne personnellement, que je ne connais pas deux espèces de socialisme, dont l'un serait révolutionnaire et dont l'autre ne le serait pas. Je ne connais qu'un socialisme, le socialisme révolutionnaire, puisque le socialisme est un mouvement d'idée et d'action qui mène à une transformation totale du régime de la propriété, et que la révolution c'est, par définition, cette transformation même. Où donc est le point de désaccord, le point de conflit entre vous et nous ? Je vais essayer de préciser. C'est bien entendu, le désaccord capital.

Révolution, cela signifie, pour le socialisme traditionnel français : transformation d'un régime économique fondé sur la propriété privée en un régime fondé sur la propriété collective ou commune, voilà ce que cela veut dire. C'est cette transformation qui est par elle-même la révolution, et c'est elle seule, indépendamment de tous les moyens quelconques qui seront appliqués pour arriver à ce résultat.

Révolution cela veut dire quelque chose de plus. Cela veut dire que ce passage d'un ordre de propriété à un régime économique essentiellement différent ne sera pas le résultat d'une série de réformes additionnées, de modifications insensibles de la société capitaliste.

Les progrès de la révolution sont parallèles avec l'évolution de la société capitaliste. La transformation sera donc nécessairement préparée par des modifications insensibles que subit la société capitaliste. Mais l'idée révolutionnaire comporte, à notre avis à tous, je crois, ceci : qu'en dépit de ce parallélisme, le passage d'un état de propriété à un autre ne sera pas

par la modification insensible et par l'évolution continue, mais qu'à un moment donné, quand on en sera venu à la question essentielle, au régime même de la propriété, quels que soient les changements et les atténuations qu'on aura préalablement obtenus, il faudra une rupture de continuité, un changement absolu, catégorique (*Applaudissements*).

Nous entendons encore autre chose par le mot révolution. C'est que cette rupture de continuité qui est le commencement de la révolution elle-même a, comme condition nécessaire, mais non suffisante, la conquête du pouvoir politique. C'est à la racine même de notre doctrine. Nous pensons, nous, socialistes, que la transformation révolutionnaire de la propriété ne peut s'accomplir que lorsque nous aurons conquis le pouvoir politique. (*Exclamations. Applaudissements. Bruit.*)

Si un délégué à un Congrès socialiste, ayant nécessairement cinq ans de présence dans le Parti en vient à contester des assertions comme celles que je viens d'émettre, il n'y a plus de discussion possible. (*Applaudissements*).

Un délégué – Vous dissipez toute équivoque en disant qu'il ne s'agit pas dans votre pensée de la conquête électorale.

Blum – On m'invite à dissiper un malentendu. J'allais le faire. La conquête des pouvoirs publics, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie : prise de l'autorité centrale qui, actuellement, s'appelle l'État, par n'importe quels moyens, sans que ni les moyens légaux ni les moyens illégaux soient exclus. (*Applaudissements. Bruit.*) C'est la pensée socialiste.

Le président – Laissez donc terminer le citoyen Blum. Notre camarade est fatigué. Et c'est très gênant de parler dans cette atmosphère.

Blum – Le socialisme international et le socialisme français n'ont jamais

limité les moyens dont ils se serviraient pour la conquête du pouvoir politique. Lénine lui-même a admis qu'en Angleterre le pouvoir politique pourrait parfaitement être conquis par les moyens électoraux. Mais il n'y a pas un socialiste, si modéré soit-il, qui se soit jamais condamné à n'attendre que d'un succès électoral la conquête du pouvoir. Là-dessus, il n'y a aucune discussion possible. Notre formule à tous est cette formule de Guesde, que Bracke me répétait il y a quelque temps : par tous les moyens, y compris les moyens légaux.

Mais cela dit, où apparaît le point de divergence ? Il apparaît en ceci, c'est que la conception révolutionnaire que je viens de vous indiquer et qui était celle de Jaurès, de Vaillant, de Guesde, a toujours eu à se défendre contre deux déviations contraires et a toujours frayé difficilement son chemin entre une déviation de droite et une déviation de gauche. La première est précisément cette déviation réformiste dont je parlais tout à l'heure. Le fond de la thèse réformiste, c'est que, sinon la totalité de la transformation sociale, du moins ce qu'il y a de plus substantiel dans les avantages qu'elle doit procurer à la classe ouvrière, peut être obtenu sans crise préalable du pouvoir politique. Là est l'essence du réformisme.

Mais il y a une seconde erreur, dont je suis bien obligé de dire qu'elle est, dans son essence, anarchiste. C'est celle qui consiste à penser que la conquête des pouvoirs publics est par elle-même une fin, alors qu'elle n'est qu'un moyen (*Très bien*), qu'elle est le but, alors qu'elle n'est que la condition, qu'elle est la pièce, alors qu'elle n'est que le prologue. (*Très bien*).

Que la fin révolutionnaire, que l'idéal révolutionnaire, ce soit la prise des pouvoirs publics en elle-même et par elle-même, indépendamment de la transformation sociale dont elle doit devenir le moyen, cela, je le répète, c'est une conception anarchiste. Car, lorsque vous raisonnez ainsi, quel est le seul résultat positif, certain, que vous avez en vue ? C'est la destruction de l'appareil gouvernemental actuel. Lorsque vous vous fixez à vous-même comme but la prise du pouvoir, sans être sûr que cette prise du pouvoir puisse aboutir à la transformation sociale, le seul but positif de votre effort,

c'est la destruction de ce qui est, et que l'on appelle l'appareil gouvernemental bourgeois. Erreur anarchiste dans son origine et qui, à mon avis, est à la racine de la doctrine communiste.

Je fais en ce moment une démonstration, non pas pour gêner les uns ou servir les autres, mais pour apporter le plus possible de clarté dans la discussion de cet ensemble de doctrines que j'ai, pour ma part, pendant des semaines, étudié avec un mélange de probité et d'anxiété. (*Applaudissements*).

Ouvrez votre carte du Parti. Quel est l'objet que le Parti socialiste jusqu'à présent se donnait à lui-même ? C'est la transformation du régime économique.

Ouvrez les statuts de l'Internationale communiste. Lisez l'article dans lequel l'Internationale définit son but. Quel est ce but ? La lutte à la main armée contre le pouvoir bourgeois.

Je vais tout de suite vous montrer, faisant de votre propre doctrine un effort d'explication dont vous devriez me savoir plus de gré, à quoi correspond, selon moi, cette conception. Je veux montrer à quoi, dans la pensée de Lénine et des rédacteurs des thèses, correspond cette nouvelle notion révolutionnaire. Elle répond à cette pensée, profondément ancrée dans l'esprit des rédacteurs des thèses et qui y revient sans cesse : c'est qu'il est impossible, avant la prise des pouvoirs publics, d'accomplir un travail de propagande et d'éducation ouvrière efficace. Ce qui revient à dire que la conquête des pouvoirs publics n'est pas seulement, comme nous l'avons toujours dit, la condition de la transformation sociale, mais qu'elle est déjà la condition des premiers efforts d'organisation et de propagande qui devront plus tard mener à cette transformation.

Ce que pense Lénine, c'est que tant que la domination de la classe capitaliste sur la classe ouvrière ne sera pas brisée par la violence, tout effort pour rassembler, éduquer et organiser cette classe ouvrière demeurera nécessairement vain. De là cette sommation impérative d'avoir

à prendre le pouvoir tout de suite, le plus vite possible, puisque c'est de cette conquête que vont dépendre, non pas seulement vos efforts terminaux, mais vos efforts initiaux, puisque même les premiers éléments de votre tâche socialiste ne commenceront que quand vous aurez pris le pouvoir. (*Applaudissements*).

Mais cela – je demande pardon de le répéter à ceux qui l'ont déjà entendu – je le conçois quand on est en présence d'un prolétariat tel que le prolétariat russe et d'un pays tel que la Russie, où l'on n'avait fait avant la prise du pouvoir aucune propagande d'ensemble efficace. On peut alors s'imaginer qu'avant tout il faut briser le pouvoir bourgeois pour que cette propagande même devienne possible. Mais, dans nos pays occidentaux, est-ce que la situation est la même ? Je me refuse à concéder que, jusqu'à cette conquête des pouvoirs publics, que vous ferez sans doute demain, il n'y aura pas eu dans ce pays une propagande socialiste. Je me refuse à dire que tout le travail passé n'a servi à rien, et que tout est à faire. Non, beaucoup a été fait, et vous n'avez pas le droit de vous démentir et de vous renier aujourd'hui.

Sans m'égarer dans aucune démonstration oratoire, je veux montrer jusqu'au bout cette différence entre les deux conceptions révolutionnaires : celle qui voit dans la transformation le but et dans la conquête des pouvoirs publics un moyen ; celle qui, au contraire, voit dans la conquête du pouvoir, le but. Est-ce que vous croyez qu'elle n'a qu'une importance de casuistique, qu'elle n'affronte que des docteurs socialistes avec leur bonnet carré ? Non, elle est capitale en ce sens qu'elle mène à deux conceptions absolument différentes de l'organisation et de la propagande.

Si vous estimez que le but c'est la transformation, que c'est la transformation qui est la révolution, alors tout ce qui, même dans le cadre de la société bourgeoise, peut préparer cette transformation, devient travail révolutionnaire. Si là est la révolution, alors l'effort quotidien de propagande qu'accomplit le militant, c'est la révolution avançant un peu chaque jour.

Tout ce qui est organisation et propagande socialiste, tout ce qui est extension à l'intérieur de la société capitaliste de ces organisations ouvrières de toutes sortes, sur lesquelles la société collectiviste reposera un jour, tout cela est révolutionnaire.

Un délégué – Les radicaux alors !

Blum – Et les réformes mêmes, dont Sembat parlait hier en des termes qui eussent dû réunir l'unanimité de cette assemblée, si elles servent à accroître, à consolider les emprises de la classe ouvrière sur la société capitaliste, si elles lui donnent plus d'allant et de courage, si elles aiguïsent son ardeur militante, les réformes aussi, prises dans ce sens, sont révolutionnaires. Et c'est dans ce sens seulement que nous les avons défendues, que nous voulons continuer à les défendre.

Mais si, au contraire, l'objet unique est la prise des pouvoirs publics le plus promptement possible, alors toute cette activité devient inutile, en effet. Lorsque nous avons discuté, il y a deux ans, le programme électoral, Lorient nous disait déjà : « Je ne conteste pas la valeur socialiste des réformes, en théorie. Mais aujourd'hui, en fait, la situation est telle, la crise révolutionnaire est si proche, que des réformes... » (*Interruptions et bruits*).

Le Congrès comprendra que j'ai de la peine à suivre un raisonnement au milieu de pareilles interruptions... , si la crise est si proche, et si cette crise est la révolution, alors, en effet, n'a de valeur révolutionnaire que ce qui prépare, pour le plus bref délai possible, la conquête des pouvoirs publics. On comprend alors toute votre conception d'organisation, car elle est faite en vue de cela, faite pour qu'aucune occasion ne soit perdue pour que les troupes d'attaque soient toujours là bien en main, prêtes à obéir au premier signal, chaque unité transmettant au-dessous d'elle l'ordre reçu d'en haut. (*Interruptions*).

J'en demande pardon à l'Assemblée, mais elle peut se rendre compte qu'il y a une certaine solidarité logique dans les remarques que je lui apporte ; elles font un tout dans ma pensée. Je demande qu'on ne me rende pas la tâche encore plus malaisée par des interruptions qui, forcément, me font dévier de la ligne que je me suis tracé.

Cette idée de la conquête des pouvoirs publics chez vous, où vous mène-t-elle encore ? Vous savez bien, puisque le nombre vous importe peu, que vous ne ferez pas la conquête des pouvoirs publics avec vos seules avant-gardes communistes ? À cette théorie d'organisation que j'ai analysée, vous ajoutez donc la tactique des masses, par un souvenir de la vieille doctrine blanquiste, car la filiation est certaine.

Vous pensez, profitant d'une circonstance favorable, entraîner derrière vos avant-gardes les masses populaires non communistes, non averties de l'objet exact du mouvement, mais entretenues par votre propagande dans un état de tension passionnelle suffisamment intense. C'est bien là votre conception. Avec cela, qu'est-ce que le blanquisme a fait ? Pas grand-chose... En ces dernières années, il n'est même pas arrivé à prendre une caserne de pompiers sur le boulevard de la Villette... (*Interruptions*). Mais c'est à l'idée même, sans m'attarder à chercher si elle est réalisable ou non en fait, c'est à la conception théorique que je veux m'en prendre.

Cette tactique des masses inconscientes, entraînées à leur insu par des avant-gardes, cette tactique de la conquête des pouvoirs publics par un coup de surprise en même temps que par un coup de force, mes amis et moi, nous ne l'admettons pas, nous ne pouvons pas l'admettre. Nous croyons qu'elle conduirait le prolétariat aux plus tragiques désillusions. Nous croyons que, dans l'état actuel de la société capitaliste, ce serait folie que de compter sur les masses inorganiques. Nous savons, en France, ce que sont les masses inorganiques. Nous savons derrière qui elles vont un jour et derrière qui elles vont le lendemain. Nous savons que les masses inorganiques étaient un jour derrière Boulanger et marchaient un autre jour derrière Clemenceau... (*Applaudissements*). Nous pensons que tout

mouvement de prise du pouvoir qui s'appuierait sur l'espèce de passion instinctive, sur la violence moutonnaire des masses profondes et inorganiques, reposerait sur un fondement bien fragile et serait exposé à de bien dangereux retours. Nous ne savons pas avec qui seraient, le lendemain, les masses que vous auriez entraînées la veille. Nous pensons qu'elles manqueraient peut-être singulièrement de stoïcisme révolutionnaire. Nous pensons qu'au premier jour où les difficultés matérielles apparaîtraient, le jour où la viande ou le lait arriveraient avec un peu de retard, vous ne trouveriez peut-être pas chez elles la volonté de sacrifice continu et stoïque qu'exigent, pour triompher jusqu'au bout, les mouvements que vous envisagez. Et ceux qui auraient marché derrière vous la veille seraient peut-être, ce jour-là, les premiers à vous coller au mur.

Non, ce n'est pas par la tactique des masses inorganiques entraînées derrière vos avant-gardes communistes que vous avez des chances de prendre le pouvoir. Vous avez des chances de prendre le pouvoir dans ce pays, savez-vous comment ? Par de vastes mouvements ouvriers à caractère organique (*Très bien*), supposant une éducation et une puissance de moyens poussés aussi loin que possible. Vous ne ferez pas la révolution avec ces bandes qui courent derrière tous les chevaux. Vous la ferez avec des millions d'ouvriers organisés, sachant ce qu'ils veulent, quelles méthodes ils emploieront pour aller au but, prêts à accepter les souffrances et les sacrifices nécessaires.

Votre doctrine qui, d'avance, fait fi du recrutement... (*Applaudissements, interruptions, bruit*), votre parti qui, d'avance, fait fi du recrutement, qui coupe en tronçons les syndicats comme s'ils étaient trop puissants... (*Applaudissements et bruit*), votre parti a manqué d'avance son aventure.

Je vous montrerai tout à l'heure – car tout s'enchaîne dans mon esprit – comment c'est de notre divergence sur la notion de l'organisation et sur la conception révolutionnaire, que naît également la contrariété sur la notion de la dictature du prolétariat. Mais je profite de ce que nous sommes sur ce terrain : révolution, conception révolutionnaire, réformes, pour placer

une sorte de hors-d'œuvre, j'en conviens, mais qu'il est de mon devoir de vous servir en ce moment. Je veux fournir un exemple précis de ce que donnent, dans la pratique, ces différences de conception, et je prends cet exemple dans l'activité parlementaire.

Je voudrais vous montrer en quelques mots ce qu'est le travail parlementaire dans notre conception actuelle du Parti, ce qu'il sera dans la conception de demain. Actuellement le groupe parlementaire est, avec la C.A.P., un organisme permanent du Parti relevant, non pas de la C.A.P., mais des conseils nationaux et des congrès. Son action est impérativement définie, délimitée, par la résolution d'Amsterdam, par le pacte d'unité, par les statuts mêmes du Parti. Le rôle, le devoir du groupe parlementaire, c'est, conformément à la doctrine révolutionnaire que je vous ai exposée, d'une part d'aider à la propagande générale révolutionnaire dans le pays, et d'autre part, à l'intérieur du Parlement, de soutenir ou de provoquer toutes les réformes qui peuvent améliorer la condition morale et physique des travailleurs, et qui, par cela même, comme je vous l'ai démontré, aident cette transformation sociale, qui est la révolution.

Vous avez un groupe parlementaire qui s'est, je crois, strictement conformé à ces prescriptions des statuts. Bien que les statuts actuels du Parti ne missent en aucune façon sous le contrôle de la C.A.P., Frossard ne me refusera pas le témoignage que pendant toute cette législature le groupe parlementaire a, par tous les moyens, tenté d'agir en plein accord avec l'organisme central du Parti et qu'il s'était établi entre le secrétaire du Parti et le secrétaire du groupe parlementaire des rapports de familiarité, je dirais presque d'intimité, non seulement personnels, mais politiques, qui font que sur aucune question grave ils n'ont agi autrement que d'accord.

D'autre part, je ne vois pas qui pourrait ici reprocher au groupe parlementaire d'avoir enfreint les prescriptions qui résulteraient de la motion d'Amsterdam ou de statuts du Parti. Nous avons fait pour la propagande générale dans le pays – ici encore, n'est-ce pas, Frossard, en plein et fraternel accord les uns avec les autres – un effort qui, je crois,

n'avait jamais été tenté. Le groupe parlementaire, dès le premier jour, a considéré l'organisation de cette propagande comme son premier devoir, et le secrétaire du groupe n'est monté à la tribune, au Congrès de Strasbourg, que pour faire approuver le plan de propagande qu'il avait conçu, d'accord avec le secrétaire du Parti, et qui a été mis aussitôt à exécution.

Le groupe socialiste a fait cela. Avant que le mouvement d'adhésion vers la III^e Internationale prît la direction et l'intensité que vous savez, je n'ai pas entendu, pour ma part, diriger des reproches contre le groupe parlementaire, et j'affirme, en tout cas, que dans nos sections parisiennes l'impression était unanime pour estimer que le groupe avait agi efficacement et unanimement dans la direction politique qui était à ce moment celle du Parti.

Cela est si vrai que lorsque, au groupe parlementaire, l'autre jour, la question s'est posée, tous ceux de nos camarades qui adhèrent ou sont disposés à adhérer à la III^e Internationale nous ont dit les uns après les autres : « Demain ce sera autre chose, c'est entendu, mais nous nous solidarisons entièrement pour le passé avec tout ce qui a constitué l'action du groupe ».

Cela est si vrai qu'il n'y a pas d'exemple qu'une proposition d'action ou de manifestation, sous quelque forme que ce soit, nous ait été apportée par nos camarades de l'extrême gauche, aujourd'hui communistes, et qu'elle ait été repoussée par nous. Cela est sans exemple, et l'on a pu voir, au contraire – Vaillant-Couturier s'en souvient – qu'il n'y avait aucun de nos camarades avec qui nous n'eussions à cœur de nous solidariser, sous quelque forme que ce fût.

Voilà ce qu'a fait le groupe, conformément à ce qui était hier sa règle. Mais, l'autre jour on a présenté à la Fédération de la Seine – on la représente encore, je la suppose, au Congrès de Tours – une motion où, confondant volontairement ce qui serait notre tâche demain avec ce qui était notre

tâche hier, on critiquait, on dénigrait avec méchanceté, avec malignité, avec une sorte de volonté de blesser et de nuire...

Plusieurs délégués – Non !

Blum – Si. On a voté cette motion au moment même où nous étions groupés en pleine bataille sur la question qui a amené les grèves de mai et pour laquelle des milliers de travailleurs ont été frappés et souffrent encore. (*Applaudissements*). On a fait cela, je n'insiste pas. Je passe.

Un délégué – Ce n'est pas la question.

Blum – Vous avez ajourné la discussion des rapports en disant qu'il en serait question dans la discussion générale. Je reconnais moi-même que ce que j'ai dit est hors du sujet. Je passe, mais j'ai dit tout ce que j'avais sur le cœur.

Je reviens à ma démonstration purement théorique. Je vous ai montré ce qu'avait été et ce que serait l'organisation du Parti, ce qu'était notre conception révolutionnaire et ce que serait la vôtre. C'est de ce double désaccord que résulte notre conflit sur la question que les thèses de Moscou considèrent comme fondamentale, car il n'y a pas de ligne des thèses où elle ne se retrouve, je veux parler de la question de la dictature du prolétariat.

Nous en sommes partisans. Là aussi, nul désaccord de principe. Nous en sommes si bien partisans que la notion et la théorie de la dictature du prolétariat ont été insérées par nous dans un programme qui était un programme électoral. Nous n'avons donc peur ni du mot, ni de la chose.

J'ajoute que, pour ma part, je ne pense pas, bien que Marx l'ait écrit, et plus récemment Morris Hilquist, que la dictature du prolétariat soit tenue

de conserver une forme démocratique. Je crois impossible, d'abord, comme on l'a tant répété, de concevoir d'avance et avec précision, quelle forme revêtirait une telle dictature, car l'essence même d'une dictature est la suppression de toute forme préalable et de toute prescription constitutionnelles. La dictature, c'est le libre pouvoir donné à un ou plusieurs hommes de prendre toutes les mesures quelconques qu'une situation déterminée comporte. Il n'y a, par conséquent, aucune possibilité de déterminer d'avance quelle forme aura la dictature du prolétariat, et c'est même une pure contradiction.

Où est par conséquent le désaccord ? Il n'est pas non plus dans le fait que la dictature du prolétariat soit exercée par un parti. En fait, en Russie, la dictature n'est pas exercée par les Soviets, mais par le Parti communiste lui-même. Nous avons toujours pensé en France que demain, après la prise du pouvoir, la dictature du prolétariat serait exercée par les groupes du Parti socialiste lui-même devenant, en vertu d'une fiction à laquelle nous acquiesçons tous, le représentant du prolétariat tout entier. La différence tient, comme je vous l'ai dit, à nos divergences sur l'organisation et sur la conception révolutionnaire. Dictature exercée par le parti, oui, mais par un parti organisé comme le nôtre, et non pas comme le vôtre. (*Exclamations*).

Dictature exercée par un parti reposant sur la volonté et sur la liberté populaires, sur la volonté des masses, par conséquent dictature impersonnelle du prolétariat. Mais non pas une dictature exercée par un parti centralisé, où toute l'autorité remonte d'étage en étage et finit par se concentrer entre les mains d'un Comité patent ou occulte. Dictature d'un parti, oui, dictature d'une classe, oui, dictature de quelques individus, connus ou inconnus, cela, non. (*Applaudissements sur divers bancs*).

De même que la dictature doit être impersonnelle, elle doit être, selon nous, temporaire, provisoire. C'est-à-dire que nous admettons la dictature, si la conquête des pouvoirs publics n'est pas poursuivie comme but en soi, indépendamment des circonstances de toutes sortes qui permettront, dans

un délai suffisamment bref, la transformation révolutionnaire elle-même. Mais si l'on voit, au contraire, dans la conquête du pouvoir, un but immédiat, si l'on imagine, contrairement à toute la conception marxiste dans l'Histoire, qu'elle est l'unique procédé pour préparer cette transformation sur laquelle ni l'évolution capitaliste, ni notre propre travail de propagande n'auraient d'effet, si par conséquent un décalage trop long et un intervalle de temps presque infini devaient s'interposer entre la prise du pouvoir, condition, et la transformation révolutionnaire, but, alors nous ne sommes plus d'accord. Alors, nous vous disons que votre dictature n'est plus la dictature temporaire qui vous permettra d'aménager les derniers travaux d'édification de votre société. Elle est un système de gouvernement stable, presque régulier dans votre esprit, et à l'abri duquel vous voulez faire tout le travail. C'est cela le système de Moscou. (*Exclamations sur divers bancs, applaudissements sur d'autres*). Moscou ne pense pas le moins du monde que les conditions de la transformation révolutionnaire totale soient réalisées en Russie. Il compte sur la dictature du prolétariat pour les amener à une sorte de maturation forcée, indépendamment de ce qui était au préalable l'état d'évolution économique de ce pays. Je vous le répète, la dictature du prolétariat n'est plus alors l'espèce d'expédient fatal auquel tous les mouvements de prise du pouvoir ont nécessairement recours, au lendemain de leur réussite. C'est dans votre pensée, un système de gouvernement créé une fois pour toutes. Cela est si vrai que, pour la troisième fois dans toute l'histoire socialiste, vous concevez le terrorisme, non pas seulement comme le recours de dernière heure, non pas comme l'extrême mesure de salut public que vous imposerez aux résistances bourgeoises, non pas comme une nécessité vitale pour la Révolution, mais comme un moyen de gouvernement. (*Applaudissements*).

Un délégué – Pouvez-vous nous donner une seule citation à l'appui de ce que vous avancez ?

Blum – Avant d'arriver à ma conclusion, je veux vous présenter une dernière observation, bien qu'elle ne paraisse pas essentielle au point de vue de la doctrine. Je veux dire deux mots d'une question que nous avons traitée volontairement dans notre motion : la question de défense nationale.

Un délégué – La Marseillaise, alors.

Blum – La motion de la III^e Internationale, à mon grand regret, est silencieuse sur ce point, et il n'en est pas parlé non plus très explicitement dans les textes. Je veux dire sur ce sujet quelques mots très brefs, très nets et, s'il le faut, très crus.

Quelle est la pensée de ceux qui ont rédigé et de ceux qui voteront cette motion ? Nous ne disconvenons pas que l'installation du socialisme international dans le monde soit le seul moyen d'empêcher la guerre. Nous ne disconvenons pas davantage – je l'ai dit à Vaillant-Couturier, en lui rapportant combien le discours de Raymond Lefebvre, à Strasbourg, m'avait touché – nous ne disconvenons pas davantage que le socialisme international, instruit par la plus sanglante des leçons, doit aujourd'hui considérer comme son œuvre première, comme son œuvre de vie ou de mort, le choix et la préparation de tous les moyens, quels qu'ils soient, qui pourront, par mesure internationale, par effet international, empêcher toute guerre nouvelle. Mais cela dit, nous affirmons que, même en régime capitaliste, le devoir international et le devoir national peuvent coexister dans une conscience socialiste.

Un délégué – À condition que tout le monde y aille.

Blum – Cachin, ce matin, s'est expliqué sur ce sujet d'une façon qui, à mon avis, n'est nullement exempte d'ambiguïté. Cette ambiguïté se

retrouve d'ailleurs dans la réponse qu'il a faite à Trotsky et qui est consignée dans les documents publiés par le Parti. Trotsky lui avait demandé si, désormais, en cas de guerre, le Parti socialiste français voterait ou non des crédits. Cachin a esquivé la question. Il a répondu : « Dans l'état présent des choses, le danger de guerre ne pourrait venir que de la politique impérialiste française et, dans ces conditions, nous refuserions certainement les crédits ».

Il ne s'agit pas de l'état de choses actuel. On esquivé la question en se déroband ainsi, dans une portion isolée du temps et de l'espace. (*Applaudissements*). La question subsiste. C'est une question précise à laquelle on n'a pas encore répondu, et sur laquelle je pense que Frossard s'expliquera devant le Congrès.

La réponse de Cachin ne nous gêne en aucune manière. Aucun d'entre nous n'a jamais dit que le devoir de défense nationale fût un devoir absolu et inconditionné. (*Très bien*). Mais nous avons dit que le refus, l'abstention de la défense nationale, n'étaient pas non plus un devoir absolu et inconditionné pour les socialistes.

Il faudra tout de même bien que vous vous prononciez sur ce point car on n'esquive pas par des ruses ou par des prétéritons une question comme celle-là. Nous ne voulons ruser avec rien. Nous avons volontairement posé le problème dans notre motion. Nous avons affirmé quelque chose, et nous l'affirmons encore : il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes. (*Mouvements divers*).

Je ne veux pas entrer dans le fond du débat.

Une voix – Précisez.

Blum – Non. Je ne veux pas prendre corps-à-corps une pensée qui, au fond, est une pensée tolstoïenne ou néo-chrétienne plutôt qu'une pensée socialiste.

Un délégué – Précisez les cas ; faites une hypothèse.

Blum – C'est bien simple : l'hypothèse d'une agression caractérisée, l'attaque de quelque nation que ce soit. (*Mouvements divers, bruit*). (*Cris : À bas la guerre! – Les délégués entonnent L'Internationale. – Tumulte*).

Le président – La parole est à Pressemane avec l'autorisation du camarade Blum.

Voix nombreuses – Non ! Non ! (*Bruit.*)

Blum – Je suis resté quelques minutes de trop à la tribune. Je vous remercie de l'attention que vous m'avez prêtée. Les derniers mots que j'ai prononcés ont fait apparaître chez vous des sentiments que vous exprimerez, j'espère, dans votre motion, car elle est encore muette sur ce point. (*Applaudissements sur les bancs de droite. – Cris, tumulte*).

Cela dit, je me hâte de conclure et de descendre de la tribune. Sur les questions d'organisation, sur les questions de conception révolutionnaire, sur les rapports de l'organisation politique et de l'organisation corporative, sur la question de la dictature du prolétariat, sur la question de la défense nationale, je pourrais dire aussi sur ce résidu sentimental de la doctrine communiste, que nous ne pouvons pas plus accepter que sa forme théorique, sur tous ces points, il y a opposition et contradiction formelles entre ce qui a été jusqu'à présent le socialisme et ce qui sera demain le communisme.

Il ne s'agit plus, comme on l'a dit inexactement, d'une question de discipline. Chacun de nous est mis en face d'un cas de conscience individuel et collectif à la fois. Devant une situation entièrement nouvelle, et que vous avez voulue telle, il faut l'envisager et dire : je peux ou je ne

peux pas. Il faut le dire sans réticence, sans arrière-pensée, sans chicane, sans restriction mentale, sans quoi que ce soit qui serait indigne des uns et des autres.

Je vous pose très simplement une question. Croyez-vous que, s'il m'avait été possible, après votre vote, d'adhérer à l'Internationale communiste, j'aurais attendu jusqu'à votre vote pour le faire ? Si j'avais pu m'imposer cet effort demain, croyez-vous que je ne l'aurais pas fait hier ? Croyez-vous que je n'aurais pas, pour ma part, procuré à mon Parti l'économie de ces semaines et de ces mois de discussions et de controverses ?

Si j'avais eu quelques objections de détail, je les aurais fait taire ; je les aurais refoulées en moi. J'aurais essayé que cet acte, dont nous sentons la solennité, s'accomplisse, s'il était possible, avec l'unanimité d'entre nous. Si j'avais pu faire cet effort sur-moi-même, je le répète, je l'aurais fait le premier jour, au moment où Frossard et Cachin sont revenus de Russie, au moment où Frossard me l'a demandé personnellement. Je n'ai pas pu. Croyez-vous qu'un vote de majorité va changer l'état de ma conscience ? Parce que tant de voix se sont prononcées pour et tant de voix contre, croyez-vous que l'état de ma raison et de mon cœur, vis-à-vis d'un problème comme celui-là, va me transformer ? Croyez-vous que des chiffres aient cette vertu ? Allons donc ! Pas un de vous ne peut le croire.

Il n'y a qu'une chose qui pourrait changer notre décision ; c'est que l'Internationale communiste elle-même changeât ; ce serait qu'on nous présentât quelque chose de différent de ce qu'on nous offre, quelque chose qui ne fût pas contraire à ce que nous avons et que nous voulons préserver. Je sais très bien que certains d'entre vous, qui sont de cœur avec nous, n'entrent dans l'Internationale communiste qu'avec l'arrière-pensée de la modifier du dedans, de la transformer une fois qu'ils y auront pénétré. Mais je crois que c'est là une illusion pure. Vous êtes en face de quelque chose de trop puissant, de trop cohérent, de trop stable pour que vous puissiez songer à le modifier. (*Applaudissements*).

Je crois aussi que c'est une attitude qui n'est pas très noble. On entre ou on n'entre pas. On entre parce qu'on veut ou on n'entre pas parce qu'on ne veut pas. (*Très bien*). On entre ou on n'entre pas parce que la raison adhère ou n'adhère pas.

Moi non plus, je peux vous le dire comme Sembat, je ne veux pas faire d'émotion. Je ne suis entré qu'à deux reprises dans la vie publique du Parti, à quinze ans de distance. J'y suis entré en 1904-1905 pour travailler à l'unité, et j'y suis revenu en 1917, à un moment où l'unité me paraissait menacée. Je n'y suis rentré que pour cela.

Quand on suppose comme mobiles la rancune, l'entêtement, l'amour-propre, l'attachement à la tradition, quand on nous attribue de pareils sentiments devant un événement aussi formidable et qui peut avoir des conséquences démesurées, on nous fait une injure bien gratuite et bien imméritée.

On a parlé à tout instant dans ce débat des chefs dont il fallait détruire une bonne fois l'autorité usurpée. Je ne sais pas si je suis un chef ou si je ne suis pas un chef dans le Parti socialiste ; je ne m'en rends nullement compte. Je sais que j'y occupe un poste qui comporte une responsabilité.

J'ai souvent pensé à cette vieille plaisanterie : « Je suis leur chef, il faut donc que je les suive ». Dans un parti comme le Parti socialiste, cette plaisanterie contient une grande part de vérité et, pour ma part, je n'en ai jamais disconvencu. Je sais que dans un parti de formation populaire, d'essence populaire, comme le nôtre, les chefs ne sont que des voix pour parler plus fort au nom de la masse, ils ne sont que des bras pour agir plus directement au nom de la foule.

Tout de même, ils ont un droit ; ils ont un devoir. Ils sont les serviteurs de la volonté collective. Mais cette volonté, ils ont le droit d'essayer de la reconnaître et de l'interpréter. Ils ont le droit de se demander si ce qu'ils voient devant eux n'est qu'un remous de tourbillons contraires, s'égarant vers les rives, ou si c'est le vrai courant profond, lent, majestueux, qui descend du fleuve.

Puis ils conservent, malgré tout, une conscience individuelle. Et il y a des moments où ils ont le droit et le devoir de se dire : « Est-ce que je peux ou est-ce que je ne peux pas suivre ? »

C'est là que nous en sommes venus aujourd'hui. Un vote de majorité, je le répète, ne changera rien à un cri de conscience assez fort chez nous pour étouffer ce souci de l'unité qui nous a toujours guidés.

Nous sommes convaincus, jusqu'au fond de nous-mêmes, que, pendant que vous irez courir l'aventure, il faut que quelqu'un reste garder la vieille maison. (*Très bien*). Nous sommes convaincus qu'en ce moment, il y a une question plus pressante que de savoir si le socialisme sera uni ou ne le sera pas. C'est la question de savoir si le socialisme sera, ou s'il ne sera pas. (*Applaudissements*).

C'est la vie même du socialisme que nous avons la conscience profonde de préserver en ce moment dans la mesure de toutes nos forces.

Et, puisque c'est peut-être pour moi la dernière occasion de vous le dire, je voudrais vous demander quelque chose qui est grave à mes yeux. Pouvons-nous vraiment, les uns et les autres, prendre là-dessus une sorte d'engagement suprême ? Demain, nous serons peut-être divisés comme des hommes qui comprennent différemment l'intérêt du socialisme, le devoir socialiste ? Ou serons-nous divisés comme des ennemis ?

Allons-nous passer notre temps devant la bourgeoisie à nous traiter les uns de traîtres et de renégats, les autres de fous et de criminels ? Ne nous ferons-nous pas, les uns et les autres, crédit de notre bonne foi ? Je le demande : y a-t-il quelqu'un ici qui croie que je ne suis pas socialiste ?

Cartier – Tu es confusionniste (*Tumulte*).

Blum – Dans cette heure qui, pour nous tous, est une heure d'anxiété tragique, n'ajoutons pas encore cela à notre douleur et à nos craintes.

Sachons nous abstenir des mots qui blessent, qui déchirent, des actes qui lèsent, de tout ce qui serait déchirement fratricide.

Je vous dis cela parce que c'est sans doute la dernière fois que je m'adresse à beaucoup d'entre vous et parce qu'il faut pourtant que cela soit dit. Les uns et les autres, même séparés, restons des socialistes ; malgré tout, restons des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir. » (*Applaudissements prolongés sur les bancs de droite. – Tumulte à gauche*).

*Discours de Léon Blum à la Chambre des députés
6 juin 1936*

M. le président. La parole est à M. le président du conseil, pour une communication du Gouvernement. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. Léon Blum, président du conseil. Messieurs, le Gouvernement se présente devant vous au lendemain d'élections générales où la sentence du suffrage universel, notre juge et notre maître à tous, s'est traduite avec plus de puissance et de clarté qu'à aucun moment de l'histoire républicaine. Le peuple français a manifesté sa décision inébranlable de préserver contre toutes les tentatives de la violence ou de la ruse les libertés démocratiques qui ont été son œuvre et qui demeurent son bien. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Il a affirmé sa résolution de rechercher dans les voies nouvelles les remèdes de la crise qui l'accable, le soulagement de souffrances et d'angoisses que leur durée rend sans cesse plus cruelles, le retour à une vie active, saine et confiante.

Enfin, il a proclamé la volonté de paix qui l'anime tout entier.

La tâche du Gouvernement qui se présente devant vous se trouve donc définie dès la première heure de son existence.

Il n'a pas à chercher sa majorité, ou à appeler à lui une majorité. Sa majorité est faite. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur*

divers bancs.) Sa majorité est celle que le pays a voulue. Il est l'expression de cette majorité rassemblée sous le signe du front populaire. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Il possède d'avance sa confiance et l'unique problème qui se pose pour lui sera de la mériter et de la conserver. (*Applaudissements.*)

Il n'a pas à formuler son programme. Son programme est le programme commun souscrit par tous les partis qui composent la majorité, et l'unique problème qui se pose pour lui sera de le résoudre en actes. (*Nouveaux applaudissements.*)

Ces actes se succéderont à une cadence rapide, car c'est de la convergence de leurs effets que le Gouvernement attend le changement moral et matériel réclamé par le pays.

Dès le début de la semaine prochaine, nous déposerons sur le bureau de la Chambre un ensemble de projets de loi dont nous demanderons aux deux Assemblées d'assurer le vote avant leur séparation. (*Très bien ! très bien !*)

Ces projets de loi concerneront :

- L'amnistie,
- La semaine de quarante heures,
- Les contrats collectifs,
- Les congés payés,
- Un plan de grands travaux (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*), c'est-à-dire d'outillage économique, d'équipement sanitaire, scientifique, sportif et touristique (*Très bien ! très bien !*),
- La nationalisation de la fabrication des armes de guerre (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur plusieurs bancs au centre*),
- L'office du blé qui servira d'exemple pour la revalorisation des autres denrées agricoles, comme le vin, la viande et le lait (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*),

- La prolongation de la scolarité (*Très bien ! très bien !*),
- Une réforme du statut de la Banque de France (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*), garantissant dans sa gestion la prépondérance de intérêts nationaux,
- Une première révision des décrets-lois en faveur des catégories les plus sévèrement atteintes des agents des services publics et des services concédés, ainsi que des anciens combattants. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Sitôt ces mesures votées, nous présenterons au Parlement une seconde série de projets visant notamment le fonds national du chômage, l'assurance contre les calamités agricoles, l'aménagement des dettes agricoles (*Applaudissements*), un régime de retraites garantissant contre la misère les vieux travailleurs des villes et des campagnes. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs au centre.*) À bref délai, nous vous saisissons ensuite d'un large système de simplification et de détente fiscale, soulageant la production et le commerce, ne demandant de nouvelles ressources qu'à la contribution de la richesse acquise, à la répression de la fraude, et surtout à la reprise de l'activité générale. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Tandis que nous nous efforcerons ainsi, en pleine collaboration avec vous, de ranimer l'économie française, de résorber le chômage, d'accroître la masse des revenus consommables, de fournir un peu de bien-être et de sécurité à tous ceux qui créent, par leur travail, la véritable richesse (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*), nous aurons à gouverner le pays. Nous gouvernerons en républicains. Nous assurerons l'ordre républicain. (*Applaudissements.*) Nous appliquerons avec une tranquille fermeté les lois de défense républicaine. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*) Nous montrerons que nous entendons animer toutes les administrations et tous les services publics de l'esprit républicain. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs au centre.*) Si les institutions démocratiques étaient attaquées, nous

en assurerions le respect inviolable avec une vigueur proportionnée aux menaces ou aux résistances. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. – Interruptions à droite.*)

Le Gouvernement ne se méprend ni sur la nature ni sur la gravité des difficultés qui l'attendent. Pas plus qu'il ne se les dissimule à lui-même, il n'entend les dissimuler au pays. (*Très bien ! très bien !*) Avant peu de jours, il dressera publiquement un premier bilan de la situation économique et financière (*Applaudissements*) tel qu'on peut l'établir au départ de la présente législature. Il sait qu'à un pays comme la France, mûri par un long usage de la liberté politique, on peut parler sans crainte le langage de la vérité et que la franchise des gouvernants rassure – bien loin de l'altérer – la confiance nécessaire de la nation en elle-même. (*Applaudissements.*) Quant à nous, l'immensité de la tâche qui nous incombe, bien loin de nous décourager ne fait qu'accroître notre ardeur. (*Nouveaux applaudissements.*)

C'est dans le même esprit et avec la même résolution que nous entreprendrons la conduite des affaires internationales. La volonté du pays est évidente. Il veut la paix. Il la veut unanimement. Il la veut indivisible (*Applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et au centre*) avec toutes les nations du monde. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Il identifie la paix avec le respect de la loi internationale et des contrats internationaux, avec la fidélité aux engagements pris et aux paroles données. Il souhaite ardemment que l'organisation de la sécurité collective permette d'arrêter la concurrence effrénée d'armements où l'Europe se trouve entraînée tout entière et conduise au contraire à son corollaire logique, c'est-à-dire à l'entente internationale pour la publicité, la réduction progressive et le contrôle effectif des armements nationaux. (*Applaudissements.*) Le Gouvernement aura pour ligne de conduite cette volonté unanime qui n'est nullement un signe d'abandon ni une marque de faiblesse. La volonté de paix d'une nation comme la France, quand elle est sûre d'elle-même, quand elle s'appuie sur la morale et sur l'honneur, sur la fidélité à ses amitiés éprouvées, sur la sincérité profonde de l'appel

qu'elle adresse à tous les peuples, peut être proclamée avec éclat et avec fierté. (*Applaudissements prolongés à l'extrême gauche, à gauche et sur plusieurs bancs au centre.*)

Tel est notre programme d'action. Pour l'accomplir, nous ne revendiquons pas d'autre autorité que celle qui est pleinement compatible avec les principes de la démocratie. Mais nous avons besoin de posséder pleinement celle-là. Ce qui crée l'autorité dans une démocratie, c'est la rapidité et l'énergie d'une action méthodiquement concertée, c'est la conformité de cette action avec les décisions du suffrage universel (*Très bien ! très bien !*), c'est la fidélité aux engagements publics pris vis-à-vis du corps électoral (*Applaudissements*), c'est la ferme détermination de mettre un terme à toutes les formes de la corruption. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur plusieurs bancs du centre.*) Ce qui la légitime, c'est la double confiance du Parlement et du pays.

Nous avons besoin de l'une et de l'autre. Le Parlement républicain, délégataire de la souveraineté, comprendra avec quelle impatience de grandes réalisations sont attendues, combien il serait périlleux de décevoir l'espoir avide de soulagement, de changement, de renouvellement, qui n'est pas particulier à une majorité politique ou à une classe sociale, mais qui s'étend à la nation tout entière. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.*) Il démontrera ainsi, une fois de plus, la partialité et la vanité des tentatives faites pour le discréditer devant l'opinion publique. De son côté, le pays comprendra que la tâche dont il a chargé la Chambre nouvelle et dont la majorité nous charge à son tour, ne peut s'accomplir que si le Gouvernement en conserve la libre direction comme la responsabilité, que si le maintien de la concorde et de la sécurité publique fournit à son travail les conditions d'efficacité indispensables, que si les partis politiques et les organisations corporatives groupées dans le rassemblement populaire coopèrent tous à son effort. (*Applaudissements.*)

Nous avons l'ardent désir que les premiers résultats des mesures que nous allons mettre en œuvre avec votre collaboration se fassent promptement

sentir. Nous n'en attendons pas seulement l'apaisement de misères présentes dont nous nous sentons, comme vous tous, étroitement solidaires. Nous espérons ranimer jusque dans la profondeur de la nation sa foi en elle-même, dans son avenir, dans son destin. Étroitement unis à la majorité dont nous sommes l'émanation, nous sommes convaincus que notre action doit et peut répondre à toutes les aspirations généreuses, bénéficier à tous les intérêts légitimes. La fidélité à nos engagements, telle sera notre règle. Le bien public, tel sera notre but. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche, à gauche et sur divers bancs au centre. – MM. les députés siégeant sur ces bancs se lèvent et applaudissent longuement.*)

Procès de Riom
19 février-14 avril 1942

Audience du 11 mars 1942
(fin de l'interrogatoire de Léon Blum)

[...] J'ai encore quelques mots à ajouter. Je ne crois pas avoir éludé en rien l'accusation. Mais je voudrais faire un dernier effort pour la toucher dans ce que je sens bien être son réduit intime, dans ce que je sens bien être son intention, son inspiration profonde.

Pour mon usage personnel, quand je prends des notes pour mon travail, c'est ce que j'appelle « l'argument du venin ». L'accusation semble convaincue – et c'est ce dont elle voudrait convaincre l'opinion – que ma politique a injecté dans la société française, et spécialement dans la classe ouvrière, un venin, un poison, un élément toxique, tellement toxique que ses effets délétères se sont poursuivis indéfiniment et durent peut-être encore aujourd'hui.

Je crois que c'est bien cela le fond de l'accusation, je crois que c'est bien le fond que l'on retrouve sous les divers griefs, sous les divers chefs d'accusation, sous les questions de tout ordre qui m'ont été posées au cours de l'instruction. Je ne veux pas dire que cela soit articulé d'une façon bien précise nulle part, mais je ne crois pas me tromper en affirmant qu'on sent partout cette idée latente et présente. J'ai empoisonné le pays et je l'ai intoxiqué par ce qu'on appelle ma faiblesse et ma complaisance vis-à-vis des menées subversives et, premièrement, j'imagine, vis-à-vis du Parti communiste.

En quelques mots, sans embarras, je voudrais m'expliquer sur mes rapports avec le Parti communiste. C'est entendu, le Parti communiste était entré dans la coalition de « Front populaire ». C'est entendu aussi, l'année précédente, à la fin de 1935, un pacte dit « d'unité d'action » avait été conclu entre le Parti communiste et celui auquel j'appartenais moi-même, le Parti socialiste. La raison d'être de ce pacte d'unité d'action, comme la raison d'être de la coalition de « Front populaire », je vous l'ai déjà indiquée : c'était un réflexe de défense instinctive contre les menaces, contre les dangers dont étaient menacées, en France, les institutions républicaines et la liberté elle-même.

Mais le pacte d'unité d'action et la coalition de « Front populaire » n'ont été conclus qu'après une certaine date, après la date où M. Laval, ministre des Affaires étrangères du cabinet Flandin, était parti pour la Russie, avait signé un pacte avec M. Staline et où M. Staline, par une manifestation publique et retentissante, avait approuvé, avalisé, les efforts qui étaient faits en France pour augmenter la puissance défensive du pays. Ce n'est qu'après cette déclaration, après que les communistes, conformément à la déclaration de Staline, eurent abandonné, en matière de défense nationale, la position dite de défaitisme révolutionnaire que Thorez affirmait encore contre moi à la tribune dans le débat du 15 mars 1935, ce n'est qu'après qu'ils eurent renoncé explicitement à leur campagne autonomiste en Alsace-Lorraine, c'est seulement après cela qu'ont pu être conclus, d'une part, le pacte d'unité d'action et, d'autre part, la coalition de « Front populaire ».

Je ne crois pas que les dirigeants du Parti communiste eussent pour moi des sentiments de prédilection particulière. J'avais été, dans le Parti socialiste, l'homme qui, au moment de notre scission, avait le plus efficacement résisté à une adhésion globale du Parti socialiste français à la III^e Internationale au Komintern. J'étais l'homme qui, contre le Parti communiste, avait marqué le plus fortement la distinction ou même la contradiction des deux doctrines. Malgré tout, j'ai été partisan de l'unité

d'action et de l'entrée des communistes dans le « Front populaire », à partir du moment où ces obstacles ont été levés : question de défense nationale et question d'Alsace-Lorraine.

Je suis devenu chef du Gouvernement. Je ne crois pas que dans une seule occasion, dans une seule circonstance, je leur ai cédé ; je ne crois pas que jamais, jamais sous leur pression, j'ai abdiqué un seul des devoirs que me dictait ma mission de chef de Gouvernement. Dans une circonstance à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure, à propos de cette entrevue dont j'ai fait revivre certains aspects devant la Cour, le Parti communiste s'était prononcé d'avance contre moi, de la façon la plus menaçante ; mon attitude n'a pas été modifiée. Dans la politique dite de non-immixtion en Espagne, j'ai rencontré son opposition déclarée ; je n'en ai pas moins persisté dans ce que, toutes les données du problème étant posées, je considérais comme l'intérêt de la France. À aucun moment je n'ai cédé. Il est possible qu'il n'ait pas désiré que mon Gouvernement se prolongeât, qu'il ne m'ait pas toujours servi, si je puis dire, sans arrière-pensée, mais j'étais convaincu et je suis encore convaincu qu'il est impossible de défendre en France les libertés républicaines en excluant de cet effort les masses ouvrières et la fraction de l'élite ouvrière encore groupées autour de la conception communiste. Et je pensais surtout que c'était un immense résultat et un immense service rendu que d'avoir ramené ces masses et cette élite à l'amour et au sentiment du devoir envers la patrie.

Cela dit, qu'il y ait eu entre eux et moi telles ou telles difficultés, cela n'a plus d'importance et pour ma part, je les efface entièrement de ma pensée. Je n'oublie pas qu'à l'heure où je parle l'Union soviétique est engagée dans la guerre, dans la même guerre que nous, il y a deux ans, contre les mêmes adversaires. Je n'oublie pas que, dans la zone occupée, le Parti communiste fournit sa large, sa très large part d'otages et de victimes. J'ai lu l'autre jour, dans une liste d'otages donnée par un journal, le nom du petit Timbaud. J'ai très bien connu le petit Timbaud : c'était un secrétaire de l'Union des Syndicats métallurgiques de la région parisienne. Il était à la conversation

du 15 mars. Je l'ai vu souvent et j'ai été bien souvent en bataille avec lui. Seulement, il a été fusillé et il est mort en chantant la Marseillaise, cette Marseillaise que, malgré tout, nous avons réapprise aux ouvriers à chanter, peut-être pas la Marseillaise officielle, peut-être pas la Marseillaise des cortèges officiels et des quais de gare, mais la Marseillaise de Rouget de l'Isle et des volontaires de l'an II, la Marseillaise du groupe de Rude, la Marseillaise de Hugo « ailée et volant dans les balles ». C'est comme cela qu'est mort le petit Timbaud et que sont morts beaucoup d'autres. Par conséquent, pour ma part, en ce qui concerne le Parti communiste, je n'ajouterais rien.

Est-ce que j'ai été plus complaisant envers mon propre Parti, envers le Parti auquel j'appartenais et que je représentais au Gouvernement ? Je suis toujours demeuré avec lui dans le contact le plus étroit, mais je vous ai dit hier, à une autre occasion, quelle avait été mon attitude. J'ai joué un rôle un peu singulier, un peu original dans la vie publique, en ce sens que je n'ai jamais recherché le pouvoir, que j'ai même mis à m'en écarter autant d'application et de soin que d'autres pouvaient mettre à s'en rapprocher et que j'en ai détourné mon Parti aussi longtemps que cela m'a paru possible. Mais à partir du jour où les circonstances le lui ont imposé et me l'ont imposé, je n'ai jamais agi que comme chef responsable du Gouvernement républicain. Si je m'étais trouvé en désaccord avec mon Parti, je vous ai dit hier ce que j'aurais fait. Mais j'ai eu cette bonne fortune, tout au contraire, de le rallier à moi dans toutes les conjonctures difficiles de mon Gouvernement, bien que ses premières inspirations, ses premiers mouvements fussent peut-être contraires. Il en a été ainsi dans l'affaire de la guerre d'Espagne, il en a été ainsi dans l'affaire de la « Pause », il en a été ainsi lorsqu'il s'est agi en 1938 de former un gouvernement d'unité française. Toujours, j'ai eu cette chance de pouvoir rallier autour de moi la masse de mes amis. Ce n'est pas moi qui me suis plié devant une volonté de Parti, c'est moi qui ai gagné le Parti auquel j'appartenais à la conception politique que je jugeais nécessaire en fonction des intérêts dont j'avais la

charge. Je ne me suis pas soumis à un Parti, j'ai persuadé le Parti de se soumettre à ce que je croyais être l'intérêt collectif ; l'intérêt de la nation. Vous pouvez, je le répète, lire tous les discours que j'ai prononcés dans toute cette période, toujours la même notion du « bien public », toujours l'appel aux mêmes sentiments : l'entente, la conciliation, la concorde. Le discours de Luna-Park dont je parlais hier s'achève par un rappel de la définition sublime que Hugo a donnée de la patrie : « Ô patrie ! Ô concorde entre les citoyens. »

Par conséquent, je ne trouve rien dans tout cela qui peut justifier cette accusation latente et constante. Je vois, excusez-moi, le bien que j'ai pu faire, je vois que j'ai apaisé de grands conflits sociaux, je vois que, pour la première fois, j'ai groupé l'unanimité autour des crédits d'armement ; je vois que j'ai préparé les esprits en France à cette conception de l'unité française qui aurait pu, qui aurait dû être aussi belle qu'elle l'a été dans les premiers mois de la guerre de 1914, car c'est un spectacle qui laisse à tous ceux qui l'ont connu un souvenir inoubliable. Je vois ce que j'ai fait, je vois le bien que j'ai pu faire, que j'ai été assez heureux pour faire. Quel est le mal que même involontairement, même malgré une bonne volonté et un désir de bien, dont personne ne doute, je crois, quel est le mal que j'aurais commis ? Est-ce que mon crime d'empoisonneur et de traître, c'est d'avoir – on l'a dit – ruiné l'autorité patronale, détruit les cadres de la discipline ? Je ne le crois pas, car s'il en était ainsi, on aurait incriminé ma loi sur les contrats collectifs. Cette loi sur les contrats collectifs, c'est elle qui a introduit la démocratie dans l'usine, celle qui frustre le patron de son droit, peut-être essentiel, lié dans une certaine mesure à son droit de propriété : le droit de discuter en tête-à-tête avec chacun de ses ouvriers, les conditions de travail. C'est elle qui fait du contrat de travail la matière d'une discussion égale, paritaire entre ouvriers et patrons, entre collectivité ouvrière et collectivité patronale.

S'il y a eu une loi qui a modifié le principe de l'autorité patronale, c'est bien celle-là. Pourtant, elle est en dehors du débat. Je ne suis pas de ceux

qui ont jamais essayé de ruiner l'autorité du chef d'industrie. Trop souvent, hélas ! les patrons s'en chargent eux-mêmes. Je crois que, dans une démocratie ouvrière comme dans une démocratie politique, l'autorité est nécessaire, un chef la conquiert quand il donne à la fois l'exemple de la compétence, du labeur, de la justice et de la bonté. Mais en revanche, je crois qu'il y a une forme de l'autorité patronale qui a disparu et qu'on ne reverra plus ; celle dont hélas ! pendant cette période difficile, certains patrons semblaient entretenir la réminiscence un peu douloureuse.

Le patronat de droit divin est mort. L'autorité patronale analogue au commandement hiérarchique, analogue au commandement totalitaire, c'est fini, c'est mort. On ne donnera plus à des masses ouvrières le sentiment qu'elles sont asservies au travail par le lien d'une hiérarchie qu'elles n'ont pas eu le droit de discuter et auquel elles n'ont pas volontairement consenti.

Tout cela est d'un autre temps. Sous quelque forme qu'on la conçoive, même quand on la conçoit, comme on le fait aujourd'hui, l'organisation du travail ne sera plus et ne peut plus être qu'un système plus ou moins complexe de coopération, embrassant tous les personnels de l'entreprise, depuis le patron jusqu'au dernier manœuvre. On ne mènera plus la multitude ouvrière par la contrainte, on n'asservira plus les masses ouvrières au travail.

Je cherche donc quel peut être le contenu tangible, concret de cette accusation dont personne ne pourrait dire qu'elle n'est pas présente sous toutes les charges dirigées contre moi. Et quand je cherche, quand j'examine à quoi répondent ces griefs de faiblesse et de complaisance par quoi l'âme de ce pays aurait été altérée, j'en reviens toujours en dernière analyse à cette éternelle occupation des usines dont je vous ai tant parlé.

Messieurs, je ne reviens pas sur tout ce que j'ai dit. Il n'y a pas je crois d'argument que je n'aie fourni. Je vous ai dit pourquoi la répression, telle qu'on semble la regretter dans certaines dépositions, me semblait

impossible, puisque si elle avait été possible, elle aurait été la pire des fautes, le pire des crimes contre la patrie.

Mais supposons que j'aie fait ce qu'on paraît me demander, ce que certains témoins, tout au moins, paraissent me demander, ce qu'on paraît regretter que je n'aie pas fait. Supposons que j'aie exécuté la saignée ouvrière, que j'aie provoqué de nouvelles journées de juin, car c'est à peu près là historiquement que l'on peut trouver l'analogie la plus vraisemblable. C'est entendu, j'aurais rétabli l'ordre, l'ordre matériel. Est-ce que vous croyez que je l'aurai rétabli pour longtemps ? Ne savez-vous donc pas qu'il y a dans ce pays un fond de générosité auquel l'usage et l'abus de la force répugnent ? Ne savez-vous pas qu'au bout d'un certain temps, dans tout mouvement de ce genre, si condamnable qu'il ait paru, finalement, c'est toujours aux victimes que la sympathie publique s'attache ? J'ai rempli un rôle auquel j'oserais dire presque que j'étais destiné, un rôle de conciliateur. Si j'avais fait autre chose, si j'avais été le bras qui frappe, le bras qui venge tant de peur, si j'avais usé de la force, l'ordre que j'aurais rétabli n'aurait été qu'un ordre fragile et précaire, parce que j'aurais heurté ce qu'il y a de plus profond, de plus sensible, de plus généreux dans l'âme de ce pays. Briand, à la Chambre, dans un mouvement admirable, disait : « Voyez mes mains, pas une goutte de sang. » Il répondait à ce profond sentiment populaire. Hier soir, dans ma cellule, je lisais la Révolution française de Michelet, et, comme par hasard, comme quand on ouvre la Bible, en cherchant un texte, je suis tombé sur cette phrase : « Le cœur me saigne de voir couler le sang français. » La phrase entre guillemets. Qui a dit cela ? C'était Jeanne d'Arc.

Voulez-vous que je vous donne un témoignage de cette sensibilité française ? Je n'ai pas à chercher bien loin. Le 6 février, le Gouvernement avait empêché l'émeute de renverser à main armée les institutions républicaines. Il avait accompli son devoir strict, je ne crois pas que nul en puisse disconvenir ; en tout cas, je n'en disconviens pas. Il avait accompli son devoir en repoussant de vive force l'assaut donné au pouvoir,

je le répète, par des troupes armées. Il n'a pourtant pas survécu à l'emploi de sa force. Et par un extraordinaire paradoxe, les hommes qui ont exploité avec férocité contre le Gouvernement de ce temps le malaise profond de l'opinion, cette horreur du sang répandu qui est au fond, je le répète, de la sensibilité française, ces mêmes hommes étaient précisément ceux qui avaient préparé l'émeute par leurs provocations. Et ce sont encore eux qui me reprochent le plus âprement aujourd'hui d'avoir, par faiblesse et complaisance coupables, ménagé le sang des ouvriers, le sang du peuple. Comme s'il y avait deux espèces de sang en France. Le sang bourgeois, et quand par malheur on le répand, on est un criminel, on est un « fusilleur », on est un « galopin sanglant » et le sang ouvrier, celui-là quand on l'épargne, on est un politicien débile, misérable qui pervertit le pays par sa faiblesse et qui a trahi son devoir.

Pour la sauvegarde des institutions libres, c'était un crime d'user de la force, mais pour la protection de certains modes de la propriété ou de certaines formes de l'autorité patronale, c'était un crime de ne pas user de la force. Mais alors, quelles sont donc la nature, la mesure, la limite de ce droit de légitime défense qui appartient à tous les gouvernements et qui est le corollaire, le complément nécessaire de son devoir d'assurer l'ordre ? Ce droit de légitime défense a des limites pour le Gouvernement comme il en a pour les particuliers. Votre jurisprudence de la Cour de cassation en a laborieusement défini les limites pour le particulier. Il y en a aussi pour le Gouvernement. Le Gouvernement peut user de la force lorsque l'essence du régime est mise en cause, lorsqu'un intérêt vital de la patrie est menacé, mais alors seulement. Dans les troubles auxquels on pense et où l'on m'accuse d'avoir été si criminellement débile, ni l'essence du régime ni l'intérêt vital du pays n'étaient menacés. Son intérêt aurait bien autrement souffert d'une conduite contraire. Ce qui était menacé, je le répète, c'étaient les formes du respect dû à la propriété et à l'autorité patronale.

Messieurs, je vous assure que je suis bien là au cœur de la question ; j'y ai bien réfléchi. Le fond de la question est bien là, car si l'on recherche les

causes profondes de cette émotion, de cette « grande peur » de juin 1936, on se rend compte que ce qui effrayait le plus peut-être les représentants intelligents et prévoyants de la bourgeoisie, c'était la modération même de ce mouvement, c'était le respect même de l'ordre physique, de l'ordre matériel à l'intérieur des usines. Je vous l'ai dit : les ouvriers étaient installés autour des machines tranquilles, disciplinés, montant la garde, entretenant le matériel, désignant des corvées pour cet entretien. Ils étaient là comme des gardiens, c'est-à-dire des surveillants, et aussi, dans un certain sens, comme des co-propriétaires. Le sens de leur attitude, et on le sentait bien quand on réfléchissait du côté patronal, c'est que dans leur conviction, quelque chose de leur travail s'était incorporé à ces machines qu'ils avaient si longtemps maniées. Appelez cela comme vous voudrez : droit de regard, droit de protection, droit de copropriété du travail industriel sur l'appareil productif du pays, conscience de ce qu'il y a d'indissoluble dans le régime moderne de la production, entre l'instrument matériel et le travail de l'homme, on sentait tout cela, mais les ouvriers le sentaient aussi. Et cette idée, il ne faut pas vous imaginer qu'elle était toxique, qu'elle faisait parcourir dans les veines de la classe ouvrière ce poison mortel dont les effets se feraient encore sentir après tant d'années. Si vous envisagez des sentiments de ce genre avec gravité et sans prévention, vous vous rendez compte, au contraire, qu'ils ne peuvent que coopérer à un sentiment d'unité entre les différentes classes qui composent la nation. Et, du point de vue spécial qui vous occupe, constater une communauté de droits et de devoirs vis-à-vis du patrimoine national, est-ce que cela ne conduit pas à en assurer et à en préparer la défense commune, la défense unanime ? La prise de conscience de ces idées nouvelles, croyez-vous qu'elle n'a pas été pour quelque chose, bien loin de conduire le pays à son désarmement moral et à son abandon, dans cet élan unanime qui l'a, au contraire, entraîné pour sa défense, au moins tant que des forces purement intérieures ont joué en France ?

Karl Marx a dit que le prolétaire n'a pas de patrie et avec cela il était d'accord avec toutes les législations anciennes, car en Grèce ou à Rome le prolétaire n'était pas soldat, pour la raison qu'il n'avait pas de biens à défendre. Mais Jaurès a dit que si le prolétaire n'avait pas de patrie, le progrès républicain peu à peu lui en faisait une et c'est à mesure qu'on crée peu à peu pour les ouvriers une copropriété de la patrie qu'on leur enseigne à défendre cette patrie.

Cette espèce d'accord unanime qu'on a trouvé en France au moment de la mobilisation était un peu la conséquence de tout cela ; et, par conséquent, était un peu notre œuvre. Rappelez-vous les incidents qui ont précédé la guerre de 1914, cette guerre que la République, ce régime républicain tant honni, tant décrié, a pourtant gagnée. Rappelez-vous le syndicalisme révolutionnaire ; rappelez-vous l'hervéisme ; rappelez-vous les mutineries de 1913 ; rappelez-vous l'avant-veille de la mobilisation, l'assassinat de Jaurès ; rappelez-vous quelle angoisse on pouvait éprouver alors sur ce que serait l'attitude de la masse ouvrière vis-à-vis d'un ordre de mobilisation. Vous n'avez rien vu de pareil, tant que ce sont des influences purement nationales qui ont joué, vous n'avez trouvé aucune exception de cette unanimité. Cela est constaté par de nombreuses pièces au dossier et je crois que cela a été constaté dans un de ses mémoires par le général Gamelin lui-même.

Dans cette espèce de résolution silencieuse et grave qui a amené nos fils, le mien comme les autres, vers leur régiment, je crois que quelque chose venait de nous et que quelque chose tenait aussi à notre œuvre.

Messieurs, j'ai achevé. Vous pourrez naturellement nous condamner. Je crois que, même par votre arrêt, vous ne pourrez pas effacer notre œuvre. Je crois que vous ne pourrez pas, – le mot paraîtra peut-être orgueilleux – nous chasser de l'histoire de ce pays. Nous n'y mettons pas de présomption, mais nous y apportons une certaine fierté : nous avons dans un temps bien périlleux personnifié et vivifié la tradition authentique de notre pays, qui est la tradition démocratique et républicaine. De cette

tradition à travers l'histoire, nous aurons, malgré tout, été un moment. Nous ne sommes pas, je le sais, quelque excroissance monstrueuse dans l'histoire de ce pays, parce que nous avons été un gouvernement populaire ; nous sommes dans la tradition de ce pays depuis la Révolution française. Nous n'avons pas interrompu la chaîne, nous ne l'avons pas brisée, nous l'avons renouée et nous l'avons resserrée.

Naturellement, il est facile quand on dispose de tous les moyens qui agissent sur l'opinion de défigurer notre œuvre, comme on peut défigurer notre personne, notre visage. Mais la réalité est là et elle se fera jour. La durée de l'effort humain ne commande pas le rendement d'un appareil industriel, le loisir n'est pas la paresse ; la liberté et la justice n'ont pas fait de la patrie une proie désarmée ; avec les ilotes on ne fait pas plus des ouvriers que des soldats. Qu'il s'agisse de manier l'outil ou de manier l'arme, ce sont la liberté ou la justice qui engendrent les grandes vertus viriles, la confiance, l'enthousiasme et le courage. Quand on nous dit : « Vous avez eu tort, il fallait agir autrement », on nous dit nécessairement, forcément : « Il fallait trahir et briser la volonté exprimée par le peuple. » Nous ne l'avons ni trahie ni brisée par la force, nous y avons été fidèles.

Et, Messieurs, par une ironie bien cruelle, c'est cette fidélité qui est devenue une trahison. Pourtant notre fidélité n'est pas épuisée, elle dure encore et la France en recueillera le bienfait dans l'avenir où nous plaçons notre espérance, et que ce procès même, ce procès dirigé contre la République, contribuera à préparer.

*38^e Congrès national de la SFIO
29 août-1^{er} septembre 1946*

Discours de Léon Blum, 29 août 1946

Salué par les acclamations du Congrès, Léon Blum succède au micro à Daniel Mayer.

J'ai assisté depuis trente ans à tous les congrès, sauf une interruption forcée, je crois bien avoir pris la parole à chacun de ces congrès, et jamais, au grand jamais, je crois bien, je ne l'ai fait, je crois bien, avec tant de gêne et tant de trouble.

Quelque chose m'échappe dans ce qui se passe, quelque chose que je ne comprends pas. Je m'épuise en vain et depuis des jours et des jours à saisir clairement les causes et surtout la proportion des causes avec les effets.

Dans les votes des fédérations, une majorité de mandats s'est prononcée pour le rejet du rapport moral. Rejet du rapport moral : je n'ai connu aucun exemple dans notre Parti qui, pourtant a traversé des crises assez graves.

Bracke nous rappelait tout à l'heure que l'institution du rapport moral était de date relativement récente, mais il remonte pourtant à plus d'une quinzaine d'années. Au cours de cette période, des changements d'orientation politique se sont produits et jamais, au grand jamais on a infligé ce désaveu, cette condamnation aux organismes directeurs, qui avaient joué le jeu.

Le précédent le plus exact à certains égards, c'est ce qui s'est passé en 1918, immédiatement après l'Armistice, quand le Parti s'est réuni. Il y eut alors dans le Parti une révolution de palais à peu près complète. Mais il existait dans le Parti une division réelle, une division profonde, si profonde qu'elle devait éclater à Tours une année plus tard.

La III^e Internationale venait de se constituer, elle avait tenu ses deux premiers congrès, elle avait défini une doctrine qui agissait à l'intérieur de notre Parti, comme en discrimination d'une espèce nouvelle et particulièrement énergique entre partisans et adversaires de l'adhésion à la III^e Internationale.

Le fossé se creusait de plus en plus profondément. Un cruel débat s'était élevé entre nos intérêts constamment plus âpre à mesure que se poursuivait la négociation du traité de paix : celui qui portait sur la participation gouvernementale pendant la guerre, entre ceux d'entre nous qui étaient les partisans de la défense nationale et ceux qui se posaient déjà comme les précurseurs du dilemme républicain.

C'étaient là de graves conflits portant sur l'essence même du socialisme. Y a-t-il, aujourd'hui, parmi nous, quelque chose de comparable, de comparable à un degré quelconque ?

J'ai beaucoup entendu dire et j'ai même lu que le trouble intérieur du Parti et que ses récentes divisions avaient pour origine une division, un affaissement de la doctrine.

Je serais heureux, pour ma part, profondément heureux de penser qu'il existât dans les masses de notre Parti un attachement passionné à sa doctrine et un souci jaloux et constant de sa pureté.

Je serais heureux de penser que dans nos sections, le vote pour ou contre le rapport moral a été déterminé par des dissensions et des distinctions de doctrine sur les rapports de la lutte de classe ou sur les rapports du matérialisme historique.

Mais, à la vérité, j'en doute et je ne suppose pas que vous le croyez plus

que moi et, à une ou deux exceptions près, le débat auquel j'ai assisté ne m'en a pas donné davantage l'impression, et à vrai dire, je ne crois pas qu'à aucun moment de notre histoire socialiste la doctrine, la doctrine commune du parti était plus cohérente, plus homogène moins contestée qu'elle ne l'est à l'heure présente.

La vérité, c'est que pendant les quinze années qui ont suivi l'unité et aussi pendant les quinze années qui ont suivi la scission de Tours, il s'est élaboré au sein même de notre Parti, une doctrine qui combinait la pensée de Marx avec celle de Jaurès, ce qui n'était pas une combinaison si difficile à réaliser. Devenue en réalité celle de tout le socialisme international comme du socialisme français, elle ne faisait et ne fait encore l'objet, aujourd'hui, d'aucune contestation, d'aucune division certaine.

A-t-elle été remise en cause sur un point quelconque ? Je vous le répète, avec conscience et avec scrupule, j'essaie de déterminer le point de friction, de le localiser, de le situer, afin de vérifier s'il est facile ou difficile de le réduire et, en réalité, je ne le découvre pas.

Je crois que je pourrais énoncer ici un certain nombre de principes, un certain nombre d'articles de catéchisme auxquels aucun de vous ne pourrait et ne voudrait faire objection, et je crois qu'il est facile de définir sans contestation, sans contradiction ce qui est aujourd'hui notre doctrine commune, celle de Guy Mollet, celle de Daniel Mayer et la mienne.

Nous sommes le Parti socialiste et notre objet est la transformation révolutionnaire de la structure sociale, c'est-à-dire du régime de la production et de la propriété.

Nous travaillons à cette transformation, dans l'intérêt de l'unité humaine, de l'individu, aussi bien que dans l'intérêt de la collectivité parce que nous considérons ces deux catégories d'intérêts comme entièrement et nécessairement solidaires.

C'est cette transformation essentielle de la structure sociale, cette mutation, pour emprunter l'expression au vocabulaire de la biologie

transformiste, c'est cette mutation qui constitue pour nous la révolution et c'est dans ce sens que j'ai dit ou écrit tant de fois et que je répétais, il y a un an à cette même place, que je ne connaissais pas deux espèces de socialisme, dont l'un serait révolutionnaire et dont l'autre ne le serait pas. (*applaudissements*)

Nous pensons que cette transformation est révolutionnaire, même si elle est acquise par des moyens légaux et, à l'inverse, un soulèvement populaire victorieux qui n'aboutirait pas à la transformation sociale, ne serait pas pour nous la révolution.

Si nous luttons pour cette transformation, ce n'est pas seulement parce qu'elle est dans le sens d'une loi de l'histoire, parce qu'elle traduit le parapet des forces de production et des rapports sociaux que ces forces de production déterminent, c'est aussi parce qu'elle est conforme à la justice.

Et, quand nous nous servons, comme nous le pouvons, chaque jour dans notre vocabulaire courant, comme classes exploitées et classes exploiteuses, par là même, nous introduisons un élément de droit, un élément de justice. Nous y travaillons parce qu'elle est conforme à la justice, parce qu'elle mettra fin à la lutte des classes, parce que, suivant l'expression de Jaurès, elle reconstruira l'humanité avec elle-même, parce qu'elle assurera à chaque individu le libre champ de sa vocation naturelle et le plein développement, le plein épanouissement de sa personne.

Nous croyons que cette transformation ne peut être obtenue que par l'action nationale et internationale des travailleurs groupés en partis de classes pour leur propre libération.

Nous croyons que la mutation révolutionnaire du système social a pour condition la conquête du pouvoir politique par les travailleurs constitués en partis de classes, conquête du pouvoir qui est la condition préalable et indispensable de la transformation révolutionnaire mais qui n'est pas une fin en soi.

Je ne crois pas qu'il y a là, une seule idée, un seul mot, un seul terme même qui puisse provoquer une seule objection de la part d'un seul d'entre vous car cette pensée est bien notre pensée commune. Elle est exprimée aussi bien dans le programme électoral de 1919 que dans les statuts dont le vote remonte à quelques mois.

Dans cet ensemble qui est cohérent, qui est complexe, il va de soi que l'accent peut être mis sur une formule plutôt que sur une autre, que le projecteur peut être dirigé sur tel ou tel aspect plutôt que sur tel autre, cela varie avec les tempéraments individuels et cela varie aussi avec les circonstances, mais il est inévitable qu'au lendemain d'une guerre qui a été conduite au nom de l'idée de liberté, au lendemain d'une victoire dont le fruit était la libération des peuples, tout ce qui, dans notre doctrine, tend à libérer la personne humaine de toutes les servitudes qui reparaissent et dont la servitude sociale est le principe commun, apparaisse au premier plan de notre pensée.

Il était également inévitable qu'au lendemain de la guerre, de la Résistance et de la Libération, nous fassions entrer en ligne de compte, dans l'exposition et dans la propagation de notre doctrine, un fait dont nous avons tous été les témoins et dont nous avons tous saisi l'importance du point de vue social : que la conscience de classe, l'organisation de classe, l'action de classe, n'empêche pas les travailleurs de participer aux passions collectives qui anime la totalité d'un peuple ; quand se pose pour lui des questions de vie ou de mort, quand il est menacé dans son indépendance et même dans son existence.

Il était inévitable que dans cet état que Daniel analysait tout à l'heure, après plusieurs d'entre vous, dans cet état d'aspirations confuses d'une Nation qui, tout entière, cherchait instinctivement des formes nouvelles à sa vie enfin libérée, nous faisons effort pour débarrasser notre doctrine d'une partie des vieilles équivoques qui pesaient sur elle. Ces équivoques sont anciennes comme le monde ou peu s'en faut, puisque Platon se débattait déjà avec elles, contre elles.

Il était naturel que nous fussions amenés à montrer que la cité socialiste n'est ni la caserne ni le cloître, comme l'ont répété tant de fois nos adversaires, que l'égalité n'est pas l'uniformité, que l'égalité consiste à placer chaque individu au poste social qui lui convient, au poste que lui assigne sa vocation naturelle, reconnue et développée par la société elle-même, qu'ainsi le socialisme ne nie pas, mais qu'il recherche, qu'il développe et qu'il entend utiliser pour le bien collectif toutes les originalités et tous les mérites personnels.

La motion dont Guy Mollet est le premier signataire parle d'humanisme erroné. Je crois que, dans cette formule, je puis me reconnaître sans un excès de vanité. Mais en parlant d'humanisme, je n'ai jamais dit autre chose que ceci : la conception socialiste n'est pas d'opprimer l'individu, mais tout au contraire, elle est la libération intégrale de la personne humaine.

Il n'est pas dans mes habitudes d'apporter à la tribune des citations, mais ces jours derniers, corrigeant les épreuves d'un livre qu'un de mes camarades des fédérations de la Dordogne vient d'écrire sur Jaurès philosophe et socialiste, j'ai noté au hasard de ma lecture : « Le socialisme intégral ou le socialisme n'apparaît pas comme une étroite vocation, mais comme l'humanité elle-même, comme l'image de l'humanité ».

Jaurès écrit ailleurs : « La transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale est le seul moyen d'affranchir la personne humaine ».

Puis il écrit enfin : « Au fond du capitalisme, il y a l'abnégation de l'homme ».

Ce sont des formules de ce genre qui sont à méditer.

Je suis resté fidèle à la pensée de Jaurès en pensant que lorsque nous définissons le socialisme en tant que parti de classes, c'est essentiellement son action de classe, c'est-à-dire la conviction acquise par le prolétariat qu'il doit s'émanciper lui-même et qu'il doit seul s'émanciper, c'est essentiellement cette conception que nous avons en vue.

Il y a un an et quelques jours, à cette même place, j'ai essayé de distinguer

le matérialisme historique, loi d'explication de l'histoire, et ce matérialisme dialectique de Lénine dont un livre a fourni récemment une analyse si riche, si profonde, si exacte. C'est cette hérésie, je crois qu'on me pardonne le moins.

Je n'ai élevé ici aucune critique contre le matérialisme historique, j'ai seulement regretté que l'expression fut équivoque et je n'avais pas tort d'exprimer ce regret puisque par l'abus d'un mot équivoque, les documentations auxquelles je faisais allusion prétendent établir une connexion nécessaire entre le marxisme et le matérialisme philosophique qui est une explication de la connaissance ou de l'existence.

Ce qu'on appelle le matérialisme dialectique pose comme une certitude que tous les phénomènes de la vie et de la pensée sont réductibles à des lois chimiques, physiques ou biologiques, et que ces lois elles-mêmes, sont finalement explicables par les seules qualités de la matière inorganique.

Je crois à une explication purement rationnelle des phénomènes de la connaissance et je crois d'autre part que les lois de l'existence sont introduites à notre esprit en tant qu'objet de connaissances scientifiques, mais cela importe peu.

La question est si grave que, dans le projet de charte d'unité rédigé l'an dernier par un congrès du Parti communiste, la belle charte du parti ouvrier français, on pose comme condition à l'unité organique une adhésion au matérialisme dialectique défini par Lénine et par Staline.

Un homme se présente à vous pour rentrer dans le Parti, allez-vous lui demander s'il croit au matérialisme dialectique, allez-vous lui parler des lois de la matière inorganique, allez-vous faire dépendre le socialisme d'une philosophie quelle qu'elle soit ? Allez-vous proclamer que la conviction socialiste soit incompatible avec une croyance quelconque ? Vous avez toujours dit et écrit le contraire, vous l'avez écrit à nouveau – c'est une des rares phrases qui ne soit pas de ma main. « Le Parti socialiste se refusait à établir entre ses adhérents aucune espèce de distinction d'ordre philosophique ou religieux ».

Je crois que vous le pensez encore. Vous ne le penserez peut-être plus dans un an, si d'ici là, la polémique communiste, menée avec la méthode et la ténacité que vous connaissez, vous ont persuadés du contraire. Aujourd'hui, vous ne le croyez pas et aucun ne voudrait l'exprimer à la tribune.

Alors, où est la division ? Où est l'opposition doctrinale ? Où est la définition ? Sur quoi doit donc porter le redressement, le raidissement dont on a cessé de nous entretenir dans cette journée ?

Marx a toujours exprimé que l'action de classes du prolétariat impliquait nécessairement une action politique. Cette conception marxiste n'a pas été contestée depuis 75 ans, depuis les débats qui, au son de la première Internationale, opposaient à Marx et un certain nombre d'hommes, qui sont devenus ensuite les théoriciens de l'anarchie, leurs convictions sous peine de ne pas être socialiste.

Que certains répudient l'action politique soit, c'est leur droit, mais qu'ils ne viennent pas alors nous donner, à nous, des leçons d'orthodoxie marxiste.

Dans un pays qui possède le suffrage universel, « Action politique » signifie nécessairement « Action parlementaire » et quand un parti politique a suffisamment de garanties pour que son groupe parlementaire possède la majorité ou bien qu'il soit devenu un élément nécessaire de toute majorité, alors les problèmes de l'action socialiste, devenus déjà les problèmes de l'action politique et de l'action parlementaire, deviennent les problèmes du pouvoir. Car, nous ne pensons jamais, nous socialistes, pour juger le problème et nous avons les problèmes de notre force comme nous avons eu les problèmes de notre faiblesse.

Durant de longues années, mon ami Vincent Auriol et moi, dans des discussions qui ont occupé je ne sais combien de nos congrès et dont on pourrait peut-être retenir l'écho dans ces murailles mêmes, nous avons essayé d'habituer le parti et d'habituer le prolétariat français à la différence entre la conquête révolutionnaire du pouvoir qui est la condition et le

prélude de la transformation révolutionnaire et l'exercice du pouvoir dans les cadres du régime capitaliste encore existant qui, lui, est une condition, une conséquence inéluctable de l'action de classes sous sa force politique et parlementaire.

Toutes les difficultés que vous avez entendu retracer aujourd'hui, dont vous avez entendu le réel auxquelles on a fait allusion, réfléchissez-y et rendez-vous compte que toutes ces difficultés, dont le contrecoup se fait sentir aujourd'hui par le parti, ont précisément leur origine dans les incidences de l'exercice du pouvoir sur le parti socialiste.

Ce qu'il faut que vous compreniez, c'est que certaines difficultés sont inéluctables, nous les connaissons, nous les avons toujours connues, nous les connaissons toujours, nous ne pourrions y mettre fin qu'en renonçant à l'action politique elle-même. Ne les imputez pas à telle ou telle alliance de circonstance, elles se produisaient déjà, au temps du Front populaire, elles se produiraient si vous étiez au pouvoir, elles se produiraient si vous aviez la majorité absolue au parlement mais avec l'obligation d'exercer le pouvoir dans les cadres du régime capitaliste, elles se produiraient pour vous, dans cette hypothèse, comme elles se posent de l'autre côté de la Manche pour nos camarades et amis.

C'est là une conséquence inéluctable de l'exercice du pouvoir dans le cadre du régime capitaliste. Le Parti socialiste exerçant le pouvoir en tout ou en partie dans le cadre de la société capitaliste devient par là même, en tout ou en partie, le représentant, le gérant d'affaires de cette même société capitaliste qu'il condamne, qu'il veut détruire et qu'il veut remplacer. Voilà la contradiction fondamentale devant laquelle on se trouve et qu'il n'est pas en notre pouvoir de concilier.

Aujourd'hui comme toujours, je vous dois le fond de ma pensée.

Ce problème de l'exercice du pouvoir se pose, pour nous socialistes, dans des conditions beaucoup plus difficiles que pour nos camarades du Parti communiste. Pourquoi ?

D'abord parce que le Parti communiste trouve dans l'exercice du pouvoir, dans la détention totale ou partielle du pouvoir, des contreparties naturelles.

D'autre part, la présence des communistes au pouvoir dans un pays quelconque sert les intérêts de la Russie soviétique. Ils pratiquent grâce à cette portion de pouvoir un travail de destruction méthodique de ce système.

Pour notre part, nous, socialistes, nous n'admettons pas une telle conception. Quand nous exerçons le pouvoir dans le cadre de la société capitaliste, nous le faisons de bonne foi, nous le faisons dans l'intérêt de la classe ouvrière, mais aussi dans l'intérêt général de la nation. Nous sommes des gérants honnêtes, nous sommes des gérants loyaux, nous n'essaierons pas assurément de renflouer un régime social que nous condamnons et que nous savons condamné, nous essayons d'orienter son évolution vers une transition aussi droite, aussi rapide, vers le socialisme. Mais, en même temps nous nous efforçons de faire ressortir le bien public, le bien de la classe ouvrière et de l'ensemble de la nation.

Je ne crois pas que le principe de la loyauté dans l'exercice du pouvoir ait été jamais explicitement contesté par personne. C'est de là que naissent nos difficultés car nous sommes ainsi conduits à prendre à notre charge, au moins en apparence, toutes les contradictions, les contradictions irréductibles du régime capitaliste lui-même.

Le problème des salaires et des prix n'a aucune solution pleinement satisfaisante en régime capitaliste. Nous avons, dans l'exercice du pouvoir, à résoudre toutes ces difficultés d'intérêts superficiels à certains égards mais constamment renouvelées qui s'élèvent en régime capitaliste entre l'État et la classe ouvrière, entre les diverses catégories de travailleurs et de producteurs et entre les producteurs et les consommateurs.

Nous provoquons ainsi des mécontentements et des déceptions inévitables et qui deviennent de plus en plus aiguës.

Ce sont ces mécontentements accumulés qui se sont fait sentir dans notre congrès. Je les comprends très bien parce que pendant quinze ans, avec Vincent Auriol, j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour écarter le parti de l'exercice du pouvoir en régime capitaliste. Nous ne pouvons en empêcher les inconvénients, tout ce que nous pouvons, c'est de procurer à la masse des travailleurs des contreparties et des compensations suffisantes.

Tout le problème de l'exercice du pouvoir se réduit pratiquement à cette conclusion, nous l'avons faite en 1936 quand le Gouvernement du Front populaire à direction socialiste est parvenu en quelques semaines à faire rattraper à la France un retard de plusieurs années en matière de législation ouvrière. Nous l'avons fait au début de cette année lorsque Félix Gouin prenait le pouvoir dans un moment périlleux et assurait la transition vers le champ régulier et normal des institutions républicaines.

Je pense que demain, quand la IV^e République et son assemblée seront définitivement constituées, c'est sur le plan de l'organisation internationale et de la paix que nous devons rechercher ces contreparties nécessaires. Nous n'échapperons définitivement au problème qu'au lendemain de la victoire du socialisme.

Si je m'en réfère à ce que j'ai entendu dire aujourd'hui dans les différents discours, là encore aucune discussion véritable n'apparaît. Tout le monde exige, d'une commune foi, que ces rapports s'inspirent d'un principe d'indépendance absolue. Le socialisme suivant sa voie droite, sa voie directe, celle qu'il s'est tracée, qui est tracée par ces trois flèches, ne tirant ces décisions que de lui-même, de ses propres délibérations et de sa conception de l'intérêt des travailleurs, sans jamais se laisser influencer soit par des intérêts contradictoires, soit par la crainte... suivre cette ligne droite est difficile. Les difficultés rencontrées, nous les avons connues pendant les vingt ans de lutte entre les deux guerres. Pendant ces vingt ans, ce n'était pas entre les communistes et les M.R.P. que nous avions à tracer la trajectoire des trois flèches, c'était entre les communistes et le

parti radical. Mais le problème était absolument le même, les difficultés étaient absolument les mêmes car, comme le disait tout à l'heure Bracke : « Il est difficile de suivre le fil de l'eau au milieu de la rivière sans se rapprocher jamais ou d'une rive ou de l'autre ».

Cette difficulté est de tous les temps. En tout cas, elle est de bien ancienne date, nous l'avons et Bracke et Jaurès l'avaient connue avant nous.

S'il en est ainsi, où faut-il rechercher la cause ?

Je suis obligé de vous dire ce que j'en pense avec gravité et avec sévérité, mais aussi avec une tendresse fraternelle et paternelle, comme un homme qui, depuis bien des années, a consacré à notre parti tout ce qu'il peut posséder de force et d'intelligence.

Que croyez-vous donc être le dynamisme ? Le dynamisme n'est pas une chose concrète, c'est la conviction des hommes, c'est l'abnégation et l'esprit de division des hommes, c'est la foi des hommes. Et si le dynamisme a manqué, c'est que chez les hommes que vous êtes, il n'y avait peut-être ni assez de conviction, ni assez d'abnégation et d'esprit de sacrifice, ni assez de foi.

Je crois qu'il en est encore de même aujourd'hui, je crois que ce mécontentement, ce malaise dont nous avons recueilli ici les manifestations ne soit finalement l'expression d'un sentiment que je qualifie de « peur ».

Je crois que dans son ensemble, le parti a peur, il a peur des communistes, il a peur du qu'en dira-t-on communiste. C'est avec une espèce d'anxiété timorée qu'il se demande : « comment vont voter les communistes, que dira le journal communiste si j'agis de telle ou telle façon ? ». La polémique et le dénigrement communistes agissent sur vous, vous gagnent à votre insu et vous découragent car la force intérieure manque pour lui résister. Vous avez la peur électorale, vous avez peur que vos camarades qui vous désigneront ou ne vous désigneront pas comme candidats ne vous placent pas sur la liste en ordre utile.

S'il y a affaissement de notre doctrine, croyez-moi, il est dans la façon timorée dont notre doctrine a été présentée et propagée dans les programmes électoraux.

Il y a un an, je vous suppliais aux élections de vous montrer avec votre vrai visage et je vous disais : « Je vous en supplie, effrayez plutôt que duper, ne dissimulez pas les véritables visages du socialisme, exagérez-les plutôt que de les masquer ».

Malheureusement, la campagne électorale d'octobre a été faussée et adultérée par le referendum.

Je voulais demander au Parti de montrer comment la transformation révolutionnaire pourrait se faire dans la règle démocratique. Il fallait que nous disions ce qu'est la propriété capitaliste dont nous voulons l'élimination, en attaquant le problème de l'héritage. Cette question de l'héritage vient d'être traitée par notre camarade Daniel Mayer.

Je demandais qu'on jetât les bases d'un programme d'éducation nationale. Ces idées, je les ai soumises devant le groupe parlementaire, mais la plupart de mes auditeurs ont redouté qu'un pareil projet jetât l'inquiétude dans certaines couches du corps électoral et je n'ai pas insisté davantage, j'ai replié mon travail, non sans quelque déception et non sans quelque ennui. Mais je n'ai pas souvenir d'avoir trouvé à cette époque un encouragement particulier de la part de ceux de mes camarades et amis du groupe parlementaire qui réclament aujourd'hui le redressement, le raidissement de la doctrine.

Il y a deux mois, j'ai mené dans *Le Populaire* une campagne tenace en ce qui concerne la question allemande. Qui oserait dire que je prenais sous mon bonnet de définir cette position ? Beaucoup de mes amis du groupe parlementaire ont estimé que je commettais une imprudence. Ils se sont demandé si par une telle campagne si peu de temps avant les élections, je servais bien les intérêts électoraux du Parti.

Cette peur de la conjoncture électorale, sous toutes ses formes, je crois qu'elle est un des éléments essentiels du trouble et du malaise qui se sont manifestés ici.

Vous avez, comme le disait Daniel Mayer, la peur du nouveau, bien que vous invoquez sans cesse la nécessité d'un renouvellement. Vous avez la nostalgie de tout ce qui peut vous écarter du passé tel que vous l'avez connu et pratiqué. Vous ne voulez pas de nouveauté dans l'organisation du parti.

Vous avez rétabli le conseil national, vous rétablirez en tous ces jours la représentation proportionnelle, vous avez commencé de rétablir le jeu des tendances et nous voyons revenir le mandat impératif.

Vous ne voulez pas de la nouveauté, parce que vous en avez peur, bien que vous sentiez qu'elle est nécessaire, vous n'en voulez pas dans la confection des listes, vous n'en voulez pas dans le choix de vos candidats, vous n'en voulez pas vis-à-vis des forces fraîches qui se sont offertes à vous au lendemain de la Libération et que vous avez accueillies avec réticence et avec méfiance. Vous parliez des femmes et des jeunes, mais vous avez cette même nostalgie vis-à-vis des femmes et vis-à-vis des jeunes. Vous ne faites pas place aux femmes sur les listes électorales, vous ne laissez à vos organisations de jeunesse, comme dans le passé, qu'un rôle subalterne en continuant à les tenir en tutelle.

Vous avez peur de la nouveauté jusque dans les alliances politiques, vous ne voulez pas de nouveauté uniquement parce que vous en avez peur. Vous êtes incapables d'imaginer une autre combinaison que celle que vous connaissez, que celle dont vous avez la vieille habitude. La nostalgie vous ramène à ce passé bien qu'il ne représente plus rien, qu'il ne réponde plus à rien et bien qu'autour de vous, tout soit renouvelé et bien qu'ayant ce sentiment intérieur de la nécessité d'un changement, d'un renouvellement. La peur vous écarte et vous nuit vis-à-vis de toutes formes de la nouveauté.

Il est probable que nous aboutirons demain à cet incroyable paradoxe : une campagne entreprise dans le parti au nom du renouvellement d'une

part, au nom du redressement doctrinal de l'autre va aboutir à quoi ? Car ce sera probablement son unique résultat positif en dehors du Parti, un rebroussement des alliances, une coalition du type bloc des gauches sur le plan de la laïcité et le cas échéant sur le plan de l'anticléricalisme.

Le mal est en vous, c'est le manque d'ardeur, de dévouement, le manque de foi, le manque de courage, et le vote de la motion Guy Mollet contre le vote du rapport moral, ça été une espèce d'alibi moral pour apaiser leur mauvaise conscience.

Je le répète sans amertume et non pas sans tristesse, je vous le dis comme quelqu'un qui depuis des jours et des jours cherche vainement le moyen de réparer le mal que vous avez fait. Je suis sûr que certains d'entre vous comptaient plus ou moins sourdement sur moi pour cela.

Combien de fois l'ais-je fait ? Cette nuit encore, Guy Mollet semblait m'inciter à le tenter.

Mais, je vous le déclare, je me sens impuissant à le tenter, parce que je ne puis étreindre les moyens, parce que je ne perçois qu'une espèce de trouble moral mais qui ne peut être combattu par des paroles, qui peut être combattu que par la volonté, par la foi, par le dévouement. Ce mal est fait, il est fait à l'heure présente autant qu'il pourra l'être après le vote quel qu'il soit.

Les meilleurs hommes de notre Parti, ceux qui lui sont le plus nécessaires à l'heure présente, sont dans une position difficile.

Ce miraculeux redressement de notre Parti après Vichy, après l'occupation, ce miraculeux redressement auquel, quoi qu'il arrive, le nom de Daniel Mayer restera attaché, ce redressement est compromis. Il est compromis à la veille du jour où vous aurez engagé pour cinq ans la vie du pays, car cette fois ce sera la fin du jeu des referendums, et l'assemblée qui sera élue sera cette fois une assemblée de cinq ans, et cela non seulement à la veille d'élections où l'enjeu est si lourd mais dans une conjoncture internationale où tout nous fait sentir avec une grande anxiété combien

l'action du socialisme français sur le socialisme international est nécessaire et combien elle pourra être efficace.

Je vous le déclare, pour ma part, ma science de médocastre ne peut rien contre cette situation.

On nous a laissé espérer, tout à l'heure Courtois l'a dit, Guy Mollet l'a dit à son tour, que le rejet du rapport moral entraînerait en contrepartie un choc psychologique, un sursaut qui rendrait à notre Parti quelque chose de cet esprit de sacrifice, de ce courage qui lui manque à l'heure présente. Ce serait la seule compensation, ce serait la seule consolation possible et je fais effort pour l'espérer avec eux.

Ce que je sais, quant à moi, c'est que le destin du socialisme ne dépend pas entièrement des socialistes. Je sais que de cette crise comme de tant d'autres, le socialisme fera surgir des profondeurs de la nation les forces et les hommes nécessaires à sa victoire.

Pas plus que notre pays, notre Parti n'a encore éliminé toutes les séquelles de la guerre, de la propagande vichyssoise ou nazie et de l'occupation. Notre époque n'est pas encore celle de la réflexion individuelle, des décisions librement délibérées, des dévouements et des sacrifices volontairement consentis à ce peuple, après tout ce qu'il a subi ; il faut aujourd'hui des mots plutôt que des convictions, les dévouements eux-mêmes veulent être imposés, il semble que l'individu cherche à se libérer de sa propre liberté comme d'une charge épuisante.

Ce sont des vestiges totalitaires. Le trouble de notre Parti, malgré cette contagion générale, cessera un jour et sans doute un jour prochain et l'on verra revenir les temps qui sont les nôtres, qui sont ceux de la démocratie et du socialisme, parce qu'ils seront à la fois ceux de la justice et de la raison.

(Très longuement applaudi)

SOMMAIRE

Introduction	5
Chercher	7
Sauvergarder	13
Refuser	25
Gouverner	41
Résister	53
Rénover	61
<i>Bibliographie</i>	75
Annexes	77

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-090-8

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
MARS 2016

ALAIN BERGOUNIOUX

LÉON BLUM, LE SOCIALISME ET LA RÉPUBLIQUE

S'il est identifié, dans la mémoire nationale, presque exclusivement à la courte « embellie » de 1936, Léon Blum est parfois invoqué, aujourd'hui, par la droite même. Mais ce consensus est fragile et les controverses jamais loin.

Quatre-vingts ans après le Front populaire, Alain Bergounioux trace le parcours d'un homme qui a été, et est toujours, un enjeu de mémoire et fait redécouvrir quatre discours de référence. Il signe là le portrait de celui qui appartient désormais au Panthéon des grandes figures nationales.

Alain Bergounioux est historien, membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du socialisme.

www.jean-jaures.org



9 782362 440908

ISBN : 978-2-36244-090-8

6 €

FONDATION FOR EUROPEAN
MOVEMENT OF STUDIES
FUNDATION FOR EUROPEAN
MOVEMENT OF STUDIES



Fondation

Jean Jaurès